

MARCEL ROUFF

TUBEUF

UN GRAND INDUSTRIEL FRANÇAIS

AU XVIII^e SIÈCLE

D'APRÈS SES PAPIERS PERSONNELS

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

POUR

LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

EN VENTE

A LA SOCIÉTÉ NOUVELLE : LA FRANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

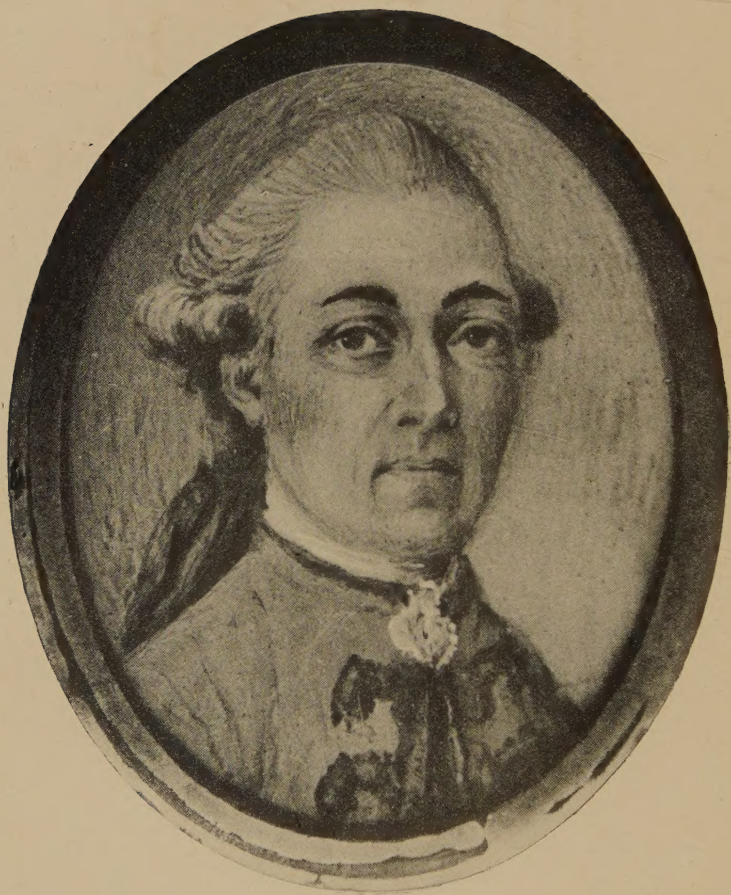
1, RUE MÉHUL (11^e ARRT.)

PARIS

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

POUR

LE DOCTORAT ÈS-LETTRES



PIERRE-FRANÇOIS DE TUBEUF

(d'après une miniature appartenant à M. Louis de Tubeuf)

MARCEL ROUFF

TUBEUF

UN GRAND INDUSTRIEL FRANÇAIS

AU XVIII^e SIÈCLE

D'APRÈS SES PAPIERS PERSONNELS

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

POUR

LE DOCTORAT ÈS-LETTRES



EN VENTE

A LA SOCIÉTÉ NOUVELLE : LA FRANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

1, RUE MÉHUL (II^e ARRT.)

PARIS

TUBEUF

UN GRAND INDUSTRIEL FRANÇAIS AU XVIII^e SIÈCLE

D'APRÈS SES PAPIERS PERSONNELS

INTRODUCTION

Au cours des recherches que nous avons entreprises à propos de l'histoire des mines de charbon au XVIII^e siècle, un nom s'est imposé à notre attention : Tubeuf. Un grand nombre de dossiers de la série F ^{14 bis} des Archives Nationales (qui concerne les travaux publics et plus spécialement les mines) sont pleins de ses rêves, de ses luttes, de ses ambitions, de ses déboires. Son énorme correspondance, ses innombrables rapports, placets et plaidoyers, entassés dans les archives minières, nous ont paru présenter l'intérêt, non de paperasses d'un intrigant solliciteur, mais de papiers d'un grand conquérant industriel. Papiers d'autant plus intéressants que Tubeuf nous semblait plus humain en ce sens que la volonté invincible, l'activité prodigieuse, la faculté de lutte remarquable qu'il mettait au service d'une ambition de précurseur se trouvaient faussées par une puissance d'illusion, des contradictions de caractère et un manque de sens pratique extraordinaires. Notre impression fut fortifiée par ce que nous apprimes de Tubeuf dans la série C des archives de province, dans les fonds du Gard et del'Hérault surtout.

Quand nous le connûmes mieux encore, il devint évident pour nous qu'à l'intérêt particulier de sa vie et de son œuvre s'ajoutait un sens plus général, Tubeuf devenait pour nous un type représentatif d'une classe : l'histoire de tous les entrepreneurs miniers français du XVIII^e siècle est contenue dans l'histoire de ses exploitations du Languedoc.

Ce double intérêt personnel et général qui émanait de cette fréquentation de Tubeuf nous confirma dans l'idée qu'une étude spéciale de ce grand et infortuné industriel formerait un complément très utile à notre étude générale sur les mines.

Cependant les documents que nous avons recueillis dans les fonds publics d'Archives ne pouvaient, malgré leur abondance, constituer la base d'un travail. Ils présentaient un ensemble trop morcelé, trop chaotique ; ils étaient répartis trop inégalement entre les différentes affaires et les différentes exploitations qu'ils intéressaient. Leur caractère enfin, presque exclusivement officiel, ne correspondait pas exactement à la conception que nous nous étions formée d'une étude de Tubeuf. Il fallait donc, pour que nous nous décidions à l'entreprendre, rechercher si Tubeuf n'avait pas laissé de son activité et de sa vie, des traces plus complètes et, pour ainsi dire, plus intimes.

Le livre de M. Bardon : *L'exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime* (1), nous avertit qu'en effet l'auteur avait consulté pour établir sa minutieuse biographie du concessionnaire languedocien quelques documents privés conservés jadis dans la famille même de l'industriel. Nous expliquerons plus loin comment nous décidâmes de poursuivre notre projet quand nous eûmes la conviction que M. Bardon ne

(1) Nîmes : Imprimerie Clavel et Chastanier, 1898.

s'était placé dans son étude qu'au point de vue très particulier d'une simple biographie chronologique, utile certes à consulter, mais fastidieuse un peu par d'innombrables et inévitables répétitions et qui n'offrait pas tout le développement ni toute l'ampleur que comportait un tel sujet.

En tous cas, certain qu'il existait quelque part un fonds Tubeuf, nous nous sommes mis à la recherche de ces documents. M. Bardon était mort ; nous avons fait d'abord effectuer des recherches dans le centre principal de l'ancien Languedoc, à Montpellier ; nous supposions que les descendants de Tubeuf, s'il en existait encore, avaient pu s'y établir. Cette première tentative ne donna aucun résultat, ne nous fournit pas même une indication. Nous avons alors écrit au maire d'Alais, la ville dont Tubeuf avait fait son centre d'action. C'était là en effet qu'était la bonne piste. Avec beaucoup d'obligeance, M. le maire d'Alais nous indiqua que M. Auphan, secrétaire général des mines de Rochebelle, était détenteur des papiers laissés par Tubeuf. Ils lui avaient été confiés par le dernier descendant de l'industriel.

Nous avons remercié d'autre part M. Lombard, directeur des mines de Rochebelle et M. Auphan de l'accueil qu'ils nous ont réservé. Nous tenons à leur dire encore une fois ici notre reconnaissance. Ils nous ont grandement facilité notre tâche.

Les papiers de Tubeuf étaient contenus dans une vieille malle, espèce de porte-manteau antique, coffre de chaise de poste ; ils la remplissaient presque en entier. Ils se présentaient sous forme de paquets poussiéreux, entourés de vieilles ficelles brûlées par le temps, ou de registres. On avait esquissé, pour la plupart des papiers réunis en liasses, un classement, c'est-à-dire qu'on avait réuni en paquets distincts les diverses affaires des diverses mines, sans avoir adopté

la plupart du temps, aucun ordre chronologique, dans l'intérieur même de ces divisions.

Seuls les documents, et en particulier le plus grand nombre des comptes tant privés qu'industriels, conservés en registres, étaient méthodiquement classés : Le classement sommaire que nous avons constaté dans les paquets ficelés est sans aucun doute le travail de M. Louis de Tubeuf, le dernier descendant de l'industriel. Sa veuve nous a réservé à Alais le plus bienveillant accueil. Nous nous faisons un devoir de la remercier ici des renseignements oraux qu'elle a bien voulu nous donner. C'est à elle que nous devons le portrait de Tubeuf reproduit en tête de cet ouvrage, d'après une miniature délicate qui est sa propriété.

Quant au livre de M. Bardon, nous nous sommes décidé, malgré son existence, à entreprendre notre travail pour plusieurs raisons :

1° Nous avons trouvé à Paris des documents que M. Bardon n'a pas connus et qui complètent heureusement ceux qu'il a consultés aux Archives du Gard, de l'Hérault et dans les papiers de la famille Tubeuf.

2° L'étude de M. Bardon ne s'occupe que des mines du Gard et de Tubeuf en tant que concessionnaire languedocien. Or celui-ci a eu d'autres entreprises en Auvergne, en Normandie, aux environs de Paris, qu'il est indispensable de connaître et d'étudier si l'on veut avoir une idée complète de sa personnalité et de son activité. M. Bardon est muet pour ce qui concerne ces exploitations.

3° Le travail que nous avons entrepris et publié sous le titre : *Les mines de charbon en France au XVIII^e siècle*, nous a permis de considérer dans son ensemble l'histoire des mines de France et par conséquent de mieux nous rendre compte de la place que Tubeuf occupe dans cette industrie et de la portée de son œuvre.

4° L'examen attentif et impartial du livre de M. Bardon lui-même a été l'argument décisif de notre détermination. La manière dont il est conçu, la façon dont les documents ont été utilisés, l'importance de ceux qui ont été négligés, le développement relativement peu considérable des citations, la documentation générale, l'allure du livre, en un mot, nous ont incité à penser qu'une étude de Tubeuf établie sur l'énorme quantité de documents inédits et qui comprendrait la publication des passages essentiels de ces pièces pourrait être nouvelle et utile. Le lecteur trouvera d'ailleurs dans notre bibliographie critique une analyse plus complète du travail qui s'est fait dans notre esprit et qui nous a conduit à entreprendre le présent ouvrage.

Il nous a paru fastidieux et inutile de faire une biographie au jour le jour de Tubeuf ou d'établir un journal quotidien de ses exploitations. L'existence d'un industriel qui dirige de grands travaux et qui prépare de vastes projets, ses luttes contre de puissants rivaux lésés dans leurs intérêts ou contre une population dépouillée d'un droit traditionnel et naturellement hostile à ses entreprises, ses démêlés avec toutes les justices et tous les pouvoirs régionaux et nationaux, toute son activité enfin, si l'on s'attache aux détails, fourmille de redites, de répétitions sans nombre. On risque, à vouloir noter trop scrupuleusement la vie qui ne développe que lentement les situations, de subir sa monotonie.

D'ailleurs, en ce qui concerne Tubeuf, M. Bardon avait déjà établi un travail de minutie qui nous a été d'une réelle utilité, s'il est, par sa conception même, un peu gris et de ton trop uniforme.

Nous avons pensé qu'au contraire, si l'on tentait d'extraire de l'ensemble des documents laissés par Tubeuf une sorte de tableau psychologique de l'homme et de l'œuvre, si l'on essayait de camper à leur place,

dans l'histoire économique, un grand industriel et une grande industrie dans ce qu'ils ont de général (tout en ne bannissant que le détail répété et monotone, mais non pas le détail en lui-même), dans ce qu'ils ont de large, d'humain, d'historique, dans la mesure où ils touchent à la vie sociale et nationale du XVIII^e siècle, si l'on illustre cette évocation de nombreux textes tirés des papiers retrouvés, nous avons pensé qu'en faisant effort pour réaliser ce plan, on pourrait présenter une étude qui ne manquerait ni d'utilité ni d'intérêt.

Un homme, quel qu'il soit, qui tente de créer de la richesse par sa force productrice est un facteur économique et social qu'on ne peut négliger. Combien moins encore quand il s'agit d'un Tubeuf et de ses vastes entreprises qui ne pouvaient s'établir que sur un bouleversement de la notion de propriété (1), fondement de l'ordre social.

Nous nous sommes volontairement abstenu du portrait froid et figé. Nous avons voulu que l'homme se dégage de lui-même de ses papiers et du récit de sa vie.

Le dessinant, le burinant d'après ce qu'il nous a laissé de lui, accusant les contours et les traits essentiels au moyen de citations de documents, nous avons mis en relief, dans la mesure de nos moyens, le Tubeuf qui bouleversa et souleva la Provence, qui tint tête au maréchal de Castries, aux Etats du Languedoc, aux intendants, aux ministres, qui harcela sans trêve les bureaux du contrôle général, tous les bureaux qui eurent successivement à connaître des mines, les Conseils du Roi, qui, inlassablement, avec une activité et une énergie dont l'histoire industrielle présente peu d'exemples, courut les routes de France, maniant des capitaux

(1) Voir M. Rouff. *Les mines de charbon en France au XVIII^e siècle, 1744-1794*. F. Rieder et C^{ie}, éditeur.

considérables, creusant le gouffre de lourdes dettes, grand écrivain et beau parleur, persuasif et enjôleur, poursuivi partout par son obsédante vision de mines colossales, grouillantes d'ouvriers, de chantiers énormes et actifs, de puits infinis et de galeries gigantesques crachant à la surface de la terre un eldorado de richesses.

Tel se dressera l'homme. Les documents vont nous montrer des travaux paralysés par l'atmosphère de haine où ils se développent, des fouilles entreprises partout, fébrilement, et partout gênées par la pénurie des ressources, une extraction dont on attend avec angoisse le rapport pour pousser plus avant les galeries, des engagements de fournitures acceptés alors que l'industriel sait qu'il ne pourra pas les tenir, les concessions contestées et instables, des opérations menées au milieu des menaces et des émeutes, des exploitations que le manque de fonds rend dangereuses et inquiétantes, des créanciers qui réclament, des banquiers qui refusent des crédits, tout un ensemble de faits contre lesquels l'activité de Tubeuf vient se briser mieux que contre le roc le plus dur des collines de Rochebelle.

CHAPITRE PREMIER

Etat de la propriété industrielle et de l'industrie minière du Languedoc à l'arrivée de Tubeuf dans la province.

Quand Tubeuf arrive en Languedoc, on y connaît et on y exploite depuis longtemps les gisements de charbon, depuis le ^{xiii}^e siècle au moins (1). Les concessionnaires du gouvernement qui se présentèrent après l'arrêt de 1744, ne pouvaient à aucun degré s'attribuer le titre d'« inventeurs » par lequel on désignait au ^{xviii}^e siècle les découvreurs de mines. Alors que, dans certaines contrées où les petits propriétaires n'avaient jamais soupçonné l'existence d'une mine, la venue d'un prospecteur et d'une compagnie ne leur laissait que le regret d'avoir ignoré les richesses enfouies sous leurs terres, dans la région qui nous occupe les petits exploitants ressentaient toute l'amertume d'être dépossédés d'une source de profits connue, escomptée, mise en œuvre par eux. C'est dans ces circonstances qu'il faut voir une des raisons du caractère violent et haineux des luttes que Tubeuf eut à soutenir. Un des innombrables ennemis du concessionnaire, un des avocats des indigènes chassés de leurs exploitations, pouvait avec vérité recommander en ces termes ses protégés à un haut fonctionnaire, probablement à l'intendant :

(1) Voir BARDON, *Histoire de la ville d'Alais de 1250 à 1340* et tome II de 1341 à 1461. (1894-1896.)

M. L'abbé de Pérussis

Exploitation des mines de M. Tubeuf.

A Alais, ce 14 aout 1777 (1).

Monsieur,

Le nommé Terdon, maître perruquier, propriétaire d'une des mines de charbon que le privilège exclusif de M. Tubeuf a contraint de fermer, vient d'être député vers vous par les autres propriétaires de semblables mines, pour vous porter leurs justes représentations, il est certain que si le privilège de M. Tubeuf a lieu, deux mille personnes se trouveront réduites à la mendicité.

Votre très humble et très obéissant serviteur,

L'abbé de PÉRUSSIS.

Dans la tournée d'inspection que Gensanne entreprit pour le compte des Etats du Languedoc à la recherche des gisements de la province et qui précède de neuf années la concession de Tubeuf (qui est de 1773), partout, à Pont Saint-Esprit, dans les évêchés d'Uzès et d'Alais, à Portes, à Chamborigault, à la Grand'Combe, au Pradel, au Mas-Dieu, à Saint-Hilaire, à Saint-Jean-de-Valeriscle, partout où plus tard devaient s'ouvrir de grandes mines, il trouva de petites exploitations, maigres, mauvaises, inhabiles, mais enfin vivantes(2).

Ballainvilliers, intendant du Languedoc, dans ses mémoires, encore inédits(3), a établi un résumé chronologique des principales dates intéressant l'histoire de l'agriculture et des mines dans la région. En regard de ces deux dates : 1777 (27 novembre) — 1778 (5 janvier) nous lisons cette simple phrase qui remet toutes choses en place : « Continuation de

(1) Arch. du Gard, C. 194.

(2) Voir *Annales de la Société impériale d'Agriculture, d'Histoire naturelle et Arts utiles de Lyon*. Séance du 15 mai 1868. *Essai historique sur l'origine et le développement progressif de l'exploitation dans le bassin houiller du Gard*, par M. MALINOWSKI, professeur d'histoire naturelle à Alais.

(3) Cité d'après la copie conservée à la bibliothèque municipale de Carcassonne.

l'enquête de Gensanne (1). — Vœu contre le monopole de l'exploitation des mines du diocèse d'Alais concédé par arrêt du 17 avril 1773 au sieur Tubeuf *qui ne les a pas découvertes ni exploitées le premier* (2). »

L'arrêt de 1744, facilement applicable dans les régions où les mines se présentaient comme une nouvelle industrie devait donc rencontrer en Languedoc une opposition opiniâtre, et Tubeuf, qui l'incarne, soulever des haines robustes.

Nous verrons plus loin que des ennemis redoutables se joignirent à ces petits exploitants contre lesquels il était déjà dur de lutter : la noblesse, à l'affût de revenus industriels, se ruait sur les mines, comme nous l'avons montré d'autre part. Le riche bassin du Gard parut à quelques-uns de ses plus hauts représentants une proie commode et désirable ; l'abondance des gisements les attira. Ils ne visèrent pas tout d'abord les parties essentielles des exploitations de Tubeuf, les mines d'Alais. En 1777, le marquis de Castries achète bien à de Conti le comté d'Alais, mais c'est sur la Grand'Combe qu'il concentrera plus tard (1782) son effort industriel. En 1784, le Roi et Monsieur acquièrent la vicomté de Portes dont un arrêt du Conseil d'Etat du 9 octobre leur concède les mines. En vérité Tubeuf eût pu fermer les yeux sur ces atteintes à son privilège que comportaient ces exploitations. Il lui restait une concession encore assez vaste et assez riche avec ses mines d'Alais et autres.

(1) Il ne s'agit plus de l'enquête dont il a été question plus haut, mais d'une mission dont Gensanne avait été chargé à propos des affaires Tubeuf. GENSANNE racontant lui-même cette mission dans son ouvrage : *Histoire naturelle de la province du Languedoc*, Montpellier, 5 vol. in-8°, 1776-1779, s'exprime ainsi sur les habitants de la région et sur leurs griefs en ce qui concerne les mines :

« Après tout, les particuliers dont vous (Tubeuf) enviez le bien, exploitent leurs mines dans la bonne foi, et à l'abri de deux titres respectables : L'Edit de 1601, et l'arrêt du Conseil de 1698, l'un et l'autre enregistrés et publiés dans tout le royaume ; ils ont constamment exploité les mines qui se sont trouvées dans leurs fonds depuis l'Edit et l'Arrêt en question. Et s'ils avaient eu connaissance de l'arrêt de 1744, il ne leur en coutoit rien de profiter des voies que Sa Majesté leur indique par l'article 2 de cet Arrêt, pour s'assurer la jouissance de leurs mines et de leurs travaux. »

(2) Une autre région de France, le Forez et le Lyonnais, se trouva dans la même situation que la région minière du Languedoc. Ses habitants exploitaient eux aussi, depuis longtemps, les mines de charbon de leurs territoires.

Dans l'impossibilité où il était de mettre en valeur tout le territoire à lui concédé, il eût pu borner ses efforts. Mais en acceptant cet état de choses, ce qui eût été la sagesse, il signait la déchéance de sa grande ambition, et sa renonciation au titre qu'il s'était adjudé sans aucun droit : concessionnaire des mines royales du Bas-Languedoc.

Son orgueil le conseilla mal. S'il n'osa s'opposer à la concession du Roi et de son frère, il entra en lutte avec de Castries.

Une population habituée dès longtemps à l'industrie minière et dont le caractère était déterminé par elle, des seigneurs décidés à profiter de la richesse souterraine des terres qu'ils possédaient, telles étaient les difficultés qui accueillirent Tubeuf quand il se présenta sur sa concession pour y commencer ses entreprises.

CHAPITRE II

Les débuts de Tubeuf. Son journal.

L'industriel qui arrivait en Languedoc pour y poursuivre la conquête minière, pour coordonner les efforts épars de tous les petits propriétaires, pour y introduire les méthodes de grande exploitation, n'appartenait ni à l'aristocratie des de Croy, des de Castries, des d'Osmond, des de Charost, ni à la bourgeoisie des Mathieu. Il était de petite noblesse ; sa famille était titulaire de la baronnie de Tubeuf, démembrée en 1300 ou 1350, et de celle de Laigle en Normandie (1). De cette origine, Tubeuf garde, sinon la finasserie normande, du moins un certain goût de la dispute et de la procédure, un entêtement et une obstination très marqués. Par ailleurs, peu orgueilleux de ses armes et de ses titres, il n'en fait, pour ainsi dire, jamais mention.

Il nous a été impossible de rien découvrir sur les trente-trois premières années de sa vie. Où fit-il son éducation ? Quelles études poursuivit-il ? Quelle fut sa formation intellectuelle et morale ? Entreprit-il une carrière ? Tout dans la vie de Tubeuf demeure mystérieux jusqu'en 1768. Son dernier descendant lui-même, celui qui a réuni et étudié les archives de la famille, n'a rien pu indiquer à propos de la jeunesse de son ancêtre.

En 1768 il sort de cette obscurité. Bertin le charge d'aller prêcher les bienfaits de l'annexion aux habitants d'Avignon et du Comtat Venaissin que Louis XV vient d'occuper à la suite d'un différend avec le Pape Clément XIII. Tubeuf était donc, dès cette époque, connu du Gouvernement et

(1) Les armoiries de la branche de l'industriel étaient : d'azur à la bande d'argent, trois chevrons dextre et senestre avec six aiglettes de sable 2, 1, 1, et 2, avec comme devise : *Aut naso, aut visu*.

connu comme spécialiste expert dans l'industrie des mines, car l'essentiel de sa mission consistait à démontrer aux Avignonnais la valeur des mines de lignite (1) — jusqu'alors négligées — des environs d'Orange. C'est ainsi qu'il fut conduit à visiter le Midi. La même année il épousait Marie-Marguerite Brochet qui sera à l'arrière-plan, en demi-teinte, une épouse dévouée, une bonne ménagère et même, après son départ pour l'Amérique, une collaboratrice habile qui ne se lassera ni de supplier ni de quémander. Il en eut trois enfants, une fille Jeanne qui ne vécut pas, deux fils : François-Pierre né en 1771, mort célibataire en 1826 et Alexandre-Pierre né en 1779 à Paris, mort en 1828, père d'un enfant, Pierre-Emmanuel de Tubeuf. Ses deux fils, qui l'accompagnèrent dans son exil, revinrent en France en 1804.

Tubeuf, au moment où le gouvernement l'envoie dans le Comtat est, depuis trois ans, directeur des mines de Cransac et du Quercy. Mais ce ne fut certainement pas les résultats matériels de sa gestion qui le désignèrent à la confiance des ministres. Son « État général de recettes et de dépenses » du 1^{er} juillet 1768 jusqu'au 1^{er} novembre 1769, c'est-à-dire pendant plus d'un an, n'accuse pour cette exploitation que le modeste bénéfice de 2.389 livres, 8 sols, 1 denier (2).

Tels furent les débuts malheureux de Tubeuf dans l'industrie minière — ou du moins les seuls débuts que nous connaissions. En 1768, il était sans situation, sans ressources, endetté ; il avait déjà donné la mesure de son caractère, à la fois généreux et dévoué, mais rusé et retors par nécessité ; doué de l'art de compliquer les situations, dans son désordre il est méticuleux jusqu'à noter les moindres détails de ses pensées et de ses actions, il est tourmenté de la rage d'écrire, de se plaindre, de se poser en victime magnanime ; au demeurant rien ne décèle en lui l'aventurier délibérément malhonnête ; on le devine plutôt ouvert et franc en dépit de ses erreurs et de ses fautes. Bref Tubeuf, à la première rencon-

(1) A cette époque on confondait encore souvent cette matière avec le charbon véritable.

(2) Papiers particuliers de Tubeuf, dossier des mines de Cransac et de Quercy. 1765-1770.

tre, manifeste toutes les contradictions qui s'agitent en lui, qui vont se développer et se heurter au cours de sa vie, dominées par une ambition sans frein, une ténacité sans défaillance, une activité sans aecalmie.

Tels étaient la force d'entraînement de cet homme, son prestige, la puissance de sa foi, son action sur ses semblables que deux des actionnaires de la compagnie que Tubeuf avait si mal dirigée, deux des hommes qui avaient vu de près ses manœuvres de liquidation et ses comptes, La Barberie et de Bray, se retrouvèrent, peu d'années après, mêlés à ses opérations, l'un comme associé secret et commis officiel de Bertin, intendant des mines, l'autre comme banquier. Il avait su les entraîner de nouveau et leur inspirer une confiance résistante.

Tubeuf ne passa dans le Comtat Venaissin où il avait été envoyé en mission et où il avait obtenu la concession de mines au bord du Rhône (1770-1771) que le temps nécessaire pour montrer qu'il était un malchanceux. Le Comtat fut restitué au Pape et sa concession annulée. Il est bien probable cependant que c'est dans le but d'apitoyer sur son sort et de faire proportionner les compensations à ses efforts et à ses sacrifices qu'il annonce avoir dépensé 50.000 livres dans cette entreprise(1) Où aurait-il pris cette somme ? Le 12 août, alors qu'il est en pleine prospection, il se rend précipitamment à Lyon pour y chercher de l'argent, expliquant son voyage par la phrase la plus embarrassée et probablement la plus volontairement obscure qui soit. On est incapable de comprendre s'il va toucher des fonds qui lui appartiennent ou provenant d'un emprunt qui lui est consenti. Cette somme, qui lui est due, est portée au chapitre des dépenses ce qui est assez extraordinaire.

Dès juillet 1771, nouveau voyage dans la même ville pour y négocier trois lettres de change de 21.500 livres (2) », suivant le *Journal des mines royales du Bas-Languedoc*.

(1) Historique de mes affaires depuis l'an 1763 jusqu'en 1790 (papiers particuliers).

(2) *Journal des mines royales du Bas-Languedoc*, 12 mars 1770 au 1^{er} mai 1791 (papiers particuliers).

Ce journal que nous allons assez copieusement utiliser, il faut en parler d'abord ; aussi bien l'étude de son caractère général fait-il partie de la psychologie de Tubeuf que nous essayons de dégager. M. Bardon prétend que ce document n'est pas sincère, qu'il a été confectionné pour les besoins de la cause, pour masquer certains déboires « pour se justifier auprès de ses protecteurs ». S'il en est ainsi, ce journal a encore une valeur psychologique par la manœuvre même qu'il révèle.

Mais nous ne souscrivons pas entièrement au jugement de M. Bardon, bien qu'il prétende n'avoir formé son opinion sur le journal de Tubeuf et sur d'autres documents émanant de lui, qu'après en avoir contrôlé la véracité à d'autres sources (1).

Quelle justification son journal de dépenses pouvait-il apporter à ses protecteurs ?

Les comptes détaillés de sa vie privée sont un bien mauvais argument pour apitoyer sur son sort ceux qui auraient été disposés à lui venir en aide. Tubeuf vit largement, il dépense beaucoup pour lui et pour sa famille. Il est loin de pratiquer cette économie qui peut attirer la confiance et l'intérêt. Était-ce donc si habile de l'avouer ?

D'ailleurs nulle part, à aucun moment de sa vie, nous ne voyons Tubeuf faire état de son journal, ni vis-à-vis de ses créanciers, ni vis-à-vis des autorités, ni vis-à-vis de ses adversaires. Ce document paraît avoir été parfaitement privé et intime.

Ce qu'il est vrai de dire, c'est que le journal n'a pas été tenu régulièrement au jour le jour. Visiblement l'auteur a laissé parfois passer plusieurs jours sans rien inscrire, puis il reconstitue ses dépenses de mémoire. Qu'on considère aussi que les frais personnels sont souvent mêlés aux comptes

(1) Quelles sources ? M. Bardon ne le dit pas. Pour nous, dans nos recherches d'archives, nous n'avons rien trouvé qui nous permette de vérifier l'accusation de M. Bardon. Celui-ci ne cite même pas de fait matériel, d'exemple probant de mensonge. Il parle de « lacunes » et d' « erreurs ». Il est impossible qu'une masse aussi imposante de notes, prises par Tubeuf *pour son usage personnel* et probablement de mémoire, ne contienne pas des erreurs et des lacunes. Mais suffisent-elles à convaincre leur auteur de mensonge ?

industriels, que ces feuilles ne comportent que la colonne des dépenses, sont muettes sur les recettes et l'on comprendra comment ce journal si précieux, aussi bien pour l'histoire industrielle que pour l'histoire de la vie et des mœurs au XVIII^e siècle, donne une impression de document volontairement faux qui ne correspond pas à la réalité.

Le 2 octobre 1772, après des recherches où Tubeuf a appliqué toute son énergie et toute sa ténacité et qui ont duré près de deux ans, trois têtes de veines furent trouvées dans la nuit sur cette exploitation languedocienne. Le charbon n'était pas d'une qualité qui méritât une exploitation : tout était à recommencer. Mais en juillet, il a décidé d'abandonner les mines du Comtat Venaissin pour la large concession qui vient de lui être accordée entre Saint-Esprit, Uzès, Anduze, Villefort, Aubenas et Viviers avec Barjac comme centre.

Ses défauts, comme ses qualités vont s'épanouir librement dans les opérations que, pour la première fois, il entreprend pour son compte personnel.

Les malheurs ne lui ont rien appris. Sa prodigalité de grand seigneur ne correspond pas aux ressources que nous lui connaissons. Il dépense dès cette époque des sommes importantes en déplacements qui ne sont pas toujours indispensables. Il court les routes à tout propos et non par les moyens les plus économiques. Son activité d'ailleurs est déjà fiévreuse et anormale, surexcitée par un optimisme sans bornes qui lui interdit la vision réelle et pratique des choses, qui vicie ses jugements et ses actions.

Nous le voyons en mai 1770, plus de deux ans avant d'avoir découvert le charbon, avant même d'avoir commencé ses travaux, avant d'avoir encore aucun ouvrier sur sa concession, « faire une tournée sur les rives du Rhône jusqu'à Marseille et Toulon pour m'y assurer, dit-il, de la consommation de mon charbon (1) »...

(1) *Journal des mines royales*... Ainsi plus tard à Alais, alors que son exploitation n'en est qu'au début, il s'engagera à livrer à la compagnie d'épuration Ling une quantité de charbon environ dix fois supérieure à celle qu'il produira aux meilleurs jours de ses travaux.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est que souvent ses instincts mercantiles, poussés jusqu'à la rouerie déloyale, se donnent, dès ce moment, libre cours : quand il comprend que décidément il n'y a aucune illusion à se faire sur la valeur de ces mines du Comtat, il est vite décidé à en tirer sans scrupules le meilleur parti possible : il trompe ses clients sur la qualité de ses produits et sur sa puissance d'extraction. Il promet de grosses fournitures à MM. Holker et fils, à Paris, alors que l'année précédente, il a tout juste extrait 38.745 quintaux de charbon inutilisable pour l'industrie. Mieux encore, il essaye de repasser à ces clients une mine dont le charbon est rare et pauvre et dans laquelle il a englouti en vain des sommes considérables.

LETTRE A M. HOLKER FILS A PARIS

Le Saint-Esprit, le 3 mars 1774.

.
Jé vais même vous faire une autre proposition qui vous conviendra peut-être mieux, c'est de vous faire la cession de mon entreprise pour le remboursement des fonds que j'y ai mis, en m'y réservant la moitié d'intérêt sur la consommation de charbon que vous pourrez faire, à l'exception de celle de votre établissement qui en sera seul affranchi.
.

Cette exploitation de la vallée du Rhône se soldait en fin de compte par un bilan désastreux pour l'industriel. Une de ses dernières balances accuse une véritable catastrophe due à des années de déficit accumulées.

1773 — Extraction du charbon — Quintaux	RÉCAPITULATION DE LA PRÉSENTE ANNÉE	DÉPENSES		
		LIVRES	SOLS	DEN.
	Janvier	2.528	16	
	Février	2.262	9	
	Mars	2.378	8	
	Avril	2.298	18	
3.600	Mai	2.480	14	
5.800	Juin	2.573	13	
8.590	Juillet	2.768	19	
7.100	Août	2.341	8	
840	Septembre	1.170	4	
3.780	Octobre	4.690	9	
4.200	Novembre	3.284	16	
4.840	Décembre	3.249	16	
38.750	Totaux.	32.028	10	»
	Arrêté de l'année précédente	87.090	3	»
38.750	Total de ma dépense: Cent dix-neuf mille cent dix-huit livres treize sols.	119.118	13	(1)
	(1) Journal des Mines royales.			

Personnellement, il est réduit à la gêne la plus voisine de la misère. Les affaires d'Alais l'appellent à Paris, les circonstances exigent qu'il se rende dans la capitale. « C'est ce qui me détermine à ce voyage, ajoute-t-il, *que je ne suis guère en état de faire à tous égards* (1). » Il en est donc réduit à compter à quelques centaines de livres près. Cependant, Tubeuf qui va s'installer au cœur du Languedoc (l'arrêt de concession de Barjac est du 17 avril 1773, celui des mines découvertes aux environs d'Alais et de Saint-Ambroix du 24 mars 1774) ne se préoccupe nullement de trainer derrière lui un passif aussi lourd : son invincible optimisme l'accompagne et le soutient. Il n'est occupé que de deux choses, à la vérité indispensables pour ses débuts dans la région. Son esprit clair et pratique, apte à saisir promptement l'essentiel des questions, a compris la situation : il veut se concilier les puissances de la province et surtout le prince de Conti, bien qu'il convoite les mines que ce grand seigneur fait exploiter par des fermiers. Il entend d'autre part se ménager à tout prix des appuis et des alliances dans les bureaux de l'administration centrale des mines, à Paris. Son extraordinaire activité ne s'est pas fatiguée dans l'effort énorme qu'il vient de donner pour arracher ses arrêts de concessions ; il a déjà oublié ses démarches innombrables, sa récente et énorme correspondance, ses voyages dans toute la province et à Paris. Le voici de nouveau sur les grands chemins. Il court à Montpellier remercier ceux qui l'ont soutenu avant de se rendre dans la capitale. Il se dépense tant et si bien qu'il tombe malade et que son indisposition le force à retarder son voyage à Paris.

Il s'y était réservé un appui bien puissant pour ses plans et projets. La Barberie, déjà mêlé à ses affaires de Cransac, était devenu commis principal du ministère de Bertin (2). Tubeuf, homme d'affaires avisé et qui savait faire des sacrifices, comprenant l'avantage qu'il aurait à avoir un associé dans les bureaux, n'avait pas hésité à l'acheter. Con-

(1) Arch. Hérault, C. 2715. Lettre du 30 août 1773.

(2) La Barberie resta longtemps au ministère, jusqu'à la veille de la Révolution. Il continua toujours à être avec Tubeuf en relations intimes, même quand il se fut retiré en son château d'Azcambal, près de Cahors.

fusément, dès sa demande de la concession de Barjac qui soulève une opposition qu'il ne comprend pas, Tubeuf a le pressentiment que c'est Conti et les gens de la cour qui constituent pour lui le péril réel. Il ne lui reste plus, s'il veut vaincre, qu'à devenir l'homme des bureaux. Avec une habileté incontestable, il mène sa partie et de fait, c'est grâce aux bureaux du ministère qu'il put tenir si longtemps en Languedoc. Dès 1773, Tubeuf s'était associé La Barberie et avait fait de ses intérêts propres les intérêts du commis principal lui-même.

Je soussigné François-Pierre Tubeuf, entrepreneur des mines de charbon de terre du Bas-Languedoc, en vertu d'un arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant pour l'exploitation de ces mines un arrondissement de cinq lieues de rayon, dont le centre est fixé à la ville de Barjac, reconnais par cette présente convention avoir cédé à M. Jérôme-Thomas de La Barberie, premier commis de Monseigneur Bertin, ministre et secrétaire d'Etat, l'action d'un quart d'intérêt dans toute l'étendue et le produit de madite entreprise, pour toute sa vie durant, sans qu'il puisse vendre, aliéner, ni transmettre à qui que ce soit ledit intérêt, qui n'est accordé personnellement qu'à lui-même ; m'obligeant de lui donner chaque mois un état précis de la recette et dépense relatives à ladite entreprise, de le consulter dans les affaires intéressantes qui y auront rapport, et de lui tenir compte du produit de son quart d'intérêt de trois en trois mois. Attendu que, comme mondit sieur de La Barberie n'est point tenu à sa portion des dépenses que j'ai faites jusqu'à ce jour dans ma première concession des mines du Saint-Esprit, ni à celles que je serai obligé de faire pour l'établissement de cette nouvelle entreprise, il ne pourra exiger son quart du produit que lorsque je serai remboursé de mes premières dépenses (1).

Fait double au Saint-Esprit, le 12 novembre 1773.

Signé : TUBEUF. »

La nature de l'opération n'est pas douteuse puisque Tubeuf dans une lettre à La Barberie ajoutait : « Votre intérêt du quart est et sera un mystère pour tout le monde (2). »

(1) Papiers particuliers.

(2) Lettre de Tubeuf à La Barberie du 5 novembre 1775. Tubeuf, dans son journal, donne successivement comme date de ce traité secret 1770 et 1773. C'est la seconde de ces dates qui est la vraie. La première n'est qu'une ruse tendant à faire croire que ce traité existait bien avant que Tubeuf débutât en Languedoc et qu'il n'avait pas été passé pour les besoins de la cause.

S'être concilié les bureaux ne suffit pas au prudent Tubeuf, il faut qu'il ait aussi dans sa main l'inspection qui peut tant pour lui. C'est Gensanne qui a le Languedoc dans ses attributions. Tubeuf, à défaut de pouvoir l'acheter lui-même, fait un coup de maître : il intéresse son fils à ses affaires. Voici le traité que, de son plein gré, sans que Gensanne fils soit tenu à aucune réciprocité ni à aucun service, Tubeuf remet au fils de l'inspecteur :

Je soussigné... Tubeuf, concessionnaire du roi pour l'exploitation des mines de charbon de terre par arrêt de Conseil d'Etat du 24 mars dernier portant la concession exclusive dans l'arrondissement circonscrit entre Saint-Esprit, Laudun, Uzès, Auduze, Villefort, Aubenas et Viviers, reconnais par ces présentes avoir accordé à M. de Gensanne fils aîné, 1/10 d'intérêt sur mes exploitations dans toute l'étendue de ma concession pendant le temps de cinq années à dater du 1^{er} juillet prochain, duquel dixième il sera tenu compte à mondit sieur de Gensanne tous les trois mois sur les livres de mes préposés aux dites exploitations, dont il lui sera loisible de faire alors la vérification, sans qu'il soit obligé à aucune espèce d'avances... Il ne pourra vendre, engager ni transmettre ledit intérêt à qui que ce soit...

Fait double nous à Alais le 28 février 1775.

Tubeuf fit avec Gensanne un marché de dupe. Par contre, ses prévisions se réalisèrent pleinement avec La Barberie. C'est celui-ci qui rendit possibles ses entreprises et sa résistance.

Il lui reste à manœuvrer pour se concilier le prince de Conti qu'il est dangereux d'indisposer et qu'il médite pourtant de dépouiller de riches gisements, en se donnant le ton de lui offrir une affaire avantageuse et d'accepter un lourd sacrifice.

Ces débuts dans le Languedoc mettent en lumière un Tubeuf vraiment très souple, très habile, très diplomate, expert dans l'art de manier l'intrigue et la promesse, décidé à tout pour gagner les esprits et les cœurs, rusé comme un Normand qu'il est sous les dehors de sa feinte bonhomie.

Ce fut surtout dans l'expropriation des petits propriétaires que Tubeuf déploya toute sa souplesse et toute sa diplo-

matie. Dès ses premières visées sur les mines d'Alais, une vague inquiétude s'était emparée des petits exploitants. Il s'était empressé de rassurer la région.

Quant aux autres mines qui se trouvent aussi dans les environs d'Alais exploitées pour l'usage du pays par quelques particuliers, mon intention et mon intérêt n'étant point de dépouiller personne, je ferai ce que j'avais conseillé dans les mines de Cransac ; je ferai continuer l'exploitation par les mêmes particuliers, de qui j'achèterai le charbon dont j'aurai besoin.....

J'ai l'honneur d'être etc... (1).

Cette promesse de respecter les petites exploitations, il la prodigue partout, il l'écrit et la répète pendant quelques années, si bien qu'au début, les États du Languedoc, la noblesse et le haut clergé lui sont favorables. Quand il a bien donné le change, quand il croit sa situation fortement établie à Paris, il change brusquement de tactique, il dévoile son plan : établir son monopole sur toutes les mines de la région.

LETTRE A M. DE LA PORTE

6 septembre 1779 (2).

Enfin nos affaires vont prendre une autre tournure, j'ai des ordres du Ministre en mains, pour faire fermer toutes les mines de l'étendue de ma concession ; commençons par celles des environs d'Alais qui préjudicient nos ventes ; envoyez-moi à cet effet sans perdre un moment, le dénombrement de toutes celles qui sont ouvertes et en exploitation dans tous vos environs, c'est-à-dire depuis Rochebelle jusqu'au-dessus de votre nouvelle exploitation, avec la défiguration fixe des lieux, et les noms et prénoms des propriétaires, et de ceux qui les exploitent, ainsi que de celles de Roubiac dont on a refusé de vous accommoder...

J'ai l'honneur...

S'il se pensait assez fort pour n'avoir plus à ménager les petits propriétaires de mines, Tubeuf était trop perspicace pour se croire en mesure de braver les autorités de la province. Il s'agissait de ne pas les aliéner par trop de rudesse ou par une ambition trop ouvertement étalée.

(1) Décembre 1770, *journal des notes, copies de lettres des opérations des mines royales du Bas-Languedoc*, déjà cité, (papiers particuliers).

(2) *Journal des notes, copie de lettres...* déjà cité.

Les premières expulsions, légales mais brutales, soulevèrent quelques émeutes. A ce moment, Tubeuf sentit que les représentants permanents des États et le clergé hésitaient. Il s'empessa d'essayer de corriger la mauvaise impression que son acte de concessionnaire avait produite :

Monsieur,

Pour préparer l'exécution paisible et facile du jugement de M. l'Intendant, j'ai feint de poursuivre le décret de prise de corps que j'ai obtenu contre des mutins qui s'étaient portés à des excès qui les auraient conduits à la potence, ou par grâce aux galères. Ces malheureux m'ont fait demander grâce par une partie de la ville, qui m'a assuré de la sincérité de leur repentir. J'étais fort chagriné de la leur refuser, j'ai fait plus, je leur donne du pain, ils sont maintenant dans mes travaux, ainsi que tous les autres ouvriers sans exception d'un seul, dont j'ai fait fermer les mines ; je vais progressivement faire exécuter ce jugement dans le reste de l'étendue de ma concession, et j'ai tout lieu d'espérer qu'à l'exception peut-être des fermiers de M. le marquis de Castries, dont je redoute toujours les dispositions, je n'y éprouverai de difficulté nulle part... (1).

Il va désormais mieux prendre ses précautions et préparer habilement le terrain sur lequel il peut s'aventurer. En mai 1784, étant sur le point de fermer un certain nombre d'exploitations, il adresse aux curés, maires et consuls des localités visées la circulaire suivante :

Messieurs,

Étant au moment de mettre des mineurs, pour monter une exploitation en règle d'une mine de charbon dans votre paroisse, pour la fourniture du chauffage des diocèses d'Uzès et de Viviers, j'ai l'honneur de vous prévenir qu'ayant très à cœur de remplir les vues des États de la province, mon intention est :

1° De donner à tous les habitants de votre paroisse tout le charbon dont ils auront besoin pour leurs moyens domestiques, savoir le charbon à forge et à chaux, pour deux sols le quintal, et le charbon en mottes à fabrique pour trois sols le quintal, pris sur la mine (prix beaucoup inférieur à celui qu'ils en payent aux particuliers mêmes qui y exploitent des mines) ;

(1) Arch. Nat. F. 14 bis 7682. Lettre datée d'Alais, 27 déc. 1782.

2° Que mes mineurs occupent de préférence tous les ouvriers de votre paroisse dont ils auront besoin, et qu'ils payeront bien ;

3° Qu'il vous soit remis par mes préposés une somme de cent livres par an, dont vous voudrez bien faire l'emploi que vous jugerez convenable, pour le soulagement des pauvres de votre paroisse à raison de 25 livres de trois mois en trois mois, à commencer trois mois après qu'on y ouvrira les travaux, et aussi longtemps qu'ils dureront. J'attends de votre honnêteté, Messieurs, que vous voudrez bien empêcher les abus qui pourraient naître de l'avantage que je fais, avec très grand plaisir, aux habitants de votre paroisse, pour leur consommation propre de charbon, afin qu'ils n'en fassent aucun commerce, et donner à mes mineurs les facilités qui dépendront de vous, pour l'établissement qu'ils vont former, et qui deviendra d'autant plus considérable que j'aurai soin que le charbon se vende au plus bas prix possible, pour la consommation étrangère à celle de votre paroisse à laquelle je vous serai très obligé de communiquer cette lettre.

J'ai l'honneur d'être, etc... (1).

Tout cela était évidemment fort habile, mais étant donné l'homme que nous connaissons, il ne faut jamais oublier que, dans la mesure où ses intérêts le lui permettaient, son cœur collaborait avec allégresse à une œuvre pratique.

Ses intérêts d'ailleurs — et Tubeuf a la chance de trouver cette excuse à la dureté de son attitude — se confondaient à cette époque avec l'intérêt public.

Il était grand temps pour l'avenir de ce bassin houiller qu'il substituât la grande exploitation à la multitude des petites entreprises, néfastes et dangereuses dans cette région comme dans toute la France.

Ainsi, le caractère de Tubeuf encore bridé et gêné aux mines du Quercy, où il n'est pas son maître, dans les exploitations du Comtat, de petite importance, s'épanouit et se manifeste sans entraves dès les premières années de ses entreprises du Languedoc qu'il conduit pour son compte, muni d'un titre de concession en bonne et due forme.

(1) Arch. Nat., F. 14 bis 7682. Copie d'une lettre circulaire écrite à MM. les Curés, Maires et Consuls des paroisses de Saint-Jean de Valrisèle, Meiranne, Roubiac et Baume, par Tubeuf, concessionnaire du Roi des mines de charbon de terre des environs d'Alais.

L'optimisme inné de Tubeuf, qui n'a même pas besoin de circonstances favorables pour se donner libre cours, ne connaît plus de bornes. Il lui montre tout sous les plus riantes couleurs : il calcule déjà les bénéfices à venir qu'il tient comme certains, il en fait part à son associé, La Barberie.

Cet optimisme, qui pour une grande partie était naturel, lui était commandé d'autre part par les circonstances les plus urgentes : il fallait qu'il inspirât confiance. Déjà ses ennemis pouvaient écrire de lui — et il ne l'ignorait pas — que ses propositions d'accommodements étaient impraticables « parce qu'il n'y a aucune sûreté à traiter avec le sieur Tubeuf qui a toujours tard et mal payé ses ouvriers et les fournitures qui lui ont été faites et qui est accablé de dettes criardes... (1)

Sa situation financière aurait en effet désespéré tout homme moins confiant et moins énergique que lui. En 1776, il en est réduit à emprunter vingt-cinq livres. Mais dès 1774, Tubeuf était déjà entre les mains des usuriers. Cadet Cavaillon déjà à cette époque ne veut plus se contenter de la seule signature de l'industriel. Il réclame la garantie de La Barberie dont la complaisance dure depuis quelques années et qui est peu disposé à s'engager dans de nouvelles opérations.

Il a des billets qui courent et qu'il propose de rembourser en... charbon. Et le créancier se fâche.

Il avoue d'ailleurs, bientôt après, qu'il n'est pas si libre de ses mouvements qu'il voulait bien le dire en juillet et que ses affaires sont toujours singulièrement embrouillées et inquiétantes :

LETTRE A M. DE LA BARBERIE EN COUR

Au Saint-Esprit, le 22 août 1775.

Vous me rendrez un service très essentiel de m'indiquer comme vous me faites l'honneur de me le proposer la personne sur qui vous jugez à propos que je tire non pour du comptant puisque

(1) Arch. Nat., F. 14 bis 7632. Lettre à M. de Tolozan du 22 janvier 1781. La lettre émane probablement d'un employé supérieur de la société de Castries.

j'en ai aujourd'hui seul besoin, mais pour une simple acceptation qui puisse donner cours aux quatre lettres de 13.600 francs que j'ai remis à M. Ode, et dont il se charge expressément de faire les fonds à leur échéance...

Je ne suis donc absolument chargé que de la traite du 2 juin de 3.600 francs qui vous fut présentée, Monsieur, le 25 dernier, et que vous voulûtes bien renvoyer à ma réponse pour en faire l'acceptation, c'est pour cette lettre que j'ai eu l'honneur de vous prier le 12, et que je vous prie encore aujourd'hui deux (mot illisible. Probablement « semaines ») de délai dans la crainte que mon exploitation d'Alais ne me mette pas encore dans le cas d'y satisfaire à son époque ; voilà tout ce dont je suis directement chargé et tout ce qui me gêne.....

La Barberie a des raisons pour être inquiet et mécontent. Il s'est engagé à fond avec Tubeuf et celui-ci, malgré sa bonne volonté, doit laisser jouer la garantie que lui a donnée son associé. Cependant, les dernières lettres du commis de Bertin ont été assez énergiques pour que l'industriel prenne peur et commence à se cacher de La Barberie comme un fils de famille endetté. A propos d'une traite qu'il ne peut payer, il écrit une longue lettre à Ode le 25 janvier 1776 où il dit entre autres :

Je vous serai très obligé en attendant, de pourvoir comme nous en sommes convenus au remboursement de cette traite afin de ne pas exposer M. de La Barberie à le faire, ce qui ferait un très mauvais début, et si je puis réussir à placer vos deux effets, je vous en ferai passer le montant de suite par le sieur David ; mais provisoirement je vous prie, n'exposez pas M. de La Barberie à ce remboursement, j'en serais au désespoir et cela nous ferait grand tort, j'avais annoncé à M. de La Barberie que vous vous en chargeriez au moyen de l'acceptation que je lui demandais, et qu'il nous a donnée.

Je vous soulagerai bientôt d'un autre côté bien plus considérablement. Marquez-moi je vous prie pour ma tranquillité quand vous y aurez pourvu : nous tombons à l'échéance, il n'y a pas de temps à perdre ; je me repose de cela sur votre exactitude. Je ferai ce que je pourrai pour vous dispenser de votre cautionnement envers les Etats, je l'ai mis en avant dans mon mémoire : au surplus ce n'est que pour la forme, cela ne tire à nulle conséquence

j'aurai sûrement du charbon avant que j'aïlle aux états, je vous en donnerai avis de suite, ce sera une excellente nouvelle.

J'ai l'honneur, etc.

Il a engagé le banquier lui-même pour un cautionnement !

Au surplus, il est poursuivi devant les Prévôts des Marchands de Lyon faute de pouvoir rembourser une somme, ridicule pour le grand industriel qu'il veut être : il a beau écrire une longue lettre à M. Desgranges. Procureur à Lyon :

Alais, le 19 mai.

.
Cette concession dont je suis possesseur en entier, est une des plus solides et des meilleures entreprises du Royaume ; mais m'étant épuisé à la former depuis six ans que j'y travaille, c'est-à-dire trois ans avant l'arrêt du conseil, qui m'en assure la propriété, je ne puis en ce moment remplir mes engagements envers M. Desvigne ; attendu que cette entreprise ne fait que commencer à me rendre, et qu'il m'y reste encore beaucoup de dépenses à faire.

J'attends de vos bontés, Monsieur, que vous voudrez bien voir à ce sujet M. Desvigne, que je prie instamment de m'épargner le désagrément de recourir aux juges devant lesquels il me cite pour en obtenir ce délai.

Souffrez donc Monsieur, que je me repose sur vous pour n'être pas troublé, et m'honorerez à ce sujet de votre plus prompte réponse, j'aurai l'honneur cet automne de vous en aller remercier, et vous témoigner ma satisfaction.

J'ai l'honneur, etc.

Tubeuf vit en réalité dans une situation atroce. Il ne peut plus que mentir. Il annonce des envois de fonds, envois qu'il serait bien embarrassé de justifier. Il bouche un trou pour en creuser un autre. En 1777, il fait connaissance avec les Chaulieu. En décembre il reçoit du marquis une première somme de 50.000 francs. En 1778, il lui emprunte encore 72.000 livres et 10.400 livres à la marquise. Avec cette manne providentielle, il rembourse en deux fois Ode et Cadet Caillaillon qui perdent patience et libère du même coup La

Barberie qui perd confiance. Il unifie sa dette flottante et enregistre avec satisfaction le résultat qui n'a pourtant rien de réjouissant :

JANVIER 1778.

27. Sur les soixante-six mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf livres que M. Ode m'a prêtées, je lui rendu ce jourd'hui trente mille livres avec promesse de lui rendre sous trois mois les trente-six mille trois cent quatre-vingt-neuf livres restant, et lui ai payé six mille quatre cent quatre-vingt-treize livres d'intérêts savoir et à huit pour cent :

des 9.600 liv. du sieur Cadet Cavaillon pour	
2 ans	1 536 »
de 13.189 pour 20 mois	1.757 »
de 3.600 pour 20 mois	480 »
de 8.400 pour 15 mois	840 »
de 15.800 pour un an	1.264 »
de 15.800 pour 3 mois	316 » 6.193 »
Plus la remise qu'il m'a faite de son intérêt dans mon entreprise	5.880 »
Au sieur Domeny son commis pour peines, soins.	1.144 »
Au sieur Cavaillon pour sa portion avec M. Ode dans ledit intérêt	1.800 »
Pour perte dans la négociation de leurs effets	3.960 »

A ce moyen nos conventions des 1^{er} mars et 18 décembre 1776 sont annulées et sans effet (1)

Les comptes datent de 1778. Loin de le tirer de souci, les prêts des Chaulieu compliquent et aggravent sa situation. En 1785, au moment où il propose au maréchal de Castries, le propriétaire de la Grand'Combe, son ennemi, de lui acheter son exploitation d'Alais avec les dettes qu'il y a contractées, il estime ces dernières à 386.870 livres dont 13.800 livres d'intérêts impayés (2).

En 1791, Tubeuf s'est décidé à abandonner une position

(1) Papiers particuliers : *Journal des mines royales du Bas-Languedoc*, 12 mars 1770 au 1^{er} mai 1791.

(2) Moyens d'arrangement entre M. le maréchal de Castries et le sieur Tubeuf. Remis à M. de la Boullaye le 4 avril 1785. *Journal des notes, copies de lettres...*, ouv. cit.

intenable et à s'expatrier. Avant son départ pour l'Amérique il établit un nouvel état de sa situation destiné à faciliter la tâche de ses hommes d'affaires et de sa femme qui vont suivre ses procès du moins pour ce qui concerne les mines d'Alais.

ETAT DES FONDS QUE J'AI EMPLOYÉS POUR MON ENTREPRISE D'ALAIS

FONDS A MOI			A M. LE MARQUIS DE CHAULIEU			A M ^{me} LA MARQUISE DE CHAULIEU		
1770	Avril. . .	22.000	1777	Décembre.	50.000	1778	Novembre	6.000
»	Août. . .	40.000	1778	Février. .	27.000	»	Décembre	4.400
1772	Juillet . .	21.500	»	Juin . . .	10.000	1780	Janvier. .	5.900
»	» . . .	28.770	»	Octobre. .	35.000	»	Avril . .	12.500
»	Décembre.	12.000	1779	Mars. . .	15.400	1781	Mars . . .	8.647
1774	Juillet . .	38.263	»	Septembre.	23.740	Total. .		37.447
1775	» . . .	23.874	1780	Février. .	11.000	Le 14 octobre 1783 je lui ai fait un contrat par devant notaire de la somme de 44.000 fr. à cause d'un reste d'inté- rêts de 6.553 fr.		
		186.407	»	Mars. . .	8.800			
			»	Novembre.	5.130			
Actions vendues des mines de Paris.			1781	Août. . .	5.000			
1782	Septembre	49.700	Total. .		189.070	A M ^{me} DE POMMEREU		
1783	Janvier. .	19.300	Le 14 octobre 1783 je lui ai fait un contrat par devant notaire de la somme de 200.000 francs à cause d'un reste d'inté- rêt de 10.930 fr.			1781	Août . .	10.000
»	Août. . .	32.800				1784	Février .	12.000
1785	Mai . . .	42.400				»	Mai. . .	10.000
1787	Juin . . .	36.500				Total. .		32.000
1788	Juillet . .	29.800				Dont 22.000 fr. en contrat et 10.000 fr. en mon billet (1).		
Total. .		396.907						
			A M ^{me} PAYANT					
			1778	Avril. . .	4.000			
			En mon billet. Echangé en 2 billets de 3.500 fr. chacun à cause de 3.000 fr. d'intérêts au nom de ses deux filles (28 fév. 1791).					

(1) Cette pièce vient d'un dossier de papiers particuliers intitulé : « Copies de lettres, entrées, notes, opérations 1786-1791 ».

(1) Cette pièce vient d'un dossier de papiers particuliers intitulé : « Copies de lettres, entrées, notes, opérations 1786-1791 ».

Tubeuf ne doit plus que 262.517 livres ! Le bilan est évidemment faux car, entre 1785 et 1791, non seulement Tubeuf n'a rien remboursé mais il a continué à emprunter et de plus il a payé où aurait dû payer des intérêts.

Sans qu'on trouve trace de remboursements dont il eût été le premier à se vanter, le chiffre des sommes dues aux Chau-lieu a diminué.

Le bilan serait incomplet et la situation de Tubeuf mal éclairée si, en face de ce passif, on ne dressait pas son actif — peu brillant à la vérité. Pour ce qui concerne le Languedoc, le compte est vite établi : voici la récapitulation qu'il a laissée de sept années d'exploitation de sa concession d'Alais :

	Recettes	Dépenses	Dépense complète en ajoutant les années précédentes
1778. . . .	8.974 4	61.605.5	284.596.12
1779. . . .	10.483.7	66.457.19	340.571.4
1781. . . .	11.002 6	57.977.1	432.430
1783. . . .	25.432.13	56.268.15	510.038.7
1785. . . .	27.493.14	63.122.	570.035.
1787. . . .	29.918.	65.608.	585.040.86
1789. . . .	22.657 12	46.232 66	639.854.8 (1).

Il n'est pas besoin d'insister sur l'éloquence de ces chiffres.

Il a en Languedoc un autre centre d'exploitation, Pigères. Son bilan atteste que ce n'est pas sur cette entreprise qu'il dut compter pour améliorer ses affaires.

Mais Tubeuf peut avoir d'autres ressources : il est concessionnaire en Normandie et à Luzarches, près de Paris. Nous ne connaissons que peu les mouvements de caisse de ces entreprises. Quelques allusions cependant, la marche même des exploitations suffisent pourtant à se rendre compte de leur situation précaire et des charges nouvelles qu'elles lui apportèrent.

Cette société des mines de Normandie, que Tubeuf avait prise en mains et qui avait établi en 1782 ses chantiers dans

(1) Papiers particuliers : Notes diverses.

le Cotentin, à Saussey, Auville et Coutances, en était réduite, dès la première année de son existence, aux expédients.

LETTRE DE M. DAUGIRARD A M. TUBEUF

*A Monsieur Tubeuf chez M. Le Maignant
au Grand Cerf, à Luzarches.*

18 juin 1785.

J'ai remis hier au commissionnaire que vous m'avez envoyé 501 francs. Il vous plaira m'en envoyer quittance ; je ne néglige rien pour procurer de l'argent à la compagnie, mais il faut rencontrer des gens qui en ayent et c'est ce qui ne s'est pas encore présenté.

Je n'ai point de nouvelles de Normandie, ce qui m'étonne beaucoup, car les intéressés seraient charmés de savoir si le fourneau à chaux a réussi.

Il serait bien pour le bon ordre que vous m'envoyiez toutes les semaines un état de dépense afin que la compagnie puisse savoir sa situation.

J'ai l'honneur d'être... (1).

Signé : DAUGIRARD (2).

Le 3 juillet les recherches d'argent du caissier de la compagnie aux abois sont demeurées absolument infructueuses.

La lettre que l'on va lire a certes plus l'allure d'une affaire usuraire d'un fils de famille que le ton commercial :

LETTRE DE M. DAUGIRARD A M. TUBEUF

Paris, le 3 juillet 1783.

J'ai reçu hier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 1^{er} de ce mois qui en renfermait deux pour Coutances, elles ne pourront partir que samedi prochain parce que les mercredi les facteurs ne sortent qu'une fois prendre les lettres pour votre gouverne.

Il ne m'a pas été possible jusqu'à présent de trouver à emprunter de l'argent pour la compagnie, j'ai eu avant-hier l'espérance

(1) Papiers particuliers, dossier : mines de Normandie (Cotentin) Saussey, Auville, Coutances, fours à chaux, 1782-1785. Vente d'une action.

(2) Caissier de la compagnie.

d'avoir 3.000 francs mais la personne a changé d'avis pour les placer autrement, vous devez sentir combien cela me faisait déplaisir puisque je suis moi-même en avance sur la compagnie, et que mes facultés ne me permettent pas de faire pour elle tout ce que je désirerais.

J'ai été ce matin chez M^{lle} Souës qui m'a dit qu'elle ne saurait que demain ou après-demain la réponse de la personne qui lui a parlé pour prêter de l'argent, je désire beaucoup qu'elle puisse réussir.

J'ai l'honneur d'être...

Signé : DAUGIRARD.

*A Monsieur Tubeuf, au Grand Cerf,
à Luzarches, près Chantilly (1).*

Nous possédons sur les mines de Luzarches très peu de renseignements. Les transactions financières qui sont venues jusqu'à nous, outre qu'elles ne concernent qu'un mouvement d'actions, sont, dans les documents, tellement mêlées à l'histoire de cette entreprise que nous ne pouvons les en détacher. On en trouvera un aperçu, au chapitre qui concerne les mines des environs de Paris. Qu'il nous suffise de dire ici, pour indiquer que ce n'était pas de cette opération que Tubeuf devait attendre des subsides, qu'en juillet 1783 Luzarches ne pouvait même pas solder une note de bois de 1.200 livres employés dans ses travaux. Le caissier était obligé de renvoyer les fournisseurs.

Toutes les pièces connexes attestent que l'affaire des mines des environs de Paris fut une lamentable débâcle : l'arrêt du Conseil du 2 août 1785 qui accordait à MM. Thouvenet et Piron une concession de trente années sur les territoires compris entre Château-Thierry, Soissons, Compiègne, Clermont, Beauvais, Gisors, Dreux, Maintenon, Meulan, Nogent ayant Paris pour centre, concurremment avec le privilège Tubeuf qui englobait les territoires compris entre Chantilly, la Ferté-sous-Jouarre, Rocroi, Corbeil, Chevreuse et Mantes avec Paris pour centre, cet arrêt justifiait ainsi la création de cette concurrence :

(1) Papiers particuliers, dossier : mines de Normandie... déjà cité.

Le Roi étant informé que l'usage que le sieur Tubeuf a fait de la permission à lui accordée par arrêt du avril 1779 d'exploiter les mines de charbon qui peuvent se trouver dans l'étendue et arrondissement des terrains compris entre Chantilly, La Ferté-sous-Jouarre, Rocroi, Corbeil, Chevreuse et Mantes ayant Paris vers le centre, s'est bornée jusqu'à présent à une tentative infructueuse près Saint-Germain et une autre à Luzarches qui n'a été suivie d'aucun succès, malgré les secours qui lui ont été accordés ; que d'autres particuliers ayant obtenu des permissions provisoires, s'étaient aussi livrés dans le même arrondissement à des recherches de charbon de terre, savoir à Neteuil, à Bouafle, Nanterre et à Lagny ; que faute d'avoir donné à leurs travaux assez de développement, ou pour avoir suivi de faux indices, ils n'avaient encore fait aucune découverte, que le public serait encore longtemps privé des avantages qu'on s'en est promis à moins qu'une compagnie, composée de capitalistes connus et de gens experts dans ce genre d'industrie, ne poursuivît une entreprise aussi importante ; qu'il s'en présente une sous le nom des sieurs Thouvenet et Piron, qui paraît réunir les avantages d'une association bien établie, et qui est disposée à mettre en usage tous les moyens de parvenir à cette découverte, s'il lui est assigné un arrondissement proportionné à ses facultés, et aux avances qu'elle exige : et Sa Majesté, considérant que tout concessionnaire de mines qui ne fait pas usage de sa concession en y établissant les travaux nécessaires en est déchu de plein droit, elle aurait pu rétracter celle du sieur Tubeuf et révoquer les permissions provisoires dont il s'agit pour faciliter les opérations d'une nouvelle compagnie, mais elle a pensé qu'il serait plus conforme à la justice de laisser la faculté de poursuivre les travaux existants à ceux qui les ont entrepris en limitant leurs privilèges... (1).

C'était la constatation officielle de l'échec, après cinq ans de recherches, de la Société Tubeuf montée au capital de 400.000 livres (2). Et d'ailleurs Tubeuf y avait-il eu jamais

(1) Papiers particuliers. Dossier : Mines de Luzarches, Cransac, Argentac Limousin.

Tubeuf protesta contre cet arrêt ; dans ses papiers, à la suite de ce texte il y a un long commentaire de sa main. Il énumère toutes ses recherches, ses découvertes, ses espoirs, mais en fin de compte, il reconnaît qu'il a jusque maintenant (1785) échoué, qu'il a englouti de gros capitaux et qu'il a été contraint d'en demander à l'administration et, à son refus, d'en chercher ailleurs.

(2) Société fondée le 7 juin 1779, par devant M^e Poultier, notaire à Paris...

sérieusement confiance ? En tous cas, qu'on nous passe le mot, il y « tripota » dès les débuts. Dans quelle mesure ? Il est difficile de le dire. Toujours est-il que le 19 février 1780, il vendait à M^{lle} Henriette-Gabrielle Souës une action des mines des environs de Paris pour la somme de 10.600 livres. Elles avaient été émises à 10.000 livres. «..... jusqu'à la concurrence de quatre cent mille livres de dépenses faisant le fonds des quarante actions que j'ai vendues à raison de dix mille livres chacune... (1) ». Tubeuf prenait donc en apparence une prime de six cents livres, alors que les travaux étaient à peine ébauchés, que le marché n'existait pas et rien ne justifiait cette plus-value. Nous avons dit « en apparence » car en réalité il ne voulait que créer un cours fictif. Acculé par le besoin d'argent, il passait avec M^{lle} Souës une reconnaissance secrète dont voici la teneur :

19 février 1780.

Je soussignée Henriette-Gabrielle Souës reconnais que, quoique la vente de l'action d'intérêt ci-dessus mentionnée paraisse m'avoir été faite moyennant le prix de 10.600 livres, la vérité est que je ne l'ai achetée et payée à mondit sieur Tubeuf que 3.600 livres que j'ai ce jourd'hui payée, et qu'elle n'a été portée dans la vente ci-dessus à 10.600 livres que pour qu'elle ne paraisse pas avoir été vendue moins que les 40 actions du traité de société qui l'ont été à 10.000 livres chacune ; m'obligeant ainsi en cas de remboursement de la présente action de la part d'un des associés de la susdite société d'en remettre l'excédent de 7.000 livres à mondit sieur Tubeuf le même jour qu'il me serait fait.

En foi et pour assurance de ce à Paris le 19 février 1780.

Signé : SOUES (2).

Manœuvre étrange et déloyale qui donne la mesure de l'état des affaires de l'industriel. Il avait d'ailleurs employé un procédé analogue deux ans auparavant aux mines de Cransac (3). Ce sont probablement ces comptes et ventes fic-

(1) Mines de Luzarches... déjà cité...

(2) Mines de Luzarches... déjà cité...

(3) Reconnaissance :

« Nous soussignés sieurs Peltier et Tubeuf déclarons et reconnaissons que quoique nous paraissions seuls propriétaires du tiers d'intérêt pour lequel

tifs — il y en eut assurément d'autres — que Tubeuf portait sur le bilan de ses fonds engagés dans le Bas-Languedoc aux sommes provenant de la vente d'actions et aux sommes versées par lui personnellement.

Nous sommes obligé de laisser dans l'ombre tous les renseignements que le journal de Tubeuf contient sur sa vie personnelle et familiale. Nous y reviendrons un jour ou l'autre car ils sont d'un puissant intérêt. C'est probablement un document unique que celui qui nous permet de reconstituer jour par jour — et sur une longue période — l'existence d'un grand industriel de la fin du XVIII^e siècle et qui nous fournit des données de premier ordre sur les conditions d'entretien, de nourriture, de logement, de domestique — de déplacements et voyages aussi — à cette époque tant en province qu'à Paris. Il y a là les éléments complets d'une reconstitution de la vie de jadis. Ce n'est pas sans regret que nous les négligeons. Nous sommes tenu de demeurer sur le terrain strictement industriel. Tubeuf s'y révèle comme une personnalité exceptionnelle et bien curieuse, très moderne déjà par certains côtés. Son caractère fut un mélange inextricable de fortes qualités et de déplorables défauts : sa bonté et sa dureté, ses mouvements généreux et son âpreté à défendre ses intérêts, sa faculté de mentir et sa loyauté, sa

nous sommes employés dans le projet de société arrêté ce jour pour l'exploitation de la mine de charbon d'Argentac ; la vérité est que de ce tiers il en appartient un tiers d'intérêt à M. Advenier de Breuilly, et à chacun de nous pareille portion ; comme aussi si nous acquérons le tiers appartenant à M. de la Coste et de Lafon d'Elbayle, moyennant ou une somme d'argent, ou une vente, ledit sieur Advenier de Breuilly sera également possesseur par tiers avec nous de cette nouvelle portion, et en supportera les charges, ainsi que celles de son intérêt ci-dessus établi, pour en jouir aux clauses et conditions de l'arrêté de ce jourd'hui ; ce qui a été accepté par moi Advenier de Breuilly.

« En conséquence est délibéré entre nous trois soussignés que M. Peltier verra M. de la Coste, saura ses intentions, et s'en assurera par écrit, et pourra néanmoins transiger sur le champ jusqu'à concurrence de 1.200 livres tant pour lui sieur de la Coste que pour le sieur de Lafond tant que nous continuerons la société et l'exploitation.

« Est de plus convenu dans le cas où ledit sieur Peltier ne pourrait terminer avec le sieur de la Coste, M. Tubeuf aura les mêmes pouvoirs à cet effet pour transiger avec eux sur les lieux.

« Fait triple entre nous ce jourd'hui 23 septembre 1778.

« Signés : PELTIER, ADVENIER DE BREUILLY, TUBEUF. »
(Mines de Luzarches... déjà cité...)

saine activité et son agitation malade, se mêlent, se contredisent et se combinent de telle sorte qu'il est presque toujours impossible de démêler dans ses actions le vrai mobile. Sa vie ardente et passionnée, ses conceptions hardies procèdent à la fois d'un vrai génie industriel et d'une monomanie de la grandeur. Sa destinée heurtée, désordonnée et incertaine fut engendrée par ces contradictions. Dans ce caractère compliqué, quelques traits simples et nets dominent pourtant : un optimisme sans défaillance, une prodigalité sans raison, une énergie sans faiblesse, un esprit retors et opiniâtre, une inconscience complète de la valeur de l'argent et par-dessus tout une amoralité qui, pour ne pas être une excuse à quelques-unes de ses actions, écarte du moins tout soupçon de malhonnêteté calculée.

L'intuition industrielle de Tubeuf a vraiment été prodigieuse. Il devina le grand bassin houiller du Gard, le bassin de la Normandie et du Cotentin dont l'on découvre aujourd'hui les gisements, il eut l'idée géniale de chercher le charbon aux portes de Paris, il contribua, outre ses affaires personnelles, à la mise en exploitation de diverses mines normandes, des mines du Limousin et du Quercy.

Si l'on considère que partout il se heurta à des difficultés financières qui eussent rebuté tout autre que lui, qu'il rencontra l'hostilité des pouvoirs locaux, la rivalité des grands propriétaires, la méfiance de la Cour, la haine de la population, qu'il passa sa vie, harcelé par les attaques et les procès, à brûler les étapes entre Alais et Paris, entre Paris et la Normandie, entre Alais et Montpellier, à entretenir une énorme correspondance, à rédiger d'innombrables mémoires, à chercher partout des fonds, à faire face à des échéances difficiles, à conduire des procédures compliquées, à se ménager des influences et des protections et à se débattre dans les intrigues, si l'on considère cette vie surmenée, mais inspirée par la poursuite tenace d'une chimère : accaparer en d'immenses concessions ce qui forme aujourd'hui de nombreuses et riches exploitations, on conviendra que Tubeuf dépasse de beaucoup en envergure les plus heureux des grands concessionnaires du XVIII^e siècle.

CHAPITRE III

Les mines du Languedoc.

Les mines de Saint-Esprit, qui ont été d'un médiocre rendement et qui ont coûté fort cher à Tubeuf, sont sur le point de lui échapper définitivement. Durant son séjour dans le pays, il a remarqué que le Languedoc est riche en gisements mal exploités, et que les petites entreprises de paysans ou bourgeois sans connaissances et sans moyens menacent de compromettre à jamais la mise en valeur du sous-sol. Le 19 janvier 1771, il écrit à Saint-Priest pour lui demander, en vertu de l'arrêt de 1744, une concession dans cette région, sans renoncer définitivement encore à son exploitation du Comtat.

Le 11 juillet 1771, un décret lui concédait, non le territoire demandé, mais les mines du Comtat pour trente ans. Il ne les exploitait jusqu'alors qu'à titre provisoire. En 1772, le Comtat était restitué au Pape.

Le 17 avril 1773, un nouveau décret faisait droit à sa demande. La concession comprenait un rayon de cinq lieues de longueur avec Barjac comme centre, Pont-Saint-Esprit, Loudun, Uzès, Anduze, Villefort, Aubenas, Viviers comme limites. Elle était accordée pour trente ans. Ce décret de concession fut complété et légèrement modifié le 24 mars 1774 :

JUILLET 1773.

Le ministre vient de me faire expédier la concession des mines de charbon comprises entre Saint-Esprit, Uzès, Anduze, Villefort, Aubenas et Viviers ayant Barjac au centre, elle est du 17 avril dernier et pour trente ans, je vais disposer cette grande entreprise et abandonner celle-ci... (1)

(1) Papiers particuliers. *Journal des mines royales du Bas-Languedoc*, 12 mars 1770 au 1^{er} mai 1791.



Une entrée des Mines de Rochebelle

État actuel

A partir d'avril 1773, Tubeuf fait chaque mois un voyage sur sa nouvelle concession. Chaque mois une somme d'une centaine de livres est portée sur son journal avec cette indication : « J'ai dépensé en voyage et séjour sur mes trois établissements pendant le mois précédent... » Il s'est mis immédiatement à la recherche de capitaux pour exploiter son nouveau territoire. C'est à ce moment qu'il entre en rapport avec les Chaulieu. Il commence par négocier à Beaucaire 6 lettres de change de 38.260 livres.

30 JUIN 1774.

J'ai fait commencer un puits à Beaune sur la veine de charbon où doit aboutir la galerie d'écoulement pour deux raisons : la première afin de travailler à cette galerie par les deux bouts ce qui me ferait gagner la moitié de temps, la seconde pour reconnaître la veine de charbon et l'exploiter, si les eaux qui s'y trouvent le permettent, en attendant qu'elles s'écoulent par la galerie lorsqu'elle sera finie ; jusque-là on les extraira par le puits si elles ne sont pas trop abondantes (1).

2 FÉVRIER 1775.

D'après les renseignements que j'ai tirés de mes deux galeries de recherche près Alais, je fais commencer demain une galerie principale au pied de la montagne de Mas de Bonat, sept pieds seulement au-dessus du niveau de la rivière, laquelle galerie doit recouvrir à angle droit, toutes les veines de charbon qui traversent cette montagne, et écouler toutes les eaux qui ont obligé les gens du pays d'abandonner les nombreuses excavations qu'ils ont faites sur ces veines le long de cette montagne, j'y ai reconnu six veines de charbon parallèles se dirigeant de l'est à l'ouest, avec une inclinaison de trois pieds par toise, je n'arriverai à la première par ma galerie qu'à cent quinze toises de son embouchure, cette opération

(1) Papiers particuliers. *Journal des mines du Bas-Languedoc*, 12 mars 1770 au 1^{er} mai 1791.

sera longue et dispendieuse, mais elle donnera la facilité d'exploiter toutes ces veines qui produiront une quantité de charbon immense, et de beaucoup meilleure qualité, que celui que les gens du pays en ont tiré à la surface jusqu'à ce moment-ci (1).

DÉCEMBRE 1775.

J'ai payé aux deux maîtres mineurs pour leurs appointements du mois précédent (je vais en fixer un à Alais, et l'autre à Beaune). 144

JANVIER 1776.

- 1^{er}. Je suis arrivé avec ma famille et mes effets à Alais, pour y faire ma résidence et suivre moi-même cet établissement, qui est celui des trois qui mérite le plus d'attention.
Ce voyage et le transport de mes effets m'a coûté deux cent soixante-dix-huit livres sept sols. . . . 278.7
2. J'ai donné à ma femme pour la dépense de la maison du mois courant six cents livres, ne devant plus m'en absenter désormais (2). 600
-

Durant ces années de début, Tubeuf fort sagement s'ingénie à se créer une clientèle pour écouler le charbon qu'il va extraire. Il essaye de passer un traité avec M. Ricard, un distillateur de Cette, intelligent et hardi, qui tente de remplacer le bois par le charbon dans son industrie :

LETTRE A M. RICARD A CETTE

Au Saint-Esprit, le 15 juillet 1775.

... Peut-être j'y aurai (à Beaucaire) du charbon de ma nouvelle exploitation d'Alais, que je voudrais bien que vous vissiez.

J'en ai établi le prix fixe pour la forge à 18 sols le quintal rendu à Lunel. Je vous réitère ce que j'ai eu l'honneur de vous dire depuis longtemps que je vous l'y céderai à 17 sols le quintal pour votre consommation particulière c'est-à-dire environ 4.000 quintaux

(1) Papiers particuliers. *Journal des mines du Bas-Languedoc*, 12 mars 1770 au 1^{er} mai 1791.

(2) *Journal* 1770-1791, déj. cit.

par an, suivant le compte que vous m'en avez fait ; nous traiterons pour le reste ou par commission, ou pour votre compte.

Vous me trouverez toujours très bien disposé à entrer dans vos arrangements, etc... (1).

Tubeuf voudrait déjà fournir 4.000 quintaux et il ne connaît même pas encore l'importance de la mine qu'il vient de découvrir !

LETTRE A M. THOMAS BRICE A MONTPELLIER

Alais, le 14 janvier 1776.

Oui Monsieur, le charbon que vous a remis le sieur Cassard, mon commissionnair cà Montpellier, est de mon exploitation, et je ne puis m'engager avec vous que de vous en fournir de meilleur, attendu que ce premier était de l'entrée de la mine, je vends le menu 25 sols et le gros tel que vous le demandez 28 sols le quintal rendu dans la ville, c'est un prix fixé, invariable, et le même que me le payent les plus gros consommateurs de Montpellier.

Ainsi Monsieur si cela vous convient, honorez-moi de votre avis, et je m'y conformerai, et dès que je serai entré en arrangement avec vous, je vous offrirai volontiers des facilités pour les paiements si vous en faites une grosse consommation.

J'ai l'honneur... (2).

Vingt-huit sols le quintal ! Tubeuf déjà se laisse entraîner à une tactique commerciale qui va lui aliéner bien des sympathies. Il affirme faussement que son prix est « fixe, invariable », or il a vendu son charbon dix-huit sols à M. Ricard et les transports pour Cette sont plus chers que pour Montpellier !

A Alais qui doit être le centre principal de l'exploitation, le charbon n'est pas encore découvert. M. Allès qui est directeur de cette entreprise, et qui deviendra par la suite un des ennemis les plus acharnés de Tubeuf, a la haute main aussi, de loin, sur la mine de Saint-Ambroix dont le directeur effectif est, depuis le 12 mai (1775), Joseph Mathieu qui devien-

(1) Papiers particuliers : *Journal des notes, copies de lettres des opérations des mines royales du Bas-Languedoc à commencer du 1^{er} janvier 1770 au 19 novembre 1779 et autre volume au 16 octobre 1785.*

(2) *Journal des notes et copies de lettres...* 1770-1779, déj. cit.

dra plus tard directeur à Alais. Pour stimuler les fouilles que l'on poursuit autour de cette ville, Tubeuf a consenti quelques avances à ses ouvriers ; sa grande préoccupation est de ne rien perdre :

LETTRE A M. ALLÈS A ALAIS

Au Saint-Esprit, le 21 août 1775.

La crainte, Monsieur, de nous voir gêné pour notre exploitation d'Alais, me fait consentir à la suspension que vous me proposez de celle de Saint-Ambroix ; mais auparavant je voudrais que Rudelot eût gagné les avances que je lui ai faites, afin de ne les pas perdre en le renvoyant ; quant à Pierre c'est un bon sujet que je veux conserver, et à qui j'aurai le temps de faire gagner à Bane ce qu'il me doit, voici leur compte : au moyen des 74 francs 18 sols que vous leur avez comptés, et des fournitures de poudre à eux faites par M. Mathieu, arrêtées le 10 de ce mois à 60 francs 5 sols y compris 24 francs 4 sols d'avance que je leur fis lors du dernier paiement, ils me doivent 7 toises d'ouvrage à prendre du commencement de l'entrée de leur galerie ; ce qu'ils en auront de plus de 7 toises servira à me rembourser 18 francs 3 sols qu'ils se trouvent avoir d'avance par le paiement que vous leur avez fait, plus 3 francs que je donnai le 10 sur la mine à Rudelot faisant 21 francs 3 sols d'argent, et en outre les fournitures de poudre que peut leur avoir fait M. Mathieu depuis le 10 du courant... (1)

Tandis que les fouilles se prolongeaient aux environs d'Alais, l'exploitation de Saint-Ambroix menait une existence des plus précaires où les travaux alternaient avec le chômage. Tubeuf d'ailleurs n'y attachait pas un très grand intérêt. Ce n'était notoirement pas là qu'il voulait faire porter son effort. Le directeur de cette mine, Joseph Mathieu, était le premier à éprouver les inconvénients de cet incompréhensible mépris. Tubeuf, prétendait-il, se souciait si peu de son exploitation de Saint-Ambroix, qu'il en oubliait souvent de payer son directeur. Sa lettre de septembre 1780 (2) nous renseigne

(1) *Journal des notes et copie de lettres*, 1770-1779 déjà cité.

(2) A rapprocher de ce que nous avons dit de la vie des directeurs de mines au XVIII^e siècle, dans notre volume sur les *Mines de charbon en France au XVIII^e siècle*.

à la fois sur les vicissitudes de l'exploitation qui lui était confiée, sur les procédés de Tubeuf et en général sur l'existence précaire de ces directeurs de mines qui, sans garanties, sans argent, sans moyens de s'évader, s'exilaient en des villages perdus :

A MONSIEUR LE VICOMTE DE SAINT-PIERST

Intendant de Justice, Police et Finance en la province de Languedoc.

Supplie humblement sieur Jean-Baptiste-Joseph Mathieu, résidant actuellement à la ville d'Alais, et vous remontre que le 12 mai 1775, il fut préposé par le sieur François-Pierre Tubeuf, concessionnaire du Roi, à l'exploitation d'une mine de charbon de terre aux environs de Saint-Ambroix, en qualité de son directeur aux appointements de 50 livres par mois outre 60 livres pour son logement et le charbon nécessaire pour son chauffage.

Le même jour 12 mai 1775, le suppliant commença ses fonctions et il les continua jusqu'à ce inclus le 30 août 1778.

Dans cet intervalle l'exploitation fut interrompue et suspendue par trois différentes fois, mais toutes les fois que les ouvrages furent repris, ce fut sous la direction du suppliant. Ces faits sont constatés par ses livres de recettes et dépenses qui seront remis sous les yeux de Votre Grandeur. Le susdit 30 août le sieur Tubeuf ayant abandonné les travaux des mines de Saint-Ambroix il chargea le suppliant de traiter pour lui avec les propriétaires de plusieurs autres mines situé à Robiac et à Rochessadoules, mais ses négociations n'ayant pu réussir à cause des contestations qui survinrent, on fut obligé d'abandonner ce projet.

Alors le sieur Tubeuf le fit partir pour Alais avec sa famille pour veiller à l'exploitation des mines qui sont aux environs de cette ville, faire la vente du charbon et en tenir registre. Le suppliant a été employé à ces fonctions depuis ce inclus le 1^{er} février dernier jusqu'au 26 juin aussi dernier.

A cette dernière époque le sieur Ling et sa compagnie ont fait saisir tout le charbon extrait desdites mines d'Alais ; alors les travaux ont cessé. Le sieur Tubeuf après la saisie n'a pas donné congé au suppliant ; celui-ci est toujours resté pour son compte sur les lieux jusqu'au 25 septembre courant. Le sieur Tubeuf s'étant rendu à Alais, il a arrêté son compte ; et s'il faut l'en croire, le suppliant se trouve redevable envers lui d'une somme de 777 livres 18 sols

2 deniers, tandis qu'il est au contraire son créancier, toute imputation faite de 1.317 livres 4 sols 9 deniers.

Le suppliant a protesté sur son registre contre cet arrêté et déclare qu'il ne remettra ses livres que le sieur Tubeuf ne lui ait fait raison de plusieurs articles de sa dépense qu'il a rayés. Ces articles consistent 1° en la somme de 1.050 livres à lui due pour vingt et un mois d'exercice par lui fait en trois reprises à Saint-Ambroix à raison de 50 livres par mois; 2° 105 livres pour son logement pendant ces vingt et un mois et 150 livres pour les trois mois d'exercice qui ont couru depuis la susdite saisie jusqu'au 25 du courant.

Le sieur Tubeuf soutient qu'il ne doit payer aucun appointement ni logement au suppliant pour les vingt et un mois d'exercice à Saint-Ambroix, sous le faux prétexte qu'il ne lui avait rien promis, il soutient aussi que les fonctions du suppliant à Alais ayant cessé lors de la susdite saisie, le suppliant ne peut prétendre aucun honoraire pour les trois mois qui ont suivi. Mais ce sont là de mauvaises exceptions; il est prouvé par les registres du suppliant qu'il a dirigé les ouvrages du sieur Tubeuf à Saint-Ambroix pendant les vingt et un mois dont il s'agit; il est encore constaté qu'il a opéré de l'ordre dudit sieur Tubeuf, par les lettres de celui-ci; ces mêmes lettres constatent que ses fonctions de directeur n'avaient point cessé, le sieur Tubeuf l'y qualifie de directeur des mines royales à Saint-Ambroix. Les préposés du sieur Tubeuf aux mines d'Alais avec lesquels le suppliant était en relation à l'occasion de ses fonctions lui donnaient cette même qualité dans les mêmes termes, ce fait est justifié par leurs lettres.

Le sieur Tubeuf ne peut donc sous aucun prétexte lui refuser le paiement de ses appointements et de son logement pour les vingt et un mois dont il s'agit; il les lui a passés pour les temps antérieurs et postérieurs à raison de cinquante livres par mois et le logement à raison de soixante livres par an. C'est la loi qu'il s'en est lui-même imposée; il faut qu'il la suive.

Quant aux appointements des trois mois qui ont suivi la saisie ci-devant mentionnée, le suppliant est fondé à les réclamer par la raison que ledit sieur Tubeuf ne lui ayant point donné congé, il est censé l'avoir gardé sur son compte en attendant que l'exploitation fût reprise; et cela avec d'autant plus de raison que dans cet intervalle, le suppliant n'est pas resté entièrement oisif, puisqu'il s'est employé auprès du procureur dudit sieur Tubeuf, chargé de faire toutes les diligences nécessaires pour parvenir à la main levée

de la susdite saisie qu'il a enfin obtenue, et fait diverses commissions.

Ce considéré il vous plaira, Monseigneur, ordonner que ledit sieur François-Pierre Tubeuf payera au suppliant du premier commandement qui lui en sera fait, la somme de treize cent dix-sept livres quatre sols neuf deniers, qu'il lui reste devoir, toute imputation faite avec dépens par toutes les voix de droit et frais de justice.

MATHIEU.

A BOUSCHET

Vu la présente requête,

Nous ordonnons que la présente requête soit communiquée au sieur Tubeuf pour y répondre dans huitaine devant le sieur Dhombres, notre subdélégué à Alais, lequel entendra les parties et dressera procès-verbal de leurs dires pour que celui à nous envoyé avec son avis, être ordonné ce qu'il appartiendra. Fait à Montpellier le 3 octobre 1780.

Signé : *Illisible.*

A BOUSCHET

Intendance.

Requête,

Pour le sieur Jean-Baptiste Mathieu, résidant à Alais, contre le sieur Tubeuf, concessionnaire du Roi (1).

Tubeuf vint s'installer à Alais le 1^{er} janvier 1776.

A cette époque, il est en galanterie avec la province. La noblesse l'accueille bien, l'archevêque de Narbonne lui est favorable et contribue à lui faire obtenir un terrain. Tous voient en lui l'industriel qui, sans gêner personne, va faire profiter de son expérience minière les exploitations de la région et amener dans le pays la prospérité d'une grande entreprise méthodiquement conduite.

Le concessionnaire s'est présenté comme un homme doux et conciliant, incapable de déposséder les actuels entrepreneurs de mines, prêt à arranger toutes les difficultés, à faire toutes les avances, à accepter tous les conseils, décidé à ne

(1) Arch. du Gard, C. 194.

pas faire usage de la totalité des droits que lui confère son privilège exclusif.

Inspiré par son optimisme et son habileté, il avait exposé à l'archevêque de Narbonne un plan bien séduisant et qui correspondait exactement aux besoins et aux désirs de la province. Menacée dans son développement industriel par le déboisement (1), celle-ci, par l'intermédiaire des Etats, avait été amenée à prendre quelques mesures, en vue de s'assurer du combustible ; par exemple, elle avait chargé Gensanne, spécialiste alors réputé, d'effectuer des recherches de gîtes minéraux. Tubeuf, venant proposer d'établir un centre d'exploitation à Alais pour les diocèses de Nîmes et de Montpellier, un autre à Saint-Ambroix pour le diocèse d'Uzès, un troisième aux Vans pour le Vivarais, ne pouvait être que bien accueilli. Et, de fait, le plan était sagement conçu et semblait le fruit d'une méthode tout à fait rassurante.

De plus, Tubeuf comptait employer dans ses entreprises, à côté des maîtres mineurs allemands indispensables à cette époque dans les travaux de ce genre, bon nombre d'indigènes et l'on savait qu'il offrait des salaires bien supérieurs à ceux des autres exploitations : 40 sols la journée des mineurs, 24 sols celle des manœuvres, 30 sols la journée des charpentiers (2) ; il remboursait les avances faites par les ouvriers pour outils, bois, poudre à canon, huile, cordage (3), etc... Ses directeurs, maréchaux, mesureurs, maîtres-mineurs étaient payés au mois et fort convenablement.

Mais bientôt on découvre que les recettes de ses entreprises sont tout à fait insuffisantes. La plupart du temps, elles ne couvrent même pas les frais de main-d'œuvre et de fournitures. En décembre 1776, les dépenses se décomposent ainsi :

(1) Cette partie du Languedoc était occupée surtout par l'élevage des vers à soie et par les filatures, les sucreries, teintureries, distilleries, les fours à chaux, les savonneries ; on y trouvait aussi quelques forges, etc...

(2) *Journal des mines royales*... 1770-1791, *déj. cit.*

(3) *Ibid.* Dans beaucoup d'entreprises, les mineurs fournissaient eux-mêmes l'huile et la poudre.

DÉPENSES

Pour avances par eux (aux ouvriers) faites pendant ledit mois, pour outils, bois, poudre à canon, huile, cordage, etc	221 2
Pour 358 des 12 mineurs à 40 sols	716
Pour 219 de manœuvres à 21 sols	262 16
Pour 23 1/2 de charpentier à 30 sols	35 5
Total.	<u>1.234 3</u> (1)

En janvier 1777, les recettes sont portées au Journal :

RECETTES

JANVIER 1777.

31. Il a été vendu pendant le courant de ce mois de mon exploitation d'Alais quatre cent quatre- vingt douze quintaux de charbon à fabrique à huit sols le quintal, cent quatre-vingt-seize li- vres, seize sols.	196 16
Plus quatre cents dix-huit quintaux de charbon à forge à six sols le quintal, cent vingt-cinq li- vres huit sols.	125 8
Plus quatre mille huit cent quintaux de charbon à chaux à quatre sols le quintal, neuf cent soixante livres.	960
Total.	<u>1.282 4</u>

En mars de la même année :

31. Il a été vendu pendant ce mois de mon exploi- tation d'Alais deux cent huit quintaux de char- bon à fabrique, à 8 sols le quintal, quatre-vingt trois livres douze sols	83 12
Plus cinq cent soixante-douze quintaux de char- bon à forge à 6 sols le quintal, cent quatre-vingt sept livres huit sols	187 8
Plus neuf cent trente-sept quintaux de charbon à chaux à quatre sols le quintal, cent soixante onze livres douze sols	171 12

(1) *Journal des Mines royales, 1770-1791, déjà cité.*

Il a été vendu pendant ce mois de mon exploitation de Bane deux cent trois quintaux de charbon à fabrique à 8 sols le quintal, quatre-vingt-une livres quatre sols	81 4
Plus quatre vingt-dix-sept quintaux de charbon à forge à 6 sols le quintal, vingt-neuf livres deux sols	29 2
Plus six cent dix-huit quintaux de charbon à chaux à 4 sols le quintal, cent vingt-trois livres douze sols	123 12
Total	676 2 (1)

Voici les dépenses du même mois :

*Extraction de charbon : Alais, 1.500 quintaux,
Bane, 850 quintaux.*

Avril. — J'ai payé pour l'acquit de la feuille du mois précédent de la mine d'Alais savoir :

Pour les appointements.	258
Pour 415 1/4 de mineurs à 40 sols	830 10
Pour 489 de manœuvre à 24.	586 16
Pour menues dépenses en outils, bois, huile.	175 2
Mille huit cent cinquante livres huit sols.	1.850 8

Soit 1.174 livres 6 sols de déficit !

Les années de début de Tubeuf en Languedoc se résument donc ainsi : des recherches, des fouilles, une mise en marche difficiles et coûteuses, de bonnes dispositions de sa part, un excellent accueil de la part de la province, traduit par des faits et par de précieux conseils.

Malinowski (2) prétend, à tort, que, dès l'arrivée du concessionnaire, les propriétaires et les aristocrates embusqués attendirent l'occasion de l'attaquer. Un ensemble de circonstances, combinées avec le caractère même de Tubeuf, vinrent changer la bonne entente en une guerre violente et sans merci. On connut d'abord dans la province le semi-échec

(1) *Journal des Mines royales*, 1770-1791, déjà cité.

(2) MALINOWSKI, *L'origine et le développement progressif de l'exploitation dans le bassin houiller du Gard.* — *Annales de la Société impériale d'Agriculture, d'Histoire naturelle et Arts utiles de Lyon*, 4^e série, t. 1^{er}, 1868-1869.

financier de Tubeuf, on apprit qu'il perdait de l'argent, on sut qu'il en cherchait, qu'il en était réduit aux emprunts, aux onéreuses combinaisons, aux négociations difficiles de lettres de change, aux billets — les premiers effets souscrits aux Chaulieu datent de cette époque. Chez les uns, la confiance fut ébranlée, chez les autres — les envieux, ceux qui avaient lieu de redouter son privilège — l'assurance revint. En tout cas la position morale de Tubeuf fut compromise. Il n'apparut plus comme le riche, puissant et savant personnage contre lequel il était impossible de lutter et sur lequel l'industrie de la province pouvait compter.

Pendant que cette fâcheuse évolution se produisait dans les esprits, le comté d'Alais, jusqu'alors possession des de Conti, princes du sang, trop grands seigneurs pour s'occuper d'industrie, accaparés par la réalisation de plus vastes desseins puisque l'un d'eux, François-Louis, neveu du grand Condé, ne rêvait rien moins à cette époque que le trône de Pologne, le comté d'Alais passait, par voie de vente, le 27 mars 1777, aux mains de Charles-Eugène-Gabriel de La Croix, marquis de Castries, gouverneur de Montpellier et de Cette, lieutenant général de la cavalerie, bientôt ministre de la Marine. Celui-ci, en dépit de sa grande fortune, avait besoin d'augmenter ses revenus et il songea tout naturellement aux richesses minières de ses nouvelles possessions dont Tubeuf avait entrevu l'immense valeur et dont il était le légitime concessionnaire. De Castries avait dans le pays une influence considérable.

Vers cette époque — un peu avant — où le comté d'Alais passait en des mains redoutables pour lui, Tubeuf avait perdu son meilleur protecteur dans la région, l'homme qui avait le mieux compris la grandeur et l'importance de ses projets, l'évêque d'Alais.

Le nouvel évêque, M. Courtois de Balin, à qui Tubeuf envoya ses félicitations dès le 5 mai (1776), devait adopter vis-à-vis de lui une tout autre conduite (1).

Par la force des choses, Tubeuf fut amené à entamer la

(1) MALINOWSKI, *déj. cit.*

lutte contre la population minière de la région. Les voisins de sa concession menaient leurs travaux de façon dangereuse pour les siens propres ou même, alléchés par ses découvertes, prétendaient les accaparer pour eux-mêmes. Ce fut un nommé Roussier ou Roussière qui le préoccupa le premier. Le 26 juin 1776, Tubeuf était contraint à adresser à M. de Saint-Priest, l'intendant du Languedoc, la requête suivante :

REQUÊTE A M. L'INTENDANT DU LANGUEDOC

Alais, le 26 juin 1776.

Supplie très humblement, François-Pierre Tubeuf, concessionnaire du Roy pour l'exploitation des mines de charbon de terre des Cévennes par arrêt du Conseil d'Etat de Sa Majesté du 17 avril 1773, et vous remontre que sur l'utilité reconnue d'une exploitation de charbon, montée en grand près la ville d'Alais, M. l'Evêque, MM. les officiers ordinaires de ce diocèse, pour lui en faciliter les moyens, lui firent gratuitement, et par un acte authentique le 15 janvier dernier la cession d'un lopin de terre propre à cette exploitation ; qu'il y travaille depuis cette époque jour et nuit à la recherche d'une mine dont il n'a fait la découverte que le 20 de ce présent mois, que pendant ce temps-là le sieur Roussier de cette ville qui a un petit domaine voisin de la cession faite au suppliant, n'a cessé d'essayer d'empêcher son Etablissement en s'adressant à cet effet, d'abord au Ministre (à qui il en demandait la concession), et dernièrement à vous, qu'au mépris du respect, qu'il doit aux avis ou aux ordres qu'il aura reçus sur cela du Ministre ou de vous, Monsieur, il emploie maintenant des moyens très propres à culbuter cet établissement, en effrayant les ouvriers qui y sont occupés, de manière à leur faire désertir cet ouvrage par les menaces qu'il leur fait de *tirer sur eux à coups de fusil, ou d'écraser les travaux*.

Qu'aujourd'hui encore il est venu tempêter sur cet atelier, et s'adressant au suppliant lui-même qui y était avec plusieurs de ses mineurs il lui a dit *qu'il voulait avoir raison de cette entreprise, et en déjouer absolument avec lui*, à quoi le suppliant a répondu de le laisser tranquillement faire ce qu'il faisait ; ce dont et du tout il offre preuve, mais d'autant que ces coupables procédés sont de la plus grande conséquence pour le suppliant ; puisqu'ils jettent

l'épouvante dans l'esprit de ses ouvriers, le mettent à la veille de les perdre tous, et de se voir ainsi forcé à abandonner cet établissement.

Dans cette crise affreuse et pressante, il recourt à vous Monsieur, et vous supplie d'ordonner qu'il soit mis provisoirement et incessamment aux frais dudit sieur Roussier une sauvegarde sur cette exploitation pour la sûreté des ouvriers et des ouvrages du suppliant et vous ferez justice (1).

Le danger devait être urgent, car quatre jours plus tard Tubeuf insistait de nouveau et de façon pressante.

Le 1^{er} août, nouvelle lettre à l'Intendant ; Tubeuf, qui a été obligé de passer sur le champ de son ennemi et qui s'est mis dans son tort en n'acquittant pas les droits et indemnités qu'il lui devait de ce chef, est immédiatement attaqué.

Un procès-verbal dressé par devant M. Dhombres, subdélégué à Alais (2), établit les droits et la légitimité des procédés de Tubeuf, sauf en ce qui concernait les indemnités.

La même année, le concessionnaire fut entraîné à exiger, en d'autres circonstances, l'exécution intégrale de son privilège, c'est-à-dire la fermeture des petites exploitations situées sur sa concession et qui pouvaient le gêner. Malgré ses dispositions sincères — ou l'assurance qu'il en donnait — de ne faire fermer aucune mine, il lui était absolument impossible de laisser subsister les petites entreprises voisines et qui profitaient de ses travaux. Il fut amené par la force des choses à réclamer l'exclusivité que son privilège lui conférait. Il comprit très vite la situation avec son sens des réalités qui coexistait très bien en lui avec sa force d'utopie.

C'en est fait désormais de la tranquillité de Tubeuf. Il a trouvé, à un retour de voyage, quatre exploitations ouvertes en dépit de ses droits. Tout lui défend de transiger, son intérêt, les nécessités de son entreprise et son caractère autoritaire et entêté. Ses adversaires, isolés au début, vont être rapidement au nombre de quarante-neuf dont le maréchal de Castries qui veut supprimer en Tubeuf un redoutable concurrent et qui va incarner la résistance. Comme comte

(1) *Journal des notes*, 1770-1779, déjà cité.

(2) Le 14 août, *Journal des notes*, 1770-1779, déjà cité.

d'Alais, il représente les intérêts des petits industriels coalisés en même temps que les siens propres. C'est lui qui va entraîner les Etats, les évêques, les syndics et toutes les autorités régionales dans la lutte contre Tubeuf et désormais c'est le procès Castries-Tubeuf qui va se dérouler devant toutes les juridictions compétentes. Ce procès occupera toute la vie de Tubeuf, et c'est maintenant surtout que nous allons voir se développer son incroyable activité, sa manie d'écrire, son ardeur de voyage, sa surprenante ténacité. En cette rude bataille, il va donner toute sa mesure. Seul contre toute une province acharnée à sa perte, il ne dispose que de moyens financiers très limités contre un adversaire puissamment riche (1) ; il campe en pays ennemi, à Alais, quand il n'est pas retenu loin du champ de bataille, à Paris.

On ne peut vraiment se défendre d'un sentiment d'admiration pour cet homme irréductible aux prises avec la meute de haines déchaînées contre lui, attaquant ici, ripostant à droite, parant là, se couvrant à gauche, partout et toujours, joueur de premier ordre et redoutable.

Tubeuf ne se contenta pas de se défendre, il lança des défis, il résolut de faire fermer d'autres mines sur sa concession, de les mettre en valeur pour son compte, d'exiger toute l'exécution de son privilège, fort de son titre de concession et des ordonnances d'exécution de l'intendant (2). Sur les conseils de l'intendant de la province, il résolut d'aller poursuivre sa défense à Paris même.

Il partit le 12 avril et il revint en juin. Ses exploitations pendant son absence et ses luttes continuaient à fonctionner

(1) Le 29 décembre 1777, il emprunte 50. 000 livres au marquis de Chaulieu. *Journal des notes...* 1770-1779, déj. cit.

(2) Alors que les soucis devaient l'accabler, Tubeuf, loin de désarmer, ouvrait toujours de nouvelles fosses. Il mit en train la mine de Pigères en 1778. Cette mine était dirigée par un maître mineur (Antoine Gautylie du 1^{er} octobre 1778 au 1^{er} janvier 1780. et Cajou jusqu'au 1^{er} septembre 1783). Ce maître mineur touchait 40 livres par mois ; il fut augmenté de 5 livres à partir du 1^{er} octobre 1780. Ces différents chefs de l'exploitation firent à Tubeuf des avances personnelles que celui-ci négligea de leur solder aussi bien que leurs appointements. Cajou envoya ses comptes à Tubeuf. On les trouve dans les papiers particuliers, dossier *Notes diverses*. Outre Pigères, Tubeuf décida d'ouvrir les mines de Montaud et du Mas de Bouat.

au milieu de difficultés diverses. Voici quelques-unes des feuilles d'exploitation (1) de cette époque :

AVRIL 1777.

12. Je suis parti pour Paris pour suivre mon affaire au conseil ; je reprendrai à mon retour la recette et la dépense sur l'état que ma femme en tiendra à mon absence.

Je laisse tous les travaux en très bon état.

JUIN.

1^{er}. Il a été payé pour l'acquit de la feuille du mois précédent de la mine d'Alais savoir :

Pour appointements, ouvriers au mois	258
Pour 380 1/4 de mineurs à 40 sols.	760 10
Pour 397 1/2 de manœuvre à 24 sols.	477
Pour menues dépenses, outils, bois, huile	111 17
Mille six cent sept livres, sept sols.	1.607 7

5. Il a été payé pour l'acquit de la feuille du mois précédent de la mine de Bane savoir :

Pour appointements, ouvriers au mois	212
Pour 112 3/4 mineurs à 40 sols.	225 10
Pour 125 de manœuvre à 24.	150
Pour menues dépenses, outils, bois, huile	63 9
Six cent cinquante livres dix-neuf sols	650 19

Il a été extrait pendant ce mois de la mine d'Alais, quatorze cent quarante quintaux de charbon.

Il a été extrait pendant ce mois de la mine de Bane, onze cent quatre-vingt quintaux de charbon.

Ma femme a dépensé pour l'entretien de notre maison pendant ce mois trois cent quarante-deux livres quinze sols

342 15

RECETTES

OCTOBRE.

31. Il a été vendu pendant ce mois de la mine d'Alais cinq cent quatre-vingt-onze quintaux de charbon à fabrique à 8 sols le quintal, deux cent trente-six livres huit sols

236 8

(1) *Journal des mines royales... 1770-1791, déj. cit.*

Le 16 octobre, Tubeuf, enfin convaincu que l'affaire est sérieuse et qu'il n'est peut-être plus en sécurité à Alais, décide brusquement de changer sa vie et de s'installer définitivement à Paris avec sa famille.

Nous savons peu de chose de la marche de son grand procès durant l'année 1778.

Le 4 juin de cette même année 1778, Tubeuf avait conclu avec la compagnie d'épurement Ling un marché qui, dans sa pensée, devait le sauver, mais qui, en réalité, compliqua la situation au point que, pour essayer d'introduire de la clarté dans tous ces événements, nous sommes obligés de négliger pour le moment l'exposé de cette affaire.

Cette année 1778 qui s'achevait avait été marquée par un événement dont Tubeuf subit les conséquences bien qu'il n'y fut qu'indirectement mêlé : une grève de chauxfourniers éclata à Alais ; les adversaires de l'industriel l'en rendirent responsable.

Tubeuf, on l'a vu dans son journal, vendait le charbon à chaux quatre sols le quintal. Les grands travaux qu'il avait entrepris et qu'il poursuivait faisaient ressortir son prix de revient et par suite son prix de vente à un taux élevé. En revanche, les chauxfourniers trouvaient toujours sur ses mines d'abondantes provisions.

Quand il eut fait fermer les petites exploitations et qu'il fut maître du marché, il n'en maintint que plus énergiquement ses prix, malgré les nombreuses et très pressantes réclamations. Devant cet état de choses persistant, les chauxfourniers cessèrent de travailler, ne pouvant plus, à cause du prix du charbon, livrer leur chaux aux mêmes conditions que par le passé.

Cette affaire des chauxfourniers eut pour Tubeuf des conséquences considérables : le procès fut porté aux Etats et immédiatement tous ses ennemis, propriétaires, industriels, grands seigneurs et actionnaires y suivirent les officiers municipaux d'Alais qui s'étaient fait les champions des grévistes.

Tous les divers éléments des assemblées de la province, Etats, assiette, assemblées municipales, étaient hostiles à Tubeuf. Castries et les Etats ne demandaient rien moins que

la révocation pure et simple de sa concession soutenant qu'elle était contraire aux usages et lois de la province et aux droits du comte d'Alais. Les propriétaires de mines, les charbonniers syndiqués et représentés par leur syndic Gilles-François Verdun émettaient la même prétention. Ainsi les Etats, par haine de Tubeuf, habilement travaillés et retournés du reste par de Castries, soucieux avant tout de ne pas contrarier les aspirations de la province, se déjugeaient purement et simplement, eux qui avaient formulé tous les vœux pour que les mines fussent exploitées en grand, méthodiquement et à l'aide de gros capitaux.

Cependant, comme la nécessité des grandes entreprises s'imposait malgré tout, les Etats, toujours inspirés par de Castries qui se montra durant tout ce procès tacticien sans scrupule mais remarquable, décidèrent de demander au Roi de leur abandonner les droits souverains et de leur permettre d'octroyer eux-mêmes les concessions.

Le titulaire de la concession a désormais abandonné la manière douce ; il est décidé à « faire fermer toutes les mines qui y sont ouvertes ». D'ailleurs, il ne démêle pas bien encore le jeu de ses adversaires, encore mal indiqué. Comment l'eût-il pu ? Les lettres de Cabane de Camont sont perfides et faussement impartiales.

Devant de tels procédés, Tubeuf a ouvert sa grande campagne de requêtes, de placets et de plaidoyers qui durera jusqu'à son exil. Il s'y révèle polémiste éminent, procédurier habile, diplomate de premier ordre. Il s'entoure d'avocats et d'hommes de loi pour la forme, pour les besoins de droit, en réalité c'est lui qui les inspire et qui les mène ; il dirige personnellement les opérations.

Par une manœuvre habile, Tubeuf essaya de lier sa cause à la cause royale et d'ailleurs, elles étaient en effet unies en quelque façon, puisque les petits propriétaires en étaient venus à dénier au Roi le droit qu'il réclamait, qu'il avait toujours réclamé, le droit de possession du sous-sol et le droit d'en disposer à son gré. Audacieusement Tubeuf dit au ministre : Le Roi et moi, nous avons partie liée. Et, dans l'espèce, il est difficile de le contester. Il prévient en même

temps qu'il ne consentira à aucun arrangement, à aucune transaction, notamment qu'il repoussera la conciliation proposée qui consisterait en une réduction de sa concession. Il entend demeurer dans son privilège tout entier, l'appliquer et recevoir l'aide que comporte cette application. C'est pourtant vers cette même époque qu'il faut placer le mémoire que Tubeuf adressa au ministre, où, avec la mobilité et la souplesse de son caractère, son intransigeance s'adoucit. Nous ne possédons pas le mémoire lui-même, mais le titre de la pièce qu'il suggéra à un de ses avocats atteste suffisamment qu'il était entré dans la voie de la composition et qu'il posait alors comme seule condition à un accommodement l'autorisation d'élever le prix de ses charbons.

Pourtant ses adversaires eux-mêmes en étaient arrivés à l'idée d'un arrangement avec le concessionnaire, arrangement qui devait sauvegarder les droits des grandes entreprises de la région mais qui sacrifiait complètement la masse des petits entrepreneurs qui avaient placé leur espoir entre les mains des Etats. Ce qui se tramait contre les petits propriétaires, l'abandon que l'on préparait de leur cause pour arriver à une combinaison qui sauvât les de Castries et autres grands industriels, on s'en rendra compte en lisant la lettre que Montferrier, syndic à Paris, adressait à un de ses collègues :

MARQUIS DE MONTFERRIER LE FILS

Mines du sieur Tubeuf.

A Paris, le 1^{er} juin 1780.

« Je puis à présent, Monsieur, vous parler très pertinemment de la démission de M. Bertin et de l'essor de notre affaire de mines...

J'ai vu avant-hier M. Dizangremel qui m'a témoigné des regrets de ne pouvoir plus être utile à la province, il m'a assuré qu'on n'avait rien expédié sur notre affaire, que les choses étaient dans l'état, que suivant mes désirs, il n'avait pas fait signer l'arrêt provisoire ; il m'a aussi promis qu'il me ferait avertir lorsqu'il remettra les papiers et le dossier de cette affaire à celui qui en sera chargé par le Roy et M. le directeur général.

Quant à l'article des indemnités, on en indemniserait certainement le propriétaire avec la compensation de la taille, que le fonds sera toujours obligé de payer.

La connaissance des noms que M. de Joubert doit m'envoyer me sera très utile pour en instruire M. Dizangremel. Ces mêmes propriétaires seront certainement dans le cas de présenter des requêtes qu'on veut exiger d'eux pour qu'ils obtiennent un titre particulier s'ils n'en ont pas déjà, et ils feront connaître l'objet de leurs réclamations quand l'arrêt provisoire leur aura été communiqué. Les Etats d'ailleurs à leur prochaine assemblée se feront instruire au même arrêt et ils traiteront les démarches qu'auront admises ces particuliers. Je borne mes réflexions jusqu'à ce que j'aie vu cet arrêt qu'on ne rendra pas, suivant que je l'ai exigé, sans m'avoir consulté. Et je ne le renverrai qu'après avoir reçu vos avis.

Nous étudierons plus particulièrement l'arrêt du conseil du 14 janvier 1744 que je n'ai pas trouvé dans le recueil. Quand nous travaillerons à défendre les titres particuliers des propriétaires, si nous sommes dans le cas de le faire, ce que je ne crois pas, puisque les grands seront maintenus dans la possession et que nous sommes d'accord à en frustrer les autres en les indemnisant.

Voilà donc tout ce que j'ai à vous dire sur cette affaire, il ne me reste qu'à vous remercier des peines que vous voulez bien prendre, et vous prier d'être assuré de ma reconnaissance et du sincère et parfait attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, mon cher collègue, votre très humble et obéissant serviteur (1),

DE MONTFERRIER.

Tubeuf pensant avoir trouvé en Rome, syndic général de la province, un adversaire plus équitable et moins passionné, lui faisait savoir, à peu près dans le même temps, que ses dispositions vis-à-vis de ces petits propriétaires que les Etats s'apprétaient à sacrifier, étaient des meilleures et des plus honnêtes. Mais avec fierté et dignité, il se défendait de céder en ceci aux menaces de M. de Camont.

Tubeuf avait raison de considérer Cabane de Camont comme son ennemi le plus implacable. A peine relevé d'une grave maladie, celui-ci retrouvait ses forces pour pousser l'attaque à fond.

(1) Arch. du Gard, C. 194.

L'année 1780 se termine sur des dispositions belliqueuses de part et d'autre. L'ardeur combative de Tubeuf avait pu, à Paris, se calmer un peu, loin du théâtre des opérations, dans les distractions et la vie de la grande ville, en même temps que, pour les mêmes raisons, s'adoucissait l'humeur de ses adversaires qui y résidaient. En Languedoc les passions demeuraient à leur paroxysme. Son beau-frère en informait l'industriel :

A MONSIEUR TUBEUF

*Concessionnaire du roi en son hôtel,
Port Saint-Paul à Paris.*

A Rochebelle, le 30 septembre 1780.

Je vous prévienne, cher frère, que le défenseur du diocèse d'Alais a fait un grand mémoire, chargé d'un fatras de mots et de raisons qui n'ont ni queue ni tête ; entre autres il observe à MM. des Etats que vous en avez imposé au conseil, en avançant que nos mines étaient suffisantes pour fournir toute la province, et pour prouver ce qu'il dit il prétend que vous n'avez qu'une petite veine de 3 pieds, et que toutes vos autres mines sont totalement écoulées, quelle absurdité ! Ce petit bonhomme avec toute la prétention qu'il a de sa petite personne, assure toujours que vous ne jouirez jamais du droit de votre concession. Il devrait n'avoir pas oublié que tous les mémoires qu'il a présentés sur cet objet n'ont pas été trop bien accueillis et que celui-ci qui n'est qu'adressé à MM. des Etats, ne fera pas grande sensation au conseil, et pour donner plus d'autorité, ce mémoire a été présenté et lecture hier à l'hôtel de ville en présence des officiers municipaux et de tous les membres du conseil, pour faire certifier par eux la vérité de son exposé. Si l'on ne parvient pas à nous débouter, il n'y aura pas de leur faute car je vous assure qu'ils ne négligent rien pour trouver des moyens pour nous faire déchoir. Mais les bonnes gens ont beau faire, ils y perdront leur latin.

Allès n'est pas encore de retour de Roubiac, j'ignore les sottises que sûrement il y aura faites, je m'attends qu'il me fera signifier son acte de comparution. Je vous ferai passer tout ce qu'il sera au sujet (1).

(1) Allès, ancien employé de Tubeuf, en passant au service de la compagnie d'épurement était devenu un de ses adversaires les plus acharnés.

Mon épouse vous embrasse, elle vous prie de dire mille choses à M^{me} Tubeuf à qui je présente mes hommages et suis pour la vie votre vrai ami et frère

LAPORTE DE SCELS (1).

La situation provisoire dans laquelle ces procès maintenaient Tubeuf et qui paralysait son activité industrielle, se prolongea encore plusieurs années. Les mémoires des parties accablaient l'intendance et le ministère, toujours semblables, répétant à satiété les mêmes arguments. On allait jusqu'à remettre en discussion la question — tranchée pourtant depuis 1744 — de l'utilité d'une concession et des dangers de la petite exploitation (2).

Malgré les arrêts qui donnaient gain de cause à Tubeuf, les Etats ne désarmaient pas : ils faisaient opposition, se pourvoyaient au Conseil, devant l'intendant, épuisant toutes les procédures, usant de toute leur influence. Le 7 juillet 1783, les bureaux envoyaient au subdélégué pour enquête avec des commentaires favorables à Tubeuf, le projet d'article que les Etats voulaient insérer dans leurs doléances.

Les doléances exposaient ensuite que Tubeuf, escorté d'une « troupe de satellites qui lui servaient d'escorte formidable » parcourait la région, faisant fermer les mines, empêchant le trafic du charbon, tandis qu'il réduisait, lui, son exploitation à trois ou quatre mines, provoquait ainsi la disette dans le pays et restait maître de fixer arbitrairement les prix.

« A Alais, le quintal de charbon qui ne se vendait que deux sols n'est plus livré aujourd'hui qu'à raison de cinq sols, encore est-on menacé de le voir augmenter, les frais de transport ont aussi considérablement augmenté, tant à cause d'un plus grand éloignement qu'à raison du défaut de commodités et de facilités pour se les procurer, et comme ce charbon, attendu sa qualité inférieure, ne peut guère servir qu'aux fours à chaux, les chauxfourniers se sont plaint et ont forcé le bureau de police de la ville d'Alais de les

(1) *Journal des notes*... 1770-1779, déj. cit.

(2) Arch. nat., F 14 bis 7682.

autoriser à vendre le muid de chaux vingt-trois sols au lieu de dix huit sols qui auparavant en étaient le prix commun.

Le sieur Tubeuf a encore imaginé un autre objet d'économie ou de lucre : il a fixé la charge de charbon à trois quintaux, tandis qu'avant lui l'acheteur avait l'avantage de charger son mulet à discrétion.

.
Mais, Sire, que Votre Majesté daigne un moment jeter les yeux sur les infortunés habitants qui sont immédiatement victimes du privilège du sieur Tubeuf. Elle y verra le tableau le plus affligeant et peut-être même le plus effrayant. Elle verra un grand nombre de propriétaires ci-devant aisés, absolument ruinés et réduits à la mendicité pour la perte non seulement de leurs fonds et de leurs mines, mais encore des dépenses et des avances qu'ils avaient faites pour les exploiter, elle les entendra réclamer sa justice pour obtenir d'un concessionnaire trop favorisé une indemnité proportionnée à leur perte...

L'article enfin invoquait les bouleversements budgétaires des communautés par suite du déplacement de l'assiette de l'impôt :

Enfin, Sire, une dernière considération relative à l'administration doit encore trouver place ici. Toutes les mines du diocèse d'Uzès sont compésiées, c'est-à-dire qu'ayant été considérées comme accessoires des fonds qui les renferment, elles sont entrées dans la fixation de l'allitement de ces fonds. Les propriétaires dépouillés de leurs mines se plaignent avec raison de leur cotisation et les communautés qui ne peuvent être forcées à reprendre une portion de leur allitement sans avoir droit à une semblable reprise dans le tarif diocésain, se plaignent à leur tour ; déjà les murmures et les cris se font entendre, et le diocèse d'Uzès se voit menacé d'une refonte générale pour la répartition de ses charges. Cet objet essentiel, Sire, a déjà fixé l'attention des Etats et très certainement il ne mérite pas moins d'être pris en considération par Votre Majesté.

En conclusion, on proposait aussi :

1° De restreindre ce privilège dans des bornes moins étendues en en diminuant l'arrondissement ;

2° D'obliger le sieur Tubeuf à multiplier ses exploitations, les

mines qu'il tient ouvertes n'étant pas suffisantes pour fournir aux besoins et à la consommation ;

3° De fixer ses établissemens à des distances proportionnées et d'établir des magasins suffisamment pourvus de charbons de toutes qualités, à la portée des différentes villes et communautés qui viennent en acheter ;

4° Faute par le sieur Tubeuf d'établir et d'entretenir des magasins suffisants ou d'augmenter le nombre de ses exploitations dans le délai de six mois, autoriser tous les propriétaires des mines distantes d'une lieue de celles qui sont actuellement exploitées par le sieur Tubeuf, à exploiter eux-mêmes celles qui leur appartiennent à la charge par eux de se conformer aux réglemens et notamment aux dispositions de l'arrêt du Conseil de 1744 ;

5° Faire défenses au sieur Tubeuf, à peine de concussion, d'augmenter le prix de ses charbons, de quelque nature qu'ils soient et ordonner qu'il demeurera fixé pour toutes les qualités, au taux où il était avant l'arrêt du 19 mars 1782 ;

6° Enfin, ordonner que le sieur Tubeuf sera tenu de payer, tant aux propriétaires qu'il a dépouillés qu'à tous ceux dont il a fait fermer les mines, les indemnités qui leur seront dues suivant la liquidation qui en sera faite par devant le sous-intendant de Languedoc, et que dans l'estimation seront compris, non seulement les fonds mêmes des mines, mais encore toutes les dépenses d'ouvrages pratiqués pour les mettre en valeur, et les charbons qui en seront restés au pouvoir du sieur Tubeuf (1).

En même temps que cet article était inséré au cahier des délibérations des Etats du Languedoc, les protestations particulières continuaient à affluer à l'intendance, au ministère, aux Etats, aux Assemblées locales.

19 janvier 1783. — Réunion à la place publique de Meirannes :

Le privilège que le sieur Tubeuf vient d'obtenir pour l'exploitation exclusive des mines de charbon de terre, principalement dans ce mandement (de Montallet), plonge ses habitants dans la désolation ; la misère la plus affreuse en met nombre dans le cas de le désertier, anéantit le commerce de la soie, fait tomber bien des fabriques qu'il alimentait et arrête la perception des deniers royaux.

(1) Arch. nat., F 14 bis 7682.

La vie et la sûreté des citoyens et l'exécution des édits n'en ont été qu'un spécieux prétexte puisqu'il cherche à affermer ces mines à ceux mêmes à qui il vient de les ravir (Tubeuf) et à leur vendre chèrement ce que la nature leur avait libéralement donné... (1).

22 janvier 1783. — Protestation des habitants de Saint-Ambroix :

Que depuis que l'usage du charbon de pierre fut introduit par sieur Louis Gilly de la Nojavide pour la filature des cocons, pour la verrerie et pour plusieurs autres objets également essentiels, le public a éprouvé de ces découvertes plusieurs avantages considérables, mais que ces avantages cesseraient ou du moins seraient considérablement diminués si le privilège accordé au sieur Tubeuf avait lieu. D'abord on éprouve une augmentation exorbitante sur le prix du charbon ce qui rendra les frais de filature des cocons plus considérables et opérera nécessairement une diminution sur la feuille de mûriers qui fait le principal revenu de la contrée et par suite sur le prix des cocons, diminution qui rejaillira principalement sur la classe recommandable des ménages dont la plupart se trouvent dans la détresse (2).

2 février 1783 :

Et que d'ailleurs la cherté du charbon ne peut que faire diminuer considérablement le prix des cocons et par suite décourager les habitants de la culture des mûriers leur seule ressource et sans laquelle ils seraient hors d'état de payer leurs charges... (3).

Les protestations, dont nous ne donnons que quelques exemples, sont innombrables. Devant cette émotion persistante et la ténacité des Etats, le Gouvernement faiblit. Lui qui, en conformité de son arrêt de 1744, avait accordé en 1773 une concession parfaitement régulière, l'avait confirmée en 1774 et en 1782, il sembla hésiter et prescrivit une enquête à M. de Saint-Priest.

L'intendant se fit informer sur les principaux griefs des adversaires de Tubeuf. Le 17 novembre (1783) il fit part au

(1) Arch. nat., H. 931.

(2) Arch. nat., H 931. Voir aussi H 925.

(3) *Ibid.*

ministre des résultats de son enquête, répondant point par point aux questions posées :

Le premier est l'augmentation du prix du charbon depuis que le sieur Tubeuf exerce son privilège. M. l'Intendant a vérifié que ce concessionnaire vend son charbon dans le diocèse d'Alais pour les fours à chaux, 5 sous le quintal pris à la mine et 8 sous le quintal dans son magasin à Alais, tandis qu'il ne se vendait que 2 sous pris à la mine ce qui faisait revenir à 6 sous la charge d'une mule appréciée à 3 quintaux et la même quantité se vendait 10 sous y compris la voiture. Le charbon pour la forge était vendu 6 sous le quintal rendu à Alais. Le sieur Tubeuf le vend 10 sous jusqu'à la mine. Il n'a point de magasin à Alais pour cette espèce de charbon.

Dans le diocèse d'Uzès où il existe des mines de charbon d'une qualité supérieure à celui des mines du sieur Tubeuf, la charge de 3 quintaux ne coûtait que 6 sous, il en a porté le prix à 16 sous sans distinction de qualité.

En ce qui concerne les plaintes au sujet de la quantité insuffisante de charbon fournie par Tubeuf.

M. l'intendant observe à cet égard qu'il y avait dans le diocèse d'Alais 12 mines principales ouvertes et que le sieur Tubeuf s'est borné à l'exploitation de quelques-unes de celles de Montaud dont le charbon ne sert qu'à l'usage des chafourniers. Les quantités qu'il en a en magasin, soit à la mine, soit à Alais sont plus que suffisantes pour fournir à toutes les demandes, mais ce qu'il y a de charbon propre la forge et à la grille est beaucoup au-dessous de ce qu'on en tirait de toutes les mines de Montaud avant qu'il en fit fermer plusieurs en vertu de son privilège et il manque de cette deuxième espèce de charbon pour remplir les consommations...

M. l'intendant marque que dans le diocèse d'Alais, les charbons de la mine de la Grand'Combe appartenant à M. le Maréchal de Castries sont de première qualité pour la grille, les filatures et autres usages. On destine à l'usage de la forge le charbon qui se tire en gros morceaux de la mine de la forêt. Celui des mines de Montaud tiré en très petits morceaux n'est employé que pour les fours à chaux. On en trouve aussi de propre pour la forge, même d'assez gros pour la grille. Mais tout le charbon de Montaud n'est bon

qu'autant qu'il est employé sur-le-champ : il se décompose pour peu qu'on le garde.

Dans le diocèse d'Uzès le charbon des mines de Porte et de Sainte-Cécile qui appartiennent à M. le prince de Conti est de la meilleure qualité et bien supérieur à celui des mines que le sieur Tubeuf fait exploiter.

Quant au quatrième des griefs formulés contre Tubeuf l'intendant est d'accord que les bureaux de vente à proximité des centres de consommation sont en trop petit nombre.

Le cinquième objet des représentations est pour les indemnités dues aux propriétaires des fonds que le sieur Tubeuf fait fouiller ou des mines qu'il a fait fermer, indemnités dont M. l'intendant observe que les propriétaires n'ont rien touché quoique, suivant le privilège du sieur Tubeuf, il aurait dû commencer avant tout par se régler avec eux soit à l'amiable soit à dire d'experts.

L'intendant concluait qu'il fallait fixer le prix du charbon : à quatre sous le quintal (pris à la mine) pour le charbon des fours à chaux, à huit sous les autres qualités. On autoriserait une augmentation de trois sous par quintal quand Tubeuf aurait créé des magasins commodes où ses charbons seraient voiturés.

Il observe que ce concessionnaire a affermé deux mines qui sont en activité dans le diocèse d'Uzès, moyennant cinq sous par charge de trois quintaux, et il laisse à décider si cette ferme est licite.

Il ajoutait qu'il était d'avis de forcer Tubeuf à ouvrir de nouvelles mines et à payer les indemnités dues aux propriétaires. Il annonçait enfin un rapport détaillé de Jars envoyé en inspection par M. de La Boullaye.

Les conclusions officielles, tout en reconnaissant les abus et les défauts de la concession, proposaient une réglementation, mais non la déchéance.

Un brouillon de lettre, un projet de réponse de l'intendant, indique sa véritable pensée :

Il y a sur les demandes de cette nature un principe à établir. C'est que toutes les mines sont de droit public, appartiennent à ce

titre à votre couronne pour en régler l'usage et la dispensation de la manière la plus utile à la chose publique. Sur ce principe l'arrêt de concession du sieur de Tubeuf est dans les termes de droit sauf à réformer les abus qu'il pourrait en faire, ce que Votre Majesté s'est réservé de manière que l'exercice de son privilège mette en valeur pour l'avantage du public des productions qui resteraient inutiles sous les mains des propriétaires particuliers.

Si l'intendance est à ce moment favorable à Tubeuf, c'est que les Etats ont commis la faute de contester au Roi le droit de disposer du sous-sol et d'accorder des concessions. Tubeuf a été assez habile pour lier immédiatement et encore une fois sa cause à celle de la puissance royale. Une lettre de l'évêque d'Uzès indique qu'on s'est rendu compte, trop tard, parmi les adversaires de l'industriel, de l'erreur de tactique commise ; on n'a plus espoir de faire révoquer purement et simplement la concession et l'on cherche surtout à sauver les grandes exploitations de de Castries, de Trouilhas, etc.

Le gouvernement ne pouvait ni ne voulait se déjuger ni porter atteinte à l'arrêt de 1744. D'autre part, il sentait bien les inconvénients du privilège absolu. Dans ce cas difficile il adopta les conclusions de l'intendant :

Copie de la lettre écrite par M. le Controleur à MM. les syndics des Etats de Languedoc, le 15 janvier 1784.

J'ai rendu compte au Roi, Messieurs, des éclaircissements qui ont été pris sur les représentations des Etats de Languedoc contenues dans l'article 8 du cahier qu'ils ont présenté l'année dernière, et tendantes à faire réformer les abus du privilège accordé au sieur Tubeuf pour l'exploitation des mines de charbon dans les diocèses d'Alais et d'Uzès. Sa Majesté a reconnu qu'autant il étoit essentiel de maintenir les concessions à la faveur desquelles des extracteurs ont établi à grands frais des exploitations régulières, et de perpétuer de cette manière la durée d'un nouveau combustible devenu nécessaire dans différentes provinces, aux arts et aux usages de la société, autant il étoit digne de ses soins paternels d'empêcher que ces concessionnaires n'abusassent de leur privilège pour se rendre entièrement les maîtres du prix de cette marchandise, et faire la loi au consommateur en irritant ses besoins.

Ainsi Sa Majesté a déclaré que la concession accordée au sieur Tubeuf après toutes les formalités usitées en pareil cas, confirmée par un arrêt contradictoire, et suivie de travaux considérables de la part de ce particulier, devoit continuer d'avoir lieu ; mais elle a ordonné en même temps les mesures nécessaires pour faire rétablir sur l'ancien pied le prix du charbon, en proportion de l'extraction au débit, en faciliter l'approvisionnement au consommateur, et procurer une juste indemnité aux propriétaires dont le concessionnaire a ouvert les (?) ou qui ont éprouvé des dommages provenant de son fait personnel. C'est, Messieurs, tout ce que les Etats peuvent attendre de la justice et de l'humanité du Roy, s'ils veulent considérer que c'est un droit de sa Couronne de concéder les mines du Royaume, que cette branche d'industrie ne peut avoir quelques succès qu'à la faveur des concessions, que dans les lieux où règne une tolérance abusive, une liberté indéfinie d'extraire le charbon, on se borne à effleurer les mines ; ce qui en accélère la ruine, ou on cherche à s'enlever mutuellement le minerai, que pour épuiser les filons il faut se garantir des eaux, établir des pompes, construire des galeries d'écoulement, creuser des puits d'airage, étançonner de vastes souterrains, employer grand nombre d'ouvriers dirigés par des chefs intelligents, qu'une concurrence trop facile seroit un obstacle aux sacrifices souvent énormes qu'exigent ces ouvrages, qu'enfin il convient à l'administration d'une vaste province qu'il s'y forme des entreprises en grand, surtout lorsqu'elles servent d'exemple utile dans une branche d'industrie négligée jusqu'alors. Je me persuade que cette assemblée dont plusieurs membres distingués ont vu avec plaisir les commencements de l'entreprise du sieur Tubeuf, concourra à concilier l'exercice de son privilège avec les intérêts des habitants des diocèses d'Alais et d'Uzès. Je me persuade aussi que si les circonstances exigent que ce privilège reçoive dans son exécution des modifications qui privent ce concessionnaire de la faculté de recouvrer ses avances, les Etats se porteront d'eux-mêmes à lui accorder une indemnité. Ce sacrifice leur coûteroit d'autant moins qu'ils croiroient le faire au bien des pauvres consommateurs. Au surplus, M. l'Intendant leur fera connoître plus amplement les intentions de Sa Majesté (1).

J'ai, etc...

Cependant, en Languedoc, les passions populaires s'exaspéraient : tous les arrêts successifs du procès étaient favora-

(1) Arch. de l'Hérault, C. 2716.

bles au concessionnaire et le soupçon envahissait le groupement des propriétaires qu'ils étaient trahis par les Etats et leurs alliés de la noblesse et du clergé.

C'est sous l'empire de ces dispositions que le 21 mai (1784) éclata une grave affaire dont nous possédons un long procès-verbal (1). Tubeuf et les hommes de loi qui l'accompagnaient furent dans la mine de la Grand'Combe victimes d'un sérieux attentat suivi de rebellion.

Cet attentat contre Tubeuf marque le paroxysme de la situation.

Au début de 1783, Tubeuf adressa au Conseil un nouveau mémoire, plus serein, plus apaisé que les précédents, mais à propos duquel il est permis d'élever quelques doutes quant aux chiffres. Il prétend que les contestations soulevées autour de sa concession lui ont coûté 400.000 livres en dix ans. Nous n'avons aucun élément pour apprécier la valeur de ces comptes, Tubeuf n'ayant pas porté à son journal ou n'ayant porté que par hasard, et sans suite, sans précision, les sommes que ses procès lui ont coûtées :

Précis pour le sieur de Tubeuf contre M. le Maréchal de Castries.

Le Roi m'a fait la concession des mines de charbon de terre des environs d'Alais en Languedoc par deux arrêts de son Conseil des 13 avril 1773 et 24 mars 1774, rendus sur l'avis de M. l'Intendant de la Province.

J'ai dépensé 300.000 livres pendant cinq années que j'ai employées à y monter une grande exploitation sans que qui que ce soit ait porté le moindre trouble.

A l'époque où elle a été en valeur, et où j'allais retirer le fruit de mes travaux, ma concession a été attaquée par 49 particuliers du nombre desquels était le propriétaire de la terre de Trouilhas, par M. le Maréchal de Castries, comte d'Alais, par les syndics des diocèses d'Alais et d'Uzès, et par les syndics généraux de la province qui tous s'étaient réunis pour établir que le Roy n'avait pas eu le droit de me l'accorder, et pour en demander la révocation.

(1) Papiers particuliers, dossier : Notes diverses, affaires abbé de Breard et Rebellion. Ce procès-verbal présente l'intérêt d'être un récit type des nombreuses rébellions du même genre qui se produisirent autour des mines dans différentes régions du royaume.

Un arrêt provisoire du 8 août 1780 ordonna l'exécution de ma concession. La réclamation de la province fut alors discutée avec la plus scrupuleuse attention, les droits du Roi furent évidemment démontrés, et un arrêt contradictoire du 19 mars 1782 a débouté purement et simplement tant les 49 particuliers que M. le Maréchal de Castries, et les syndics des diocèses et de la province, de toutes leurs demandes, fins et conclusions et m'a maintenu et gardé dans la possession et jouissance de ma concession avec défense à toutes les personnes de m'y troubler à peine de tous dépens dommages et intérêts.

M. le Maréchal de Castries qui pendant notre contestation avait acquis la terre de Trouilhas prétendit que cet arrêt était susceptible d'interprétation, déterminé par l'influence de son crédit et non par les droits de son vendeur qui venait d'être débouté, il demanda d'être autorisé à exploiter les mines de cette terre.

Un arrêt contradictoire et interprétatif du 9 mars 1784 a fixé les prétentions de M. le Maréchal de Castries, a reconnu que les mines de Trouilhas faisaient partie de ma concession, a débouté M. le Maréchal de Castries de toutes ses demandes, fins et conclusions, et l'a condamné aux dépens.

Au mois de mai suivant, M. le Maréchal de Castries sans aucuns moyens de forme eut le secret d'obtenir un sursis à ces deux arrêts duquel on ne peut citer d'exemple au Conseil et en a demandé la cassation qui aurait dû lui paraître aussi injuste qu'impraticable.

Les principes qui ont déterminé ma concession et fait condamner M. le Maréchal de Castries par ces deux arrêts n'ont pas changé. L'arrêt de règlement du 14 janvier 1744 qui en est la base n'est point révoqué, et ne peut l'être sans mettre toutes les concessions du royaume en désordre et dans le danger de ruiner toutes les exploitations de charbons qui sont plus précieuses qu'elles ne l'ont jamais été, et qui exigent impérieusement l'attention et les secours du Gouvernement...

Depuis près de dix ans que j'ai mis en valeur les mines de ma concession, consumé en contestations, qui m'ont coûté plus de 400.000 livres, j'ai parcouru tous les degrés de l'infortune et j'ose le dire j'ai éprouvé des traitements faits pour révolter l'humanité.

Si mon entreprise n'eût pas réussi aurais-je été fondé à demander des dédommagements au Roi? Non sans doute, et j'étais ruiné sans ressources; ayant réussi, le roi peut-il abandonner mes dépenses, mes travaux et mes succès à M. le Maréchal de Castries? Mes juges n'hésiteront pas à prononcer que non.

Ainsi cette entreprise me coûte plus de 700.000 livres en travaux et en contestations, j'en ai emprunté 400 d'amis généreux qui ne respirent pour les recouvrer qu'après l'exécution de mes arrêts.

J'attends donc de la justice du Roi et de son Conseil que mes arrêts de concession, ainsi que les arrêts contradictoires et interprétatifs qui s'en sont ensuivis auront leur plein et entier effet, et que M. le Maréchal de Castries sera condamné à me payer 50.000 livres par an pour le tort qu'il m'a fait depuis qu'il en a arrêté l'exécution (1).

L'année suivante, las de la lutte, épuisé, Tubeuf tente de trouver un arrangement avec son plus puissant ennemi, le maréchal de Castries. Il remet un projet à M. de La Boulaye, intendant général des mines, le 4 avril 1785. Ce projet comporte deux propositions d'entente : la première est ainsi énoncée :

PREMIER MOYEN

Au moyen de ce que M. le Maréchal de Castries ne ferait exploiter ni directement, ni indirectement, aucunes mines de charbon comprises dans la concession faite au sieur Tubeuf par l'arrêt du 17 avril 1773, le sieur Tubeuf céderait à M. le Maréchal sans aucune mise de fonds de sa part le quart du bénéfice qu'il résulterait de l'exploitation qu'il en ferait dans toute l'étendue de la concession pour tenir lieu à M. le Maot des mines qui lui ont été réservées, et des droits qu'il prétend sur celles de Trouilhas.

M. le Maréchal aidant le sieur Tubeuf des facilités qu'il pourrait lui procurer pour des débouchés d'ailleurs très utiles au public, il est à présumer que ce quart rendrait à M. le Maréchal plus de 20.000 livres par an, qu'il ne retirerait pas à beaucoup près de ses propres exploitations.

M. le Maréchal établirait un contrôleur pour veiller à ses intérêts dans la régie, et il lui serait fait compte de son quart de bénéfices tous les trois mois, à compter du jour du traité.

Dans le cas où cet arrangement aurait lieu pendant les trente neuf années qui restent au sieur Tubeuf à jouir de cette concession, il ne ferait nulle opposition à l'établissement des droits que pré-

(1) Papiers particuliers. Dossier : procès épurement et de Castries. Notes diverses.

tend M. le Maréchal, et renoncerait à la poursuite de tous procès relatifs à cette affaire (1).

La seconde proposition consiste à vendre purement et simplement au maréchal sa concession, moyennant :

1^o La transmission au maréchal de toutes les dettes contractées pour l'entreprise et qui se montent à 386.870 livres ;

2^o Le remboursement à Tubeuf des 315.000 livres qu'il a placées comme mise de fonds dans l'entreprise, constituées par son patrimoine et la dot de sa femme (2) ;

3^o Une rente de 10.000 livres par an pendant les trente-neuf années de concession qui restent à courir « pour lui tenir lieu de quinze ans de travaux qu'il a employés, de l'intérêt de ces 315.000 livres et des risques qu'il y a courus.

Et Tubeuf qui veut que le maréchal prenne encore à son compte, non seulement le remboursement des commanditaires de l'entreprise, mais encore tout le courant des dettes à court terme, ajoute, avec une naïveté prodigieuse, après avoir en somme proposé à de Castries de lui payer deux fois son exploitation :

Ce médiocre bénéfice sur une pareille entreprise prouve encore le désir du sieur Tubeuf de n'avoir plus à contester avec M. le Maréchal.

Nota — Pour les sommes échues ou à échoir à court terme il serait facile à M. le Maréchal de prendre des arrangements qui le missent dans le cas de les payer avec le produit même de l'entreprise, ainsi que toutes les autres sommes.

Il n'est pas besoin d'ajouter que la négociation n'eut aucune suite.

La fin de ce grand procès, qui est en résumé le procès de l'homme des bureaux — Tubeuf — contre un privilégié de la Cour et contre les pouvoirs provinciaux, reste singulièrement obscure. Le 9 février 1789 (3), dans une lettre à son

(1) *Journal des notes...* 1770-1779-1785, déj. cit.

(2) Nous avons combattu plus haut cette assertion.

(3) Papiers particuliers. Copies de lettres, entrées, notes, opérations, 1786-1791, déj. cit.

directeur d'Alais, Renaux, Tubeuf essaye d'atténuer les « bruits qu'on a répandus à l'occasion de l'arrêt qu'a obtenu M. de Castries... ».

Le 28 décembre de la même année, il demande un rendez-vous à La Barberie : Je veux, ajoute-t-il, « vous faire part de la situation actuelle de mon entreprise d'Alais à laquelle l'injustice que j'ai éprouvée contre M. de Castries fait grand tort (1) ». Ce sont les deux seules allusions aux affaires de Castries que nous ayons rencontrées dans la suite du journal de Tubeuf jusqu'en 1789. De Castries, malgré les arrêts antérieurs rendus en faveur de Tubeuf, avait donc obtenu une révision du procès.

Ce long procès, qui paralysa certainement le meilleur de l'activité de Tubeuf, mais dont l'origine est indépendante de sa volonté, se compliqua d'une autre affaire issue, tout entière, celle-là, de l'optimisme dangereux de l'industriel. Le 4 juin 1778, Tubeuf passait avec la Compagnie d'épurement Ling (2) deux conventions pour les fournitures du charbon.

Le traité était favorable à Tubeuf. Il lui assurait une recette régulière, des prix avantageux, il lui permettait d'échapper aux ennuis et aux aléas de la vente au détail, grâce à laquelle, à la vérité, il avait obtenu sa concession puisqu'il avait fait valoir au Conseil et aux autorités de la province qu'il s'engageait à assurer par ses trois exploitations et ses nombreux débits, l'alimentation de la région.

En somme Tubeuf peut se féliciter du contrat qu'il a signé, d'autant qu'il s'en sert pour contracter immédiatement de nouveaux emprunts ; il montre partout son acte pour

(1) Papiers particuliers. Copies de lettres, entrées, notes, opérations, 1786-1791, *déj. cit.*

(2) Quand l'usage du charbon se fut répandu, on inventa des procédés pour « épurer » le charbon, c'est-à-dire le « désoufrer », le préparer pour qu'il fût plus propre à la consommation. Des compagnies se formèrent pour exploiter divers procédés d'épurement. La compagnie Ling fut une des plus importantes et établit des usines et des magasins de vente sur plusieurs points de la France, en Normandie et en Languedoc entre autres. En Languedoc, Allès, un ancien employé de Tubeuf, était son caissier et son représentant commercial à Alais, Lapenne son ingénieur hydraulique chargé d'étudier les communications par eau. Allès, en tant que caissier-comptable, déposa un fort cautionnement, c'était la règle de la Compagnie.

inspirer confiance et se procure ainsi, en cette fin de 1778, 45.000 livres auprès de la marquise et du marquis de Chau-lieu, incorrigibles.

Pas une minute, Tubeuf n'a pensé qu'il était dans l'impossibilité matérielle d'exécuter la plupart des clauses auxquelles il s'engageait. La Compagnie Ling tenait essentiellement à ce que Tubeuf fit fermer les exploitations en activité sur sa concession puisque c'était pour elle le seul moyen qu'elle eût de profiter du privilège de Tubeuf et de s'assurer un monopole. Or, depuis plusieurs années et pour son propre compte, Tubeuf luttait en vain pour que ce privilège devint effectif, partout on ouvrait des puits et des galeries sur ses terrains concédés, sans se cacher, autour de ses travaux, sans qu'il fût parvenu à empêcher cet abus et sans qu'aucune des autorités de la province eût consenti à y mettre un terme.

Ce qui était plus grave encore, Tubeuf était dans l'impossibilité absolue de fournir même la moitié des quantités de charbon qu'il s'engageait à livrer. Les bilans (1) des années 1778-1779-1781, le prouvent surabondamment.

Les 2 et 3 juin 1779, il reçoit de ses deux directeurs de mines, Laporte et Cajou, des lettres l'avisant qu'ils étaient en mesure sur leurs exploitations de fournir, suivant les engagements pris, la Compagnie d'épurement, mais que celle-ci ne prend pas livraison. Ils annonçaient qu'ils s'abstenaient de toute vente et demandaient des fonds (2). En réalité, la Compagnie voulait une exécution totale et complète du traité ou rien. Nous trouvons dans le journal, à la date du 4 mai 1780 (3) :

La compagnie d'épurement, refusant de prendre les charbons qui ont été extraits pour elle, depuis le 1^{er} du mois précédent, sous le prétexte que les mines des particuliers dans l'étendue de ma concession ne sont pas fermées, j'ai fait suspendre l'extraction, et

(1) *Journal des mines royales du Bas-Languedoc*, 1770-1791, déj. cit.

(2) *Journal des notes...* 1770-1779-1785, déj. cit. Lettres à M. Tubeuf, concessionnaire du Roi, rue Saint-Honoré, maison neuve, près la place Vendôme, à Paris.

(3) *Journal des mines royales...* 1770-1791, déj. cit.

continué d'occuper les mineurs aux découvertes jusqu'à nouvel ordre ; j'ai mandé qu'en attendant on vende pour son compte du charbon à l'ordinaire pour que le service public n'en souffre pas, il en a été extrait pendant ce mois de la mine d'Alais 15.100 quintaux, et de celle de Bane 7.200.

Ces chiffres, d'après la moyenne des bilans fournis par Tubeuf lui-même, sont notoirement faux. Au vrai, Tubeuf extrayait en moyenne 2.000 quintaux par mois, alors qu'il eût dû en fournir 40.000 à peu près ! Il avait essayé en vain de s'emparer des mines encore ouvertes sur sa concession de Roubiac, pendant que la Compagnie d'épurement, se considérant comme déliée, entamait des négociations directes avec les propriétaires. Tubeuf espérait que ces démarches déloyales des agents de la Compagnie l'aideraient à gagner son procès. Sur l'assignation lancée par la Compagnie le 29 juillet (1779) le Châtelet avait en effet, le 16 octobre, rendu un arrêt d'enquête.

Allès, très surexcité par la lutte, animé contre son ancien patron d'une haine violente, se démenait, exigeait d'être appelé « directeur général des nouveaux établissements dans les provinces méridionales du royaume », agaçait la Compagnie par ses rapports continuels de commérages, mais lui demeurait précieux par ses autres qualités de lutteur attentif, robuste et avisé. Il surveillait les moindres symptômes de l'état d'esprit du pays (1).

Allès manœuvrait, répandait des bruits, suppliait Richard de ne pas révéler qu'il en était l'auteur, semblait même parfois soutenir Tubeuf, pour l'accabler ensuite plus énergiquement (2).

Le 27 octobre, Tubeuf qui avait fait un séjour à Alais, reprenait la route de Paris. Le 28, Allès adressait à Richard (3) l'énigmatique lettre qu'on va lire.

(1) Bibliothèque municipale de la ville de Nîmes, mss. 496. Lettre d'Allès à Richard, 31 janvier 1780.

(2) Lettres du 13 mars et du 31 mai 1780. Bibliothèque municipale de Nîmes, mss. 496.

(3) Bibl. mun. de Nîmes, mss. 496.

M. RICHARD, A PARIS

Alais, 28 octobre 1780.

Monsieur,

Le sieur Tubeuf partit hier matin pour se rendre à droiture à Paris.

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint une pièce d'or, pour servir à la défense de la compagnie, que M. son avocat en fasse un bon usage, mais au nom de Dieu, qu'il ne la manifeste point. J'ai engagé ma parole d'honneur à ce sujet.

Cette pièce est le passeport que le sieur Tubeuf emporte, échappé de mes mains. J'aurois désiré que son séjour à Alais eût été plus long, mais au moins qu'il ne m'eût pas fui. J'aurois tiré quelqu'autre parti de sa personne.

J'ai passé la nuit à écrire de bon appétit, aussi j'espère d'être à temps à remettre à la poste. J'auroi l'honneur de vous faire part, le courrier prochain, des menaces que m'a fait faire le sieur Tubeuf, il auroit mieux fait de me les faire en personne. Je lui aurois au moins répondu.

J'ai l'honneur...

« De bon appétit... » L'âme de cet homme devait être féroce.

Tubeuf perdit son procès. Le Châtelet de Paris rendit la sentence suivante : « Attendu que des aveux et reconnaissances... il résulte que Tubeuf n'a pas rempli et même n'a pas été dans la possibilité de remplir les engagements qu'il a contractés le 4 juin 1778 avec la compagnie d'épurement, déclarons nuls lesdits engagements, et condamnons Tubeuf à rendre à la compagnie les 5.400 livres qu'il a reconnu avoir reçues par pots-de-vin et avances (1)... »

*
**

En 1783, Tubeuf, las de lutter, endetté, accaparé par sa grande utopie des mines de Paris, vend, pour la somme de un million, sa concession du Languedoc à l'abbé de Bréard.

(1) BARDON, *ouv. cit.*

Cette fois il pensait bien être hors d'ennuis. En réalité, pressé de réaliser, harcelé par le besoin d'argent, il devait toucher de l'abbé Bréard (ou de Bréard) 56.000 livres d'avance. Tubeuf s'était jeté entre les bras d'un aventurier sans ressources et il compliquait sa situation d'un procès nouveau.

Le naïf Tubeuf fut vite désabusé et convaincu que ses amis ni lui ne verraient jamais un sol des sommes stipulées dans le contrat. Celui-ci, comble d'imprudence, portait même quittance des 56.000 livres que de Bréard devait verser immédiatement et dont le vendeur ne vit jamais rien, il ne reçut que des billets à courtes échéances qui naturellement furent protestés :

Dès le 20 mars 1784, il demandait la résiliation du contrat.

Entre temps et par suite d'étranges et obscurs engagements, il était obligé d'acquitter pour l'abbé de Bréard une nouvelle note de 2.838 livres, 4 sols, 3 deniers (bouchers, boulangers etc.) (1)....

Le procès s'engagea, extrêmement violent. Renaux, ingénieur-directeur, continuait à habiter Rochebelle où de Bréard faisait aussi des apparitions et commandait alors en maître ; c'est du moins ce qu'on peut comprendre d'après les notes embrouillées de cette affaire compliquée.

En novembre de la même année, Tubeuf, chez qui la force d'illusion était irréductible, signe avec de Bréard un nouvel engagement :

De Bréard vint se réinstaller à Rochebelle. Naturellement, il ne paya pas plus cette fois que les années précédentes.

Mais il le prenait de très haut avec Tubeuf et avec les Chaulieu. Le 3 mai 1787 (2), il avisait Tubeuf qu'il ne pouvait pas recevoir ses amis à Rochebelle, lors de leur arrivée dans cette région où ils voulaient se fixer.

(1) Affaire de Bréard et rebellion..., déj. cit.

(2) Affaire abbé de Bréard..., déj. cit.

.
Je n'ai pas un lit de trop, s'il en est encore temps, faites-le leur savoir, je vous en prie. S'ils veulent passer quelques jours à Alais, il est plus naturel qu'ils y soient à l'auberge que ma famille et moi. S'ils ne le peuvent pas, je ne pourrai qu'en être fâché et j'ose croire que vous n'en serez pas étonné...

Et pour bien donner l'idée qu'il était propriétaire et maître chez lui, de Bréard commença par déménager une partie des meubles (1).

Le coquin, qui n'avait pas payé un sou du prix de son acquisition, qui, au contraire, traînait après lui, dans le pays, une multitude de créanciers que Tubeuf était obligé de solder, qui volait les meubles de Rochebelle, voulut encore jouer d'audace. Au début de janvier (1788) il révoqua le directeur d'Alais, Renaux, et le receveur (2). Ceux-ci ne tinrent aucun compte de cette révocation malgré les « procès criminels » dont l'abbé les accablait. Renaux terminait une lettre (du 7 janvier) par cette phrase qui révèle assurément de belles qualités morales :

Voilà, Monsieur, mon état actuel, vous devez me mettre à même de me soutenir, c'est vos intérêts que je défends au péril de ma vie, où je ne suis en sûreté que lorsque je suis dans ma chambre. Je vous prie d'en faire part à M. de La Boullaye pour qu'on me donne des ordres de suivre les travaux à l'ordinaire. Sans quoi je ne pourrais en répondre.

J'aurai l'honneur de vous donner de mes nouvelles par le premier courrier.

Je suis avec respect, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

RENAUX.

Tubeuf qui, de Paris où sa vie était en sûreté, envisageait naturellement les choses avec beaucoup plus de calme, poursuivait l'idée très honorable de sauvegarder les intérêts des de Chaulieu avant les siens propres. Il était décidé à repren-

(1) Etat des meubles que M. l'abbé Bréard a emportés de Rochebelle en septembre 1787.

(2) Arch. nat., F14 bis 7682.

dre sa concession en main à défaut de paiement. Le 8 janvier, il écrivait à M. Perrot (1) :

Il ne s'agit en ce moment que des intérêts de M. et M^{me} de Chaulieu, qui vous les ont confiés, et que je voudrais bien voir à couvert vis-à-vis de M. l'abbé de Bréard avant de m'occuper des miens, alors je prendrai une voie que j'aurai l'honneur de vous communiquer auparavant, qui fera bientôt échouer ses petits moyens de défense ; et d'après laquelle ou il me payera, ou je rentrerai bientôt dans mon entreprise ; au peu de ressources qu'il a je m'attends bien à cette dernière alternative, et je vous avoue que je n'en serai pas fâché.

En juin, l'abbé de Bréard qui toujours, sans rien payer, traitait la concession de Tubeuf comme un pays conquis s'empare des mines de Pigères, malgré la saisie légale qu'avait faite Renaux, sur l'ordre de Tubeuf. « Votre séquestre a eu très grand tort de les lui céder, et je pense bien que si vous y eussiez été, vous ne l'auriez pas fait (2) », écrit celui-ci à son directeur.

A la fin de mai 1789, cette longue contestation entre Tubeuf et l'aventurier se termina par une résiliation pure et simple du contrat de vente. Le 1^{er} juin, Tubeuf en avise Renaux (3) :

Tubeuf ne disait pas tout à son directeur. Il complétait les indications du contrat de résiliation dans une lettre sans adresse, mais destinée presque certainement à La Barberie :

Mines d'Alais.

Monsieur,

Vous avez daigné prendre trop d'intérêt à mes affaires pour que je puisse craindre que vous désapprouviez la liberté que je prends de vous rendre compte avec quelques détails de leur état actuel. Au moyen d'un arrangement que je viens de conclure avec M. l'abbé de Bréard et de la résiliation pure et simple de la vente que je lui avais faite de ma concession d'Alais, je suis en ce moment rentré

(1) Copies de lettres, entrées..., 1786-1791, déj. cit.

(2) *Ibid.*

(3) Copies de lettres, entrées..., 1786-1791, déj. cit.

en possession de cette entreprise ; je rembourse audit sieur abbé trente mille livres, en dix années, payables en trois mille livres de charbon qu'il prendra chaque année, sur mes mines d'Alais, et je lui permets d'exploiter celles qui se trouvent dans le territoire de trois paroisses désignées de ma concession, gratis pendant les quinze premières années, et moyennant une redevance de mille livres par an qu'il me payera pendant les dernières vingt années qui termineront cette concession.

De Bréard avait bien manœuvré. Sans bourse délier, il devenait concessionnaire d'une partie des territoires de Tubeuf et il recevait en plus une indemnité. Tubeuf rentrait en possession d'une concession qu'il avait vendue alors que la jouissance, il est vrai, en était rien moins qu'assurée.

La même année, en effet (1788), de Castries devenu ministre, obtenait un arrêt définitif qui dépouillait son adversaire d'une grande partie des territoires concédés. La Cour triomphait des bureaux !

En 1789, Tubeuf se pourvut contre cet arrêt devant le conseil des dépêches, par la voie de contrariété. L'affaire, au début de la Révolution, passa du conseil des dépêches au tribunal de cassation « qui rejeta la demande en contrariété, motivant cette décision sur ce qu'on ne procède pas à ce tribunal comme au ci-devant conseil (1) ». Tubeuf se pourvut en cassation contre l'arrêt de 1788, mais les trois mois de délai pour le pourvoi s'étaient écoulés pendant la procédure de la demande en contrariété. Tubeuf n'avait plus qu'une ressource. Il adressa une pétition à la Convention nationale. Cette Assemblée lui permit définitivement de se pourvoir en cassation, permission qu'il égara, affirme-t-il ! Il arrivait au terme de ses luttes. Ruiné sans retour, découragé, n'ayant plus la force d'entamer une nouvelle procédure sous le nouveau régime, il résolut d'abandonner la partie et de se refaire, au Nouveau-Monde, une existence et une fortune.

Après son départ pour l'Amérique sa femme continua à plaider contre M^{me} de Caylus, petite-fille du maréchal de

(1) Procès épurement et Castries..., déj. cit.

Castries. En l'an IV, M^{mo} de Tubeuf se pourvut devant le Directoire contre l'arrêt de 1788. Sa demande fut renvoyée au ministre de l'Intérieur. Celui-ci consulta le ministre des Finances, qui, lui-même, s'adressa à la régie des domaines et de l'enregistrement. La régie donna un avis favorable qui fut renvoyé au conseil des mines.

Enfin le 27 thermidor an VIII intervint un avis de ce même conseil des mines envoyé au ministre de l'Intérieur qui proposait non pas de m'accorder l'exploitation que je demande en payant une redevance annuelle comme le pensait la régie, mais de me l'accorder comme une propriété à moi appartenante, et contenue dans les arrêts du Conseil que je viens d'énoncer, arrêts rendus tous en très grande connaissance de cause après toutes les formalités prescrites en matière de mines et dont les derniers de 1782 et 1784 sont contradictoires avec les propriétaires qui avaient élevé des prétentions, lesquelles se sont trouvées prosrites par lesdits jugements (1).

Le ministre de l'Intérieur fit aux consuls un rapport favorable à M^{mo} Tubeuf. Il proposait d'adopter l'avis du Conseil des Mines, moyennant paiement à l'État d'une portion des matières extraites et renonciation aux indemnités réclamées par les héritiers de Tubeuf pour non-jouissance depuis 1782. A ce moment, M^{mo} de Caylus proposa de son côté de payer une somme annuelle à l'État pour rentrer en possession de la concession.

Le Conseil des Mines, consulté une seconde fois, émit le même avis que précédemment. M^{mo} de Caylus ne désarma pas. M^{mo} Tubeuf adressa alors un mémoire au ministre de l'Intérieur et lui demanda audience. La contestation portait surtout sur la mine de la Grand'Combe, devenue très importante.

En 1802, un premier arrêté préfectoral intervint qui ne donnait aux héritiers Tubeuf qu'une satisfaction partielle, en levant le séquestre apposé sur leurs propriétés dans le dé-

(1) Procès épurement..., déjà cit. Lettre de M^{mo} Tubeuf, du 11 floréal, an IX, au citoyen président de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat.

partement du Gard pour cause d'émigration, mais en maintenant les mines de la Grand'Combe et de la forêt d'Abison dans la main de la nation (1).

Ces dernières exploitations furent d'ailleurs rendues par la suite aux demandeurs. Nous trouvons à la date de 1807 un « tableau des dépenses et des produits des mines de houille de la concession des frères et dame veuve Tubeuf » qui mentionne, avec les mines de Cendras, d'Alais de Trescal, les mines de la Grand'Combe. Tubeuf n'était plus là pour voir sa famille jouir enfin en paix d'une concession pour laquelle il avait tant lutté.

(1) Extrait du Registre des arrêtés du préfet du département du Gard du 4 messidor an X de la République.

CHAPITRE IV

Les mines de Paris.

Les mines du Languedoc, en dépit de l'énergie prodigieuse qu'elles réclamaient, ne suffisaient pas à occuper toute l'activité de Tubeuf. Loin d'être découragé par les difficultés très graves auxquelles il se heurtait, loin de se laisser abattre par une situation financière très périlleuse, il résolut de tenter un coup de fortune dont la conception était certainement géniale : Paris manquait de combustible, Paris était un centre insatiable de consommation, une ressource magnifique, un débouché incomparable qui attirait à lui la production de toutes les exploitations de province, malgré les droits intérieurs et les frais de transport... il fallait créer une entreprise aux portes de Paris. C'est en 1778 que Tubeuf pensa découvrir un gisement à Luzarches ; il employa, à l'en croire, 30.000 livres de ses fonds à s'assurer « physiquement de l'existence du charbon » (1). Étant donné l'état de ses affaires à cette époque, il est à peu près impossible qu'il ait pu disposer de cette somme. Ce n'est qu'en décembre 1786 qu'il paraît être arrivé à un filon sans grande importance. La nouvelle en fut accueillie par un scepticisme presque outrageant ; on dut soupçonner Tubeuf d'avoir, comme d'autres prospecteurs, déposé dans ses trous de sonde des charbons étrangers, puisque nous trouvons dans son copie de lettres (2), à la date du 27 décembre (1786), cette note :

Pour qu'on ne put pas douter que ce charbon ne provient de la mine de Luzarches, le concessionnaire a eu l'attention de le faire recueillir par les officiers de justice qui l'ont renfermé dans des boîtes scellées de leurs armes.

(1) *Journal des notes, copies de lettres...*, 1770-1779-1785, déj. cit.

(2) Copies de lettres, entrées, notes, opérations, 1786-1791, déj. cit.

Les 10 et 16 avril 1779, le roi accordait à Tubeuf une concession comprise entre Chantilly, la Ferté-sous-Jouarre, Rocroi, Corbeil, Chevreuse, Mantes, ayant Paris pour centre. Selon son habitude, Tubeuf avait vu grand.

Immédiatement, il fonde une société, et, avant d'avoir trouvé autre chose que des traces très incertaines de charbon, il fait don d'une action à sa protectrice et créancière, la marquise de Chaulieu. Ces actions nous les avons retrouvées en grande partie dans les papiers de Rochebelle.

La société fondée par devant notaire, le 7 juin 1779, comportait 100 actions de 10.000 livres chacune. Tubeuf en cédait 40 à ses sociétaires. Les 60 autres, qu'il s'attribuait, ne devaient participer aux bénéfices qu'après remboursement complet des actions dont le capital avait été versé. Par la suite, les 40 actions furent divisées en 400 parts. Le remboursement prévu devait se faire longtemps attendre, s'il eut jamais lieu.

Dès 1780, Tubeuf vend déjà une de ses actions à M^{lle} Henriette-Gabrielle Souës pour la somme de 10.600 livres (1).

Les travaux étaient à peine commencés, le charbon n'était pas encore trouvé — il ne devait l'être que huit ans plus tard — aucun cours des actions ne s'était encore établi et déjà Tubeuf majorait les siennes de 600 livres !

Avec les fonds fournis par la société, Tubeuf se mit à la recherche du charbon. Il y avait une société, il devait donc y avoir une mine.

Au mois de juin 1783, il vient s'installer à Luzarches où se poursuivaient les fouilles. Il loge avec son domestique au couvent où il paye 100 livres par mois de pension. Il fait venir une famille de mineurs du Languedoc et une pompe à manège de Paris. Il a en outre comme personnel, sur ses fouilles, un premier mineur, Fayolle, quatre ou cinq ouvriers, des manœuvres :

(1) Papiers particuliers. Dossier : Mines de Luzarches, Cransac, Argentac Limousin.

J'ai donné à Fayolle premier mineur à compte sur
le prix fait des travaux dont il est chargé de suite
à 48 francs la toise, 6 louis d'or 144 »

SEPTEMBRE

3. J'ai payé à Payant pour reste du prix fait de suite
d'aérage non compris la galerie, quinze livres . . . 15
10. J'ai donné aux quatre mineurs pour chacun huit
journées qu'ils ont faites dans le puits depuis le 3 à
40 francs, 64 livres 64
- J'ai donné à Fayolle pour 66 journées de manœu-
vre faites aussi au service dudit puits de jour et de
nuit depuis le 3 à 20 de même que les mineurs, jus-
ques et compris ce jour 66 livres 66 » (1)

Il faut remarquer que ces comptes comportent trois bases
de salaires : à la pièce, à forfait, à la journée.

Nous sommes en 1783 et ce n'est pas avant 1788 que
Tubeuf atteindra le soi-disant filon qu'il pense chaque mois
tenir.

Le peu de succès de ses fouilles ni leurs difficultés n'abat-
taient son invincible confiance. Les ennuis financiers qui le
poursuivaient partout commençaient à se montrer. Il n'avait
encore placé que vingt-cinq des quarante actions de sa société.
Chaque action avait déjà payé 3.000 livres, mais les porteurs
refusaient de les libérer complètement, en versant les 7
autres mille livres par titre du prix total. Tubeuf conçut alors
le projet très simple de faire intervenir le Gouvernement :

Monsieur,

Je vous supplie très instamment, Monsieur, de vouloir bien re-
présenter à M. le Controleur Général que 25 actions c'est-à-dire
le quart de mon entreprise de Paris sont entre les mains de per-
sonnes qui ne peuvent plus fournir aux appels, auxquels sont sou-
mis ces actions jusqu'à 10.000 livres chacune, et d'obtenir de ce
ministre ou que l'administration les prenne, ou de les faire pren-
dre par de nouveaux actionnaires, en remboursant les premiers de

(1) Papiers particuliers. Dossier : dépenses ordinaires et particulières,
1783-1786.

leur mise, qui est de 3.000 livres par action. Cette entreprise est bien digne, Monsieur, de vos soins et de la protection particulière du Gouvernement, car je vous assure, Monsieur, que, si l'expérience que m'a acquise une occupation continuelle et unique de ces vingt-cinq ans dans ce genre ne me trompe, c'est j'ose le dire, et seroit la première fois, nous devons entièrement compter sur ses succès ; mais il nous reste de grandes dépenses à faire, car comme j'ai eu l'honneur de vous l'observer ce matin, la grande abondance d'eau, et bien plus encore l'extrême difficulté, qui va selon moi jusqu'à l'impossibilité, de soutenir les sables mouvants qui se trouvent à cent pieds de profondeur, sous notre première veine de charbon, nécessiteront, pour parvenir à des veines plus puissantes, à prendre ce travail en-dessous, par une galerie d'écoulement, qui aura plus de trois cens toises de longueur. J'en ai découvert hier la possibilité, c'est un moyen dispendieux, mais peut-être unique, pour faire l'exploitation de cette mine, et assurer le succès de cette grande entreprise... (1).

Non seulement le Gouvernement n'était pas disposé à intervenir en sa faveur, mais inquiet pour l'approvisionnement de Paris, impatienté des retards continuels apportés à la découverte du combustible, il se disposait à agir lui-même et à faire faire des sondages pour son compte. Du moins le bruit en courait. Tubeuf eut vent de cette rumeur. Aussitôt, le 23 juillet (1784), il adresse à Necker une longue lettre où, après avoir exposé ses efforts, ses travaux, ses espoirs, ses éternelles certitudes pour le lendemain, il essayait de détourner le ministre de tout sondage, de toute recherche, de toute dépense :

.

En attendant agréez je vous supplie Monseigneur une observation : je ne serais pas d'avis qu'on fit de dépense, ni qu'on donnât de foi à la sonde que les nouvelles publiques annoncent qu'on y va employer ; j'en ai démontré l'inutilité à M. de La Boulaye dont j'ai l'honneur d'être particulièrement connu ; ce terrain n'est pas de nature à promettre la plus légère satisfaction de cette opération, mais bien plutôt de ménager vos bontés, Monseigneur, et les secours que vous voulez bien accorder à cette entreprise,

(1) Lettre du 7 avril 1784. Arch. nat., F 14 bis 7682.

pour une autre opération dont j'ai fait part à M. de La Boullaye, et qui est selon moi la seule dont le succès soit assuré... (1)

Et tirant de ses considérations sur ses mines de Paris une conclusion inattendue, il demandait qu'on dénouât en sa faveur le procès du Languedoc pour lui permettre de se consacrer entièrement à ses fouilles de Luzarches.

Les protestations intéressées de Tubeuf ne purent prévaloir contre l'urgente nécessité de trouver pour la capitale une source de combustible proche et abondante. L'industriel poursuivait en vain depuis sept ans ses recherches, Le Conseil, pressé par le besoin, et peut-être aussi excédé par les affaires sans fin et les insuccès constants de Tubeuf, prit le 2 août 1785 une mesure qui, sans aucun doute, ne relevait que de l'arbitraire et de l'illégalité. La concession accordée à Tubeuf le 10 avril 1779 comportait une durée de trente années. Un nouvel arrêt restreignait cette concession au territoire de Luzarches, « et aux terrains compris entre les forêts de Chantilly et de Pontrame ». Le Conseil, « en cas de cessation de tous travaux pendant six mois a déclaré et déclare ladite concession nulle et de nul effet sans qu'il soit besoin d'autre arrêt (2) ». Ce qui avait été séparé de l'ancienne concession était accordé à une société nouvelle :

La concession de Thouvenet, Piron et C^{ie} avait une durée de trente années.

Tubeuf protesta immédiatement contre cette injustice et fournit un exposé détaillé de ses travaux, de ses efforts :

Le... J'ai commencé mes recherches près Saint-Germain-en-Laye sur une petite veine d'indices de charbon bien caractérisés, et que j'ai suivie à grand frais par trois puits, l'un de 90 pieds de profondeur avec des galeries de communication dans une étendue d'environ 500 toises. Cette petite veine n'ayant pris dans cette poursuite, ni inclinaison, ni puissance, et n'ayant trouvé jusqu'à 300 pieds au-dessous rien autre chose qui indiquât le charbon, j'ai cessé ces travaux, et les ai portés de suite à Luzarches où je les

(1) *Journal des notes, copies de lettres...*, 1770-1779-1785, déjà cit.

(2) Mines de Luzarches, Cransac,... déjà cit.

ai commencés le... sur une autre veine d'indices beaucoup plus intéressants.

J'y ai d'abord fait un puits avec les mesures ordinaires, j'y ai rencontré des sables mouvants, et un niveau d'eau très considérable qui l'ont fait échouer ; j'en ai successivement rouvert six autres avec de nouveaux moyens très dispendieux, qui ont tous eu le même sort ; dans le dernier que j'ai porté jusqu'à 115 pieds de profondeur j'ai rencontré des filaments de beau charbon qui en fortifiant mes espérances a ranimé mon courage. A cette époque l'administration a jugé à propos, et sans aucune sorte de sollicitation de ma part de faire les frais d'une nouvelle tentative qui d'après les assurances qu'elle a bien voulu m'en donner ne pouvait au contraire que tourner à mon avantage et ne devait porter aucune atteinte à ma concession, si le sieur Mathieu qu'elle avait choisi pour vaincre les difficultés qui m'avaient arrêté eût rempli ses vues ; elle le chargea donc d'ouvrir un nouveau puits qu'il commença à 30 toises du mien le 30 août 1784 ; après des moyens très coûteux et qui ont occasionné plus de 50.000 francs de dépenses en y comprenant la consommation que ce particulier a faite d'une partie de mes matériaux, machines et ustensiles, ce puits a échoué comme le mien à 110 pieds de profondeur et l'administration a abandonné cette opération le 30 juin 1785...

Dix années sont donc révolues depuis que Tubeuf a obtenu sa concession en 1779. En 1785, il a affirmé pouvoir livrer à Paris quotidiennement 1200 quintaux de charbon « d'une qualité excellente ».

En 1786 il fait insérer dans les journaux :

.

Nous croyons devoir annoncer au public le succès des travaux entrepris à Luzarches et continués avec persévérance par le sieur de Tubeuf concessionnaire du Roi pour les mines de charbon des environs de Paris.

Après avoir découvert une première veine de charbon de huit à dix pouces d'épaisseur il a continué à fouiller et en a trouvé une seconde de quatre pieds d'épaisseur... (1).

Le 7 février (1787), une assemblée tenue chez M. Groune décide une conversion des cent actions des mines de Paris

(1) Copies de lettres... entrées 1786-1791, déj. cit.

en mille actions et nomme un conseil d'administration composé de MM. le comte de Gervilliers, le marquis de Quineville de Cimeny, de Groune, de Tubeuf et d'un des nouveaux actionnaires (1). Le 1^{er} mars Tubeuf contre-signé les nouvelles actions, déjà signées par MM. de Gervilliers et de Quineville. Le 2, Groune remet à Tubeuf douze anciennes actions de mille livres chacune dont la vente doit procurer des fonds à la société (2).

Le 22 août (1789), Groune avisait Tubeuf qu'il avait obtenu « une permission du bureau de la ville pour annoncer par affiches la découverte de notre charbon et ses propriétés, et le prix auquel on pourra le vendre à Paris. Il serait absolument nécessaire d'en faire venir un couple de voitures à Paris, dans le cas où quelqu'un en voudrait faire des épreuves nous avons annoncé qu'il y en avait présentement à Sarcelles ».

Les résultats obtenus étaient en réalité fort maigres, mais ils suffisaient à Tubeuf pour repartir immédiatement en une belle crise d'optimisme :

LETTRE A M. RENAUX

Le 19 décembre 1789.

Il y a eu aujourd'hui une assemblée de ma compagnie des mines de Paris, M. de Laumont Inspecteur Général des mines chargé par M. de la Millière de faire la visite de mes travaux de Lavilleneuve et de l'effet du four à plâtre que j'ai fait construire à Saint-Brice en a fait son rapport à notre assemblée, où il a dit qu'il a trouvé ces travaux en très bon état et très bien conduits ; que la veine de charbon que j'y ai découverte promet une longue, abondante et avantageuse exploitation, qui par les deux puits actuellement existants, et aussitôt que la galerie qui doit les communiquer sera finie, donnera au moins 120.000 francs de bénéfice par an.

(1) Copies de lettres... entrées 1786-1791, déjà cit.

(2) Nous trouvons, en cette année 1787, dans le dossier déjà cité, notes, copies de lettres... 1786-1791, une lettre adressée à Tubeuf par un nommé Santerre. Peut-être s'agit-il du futur commandant de la garde nationale. Tubeuf l'avait chargé de lui acheter quatre chevaux pour son exploitation.

Tubeuf était à Paris aux premiers jours de la Révolution. Il assista à la journée du 14 juillet et il faut avouer qu'il considéra les événements avec une incompréhension absolue. Pour lui, les bourgeois s'armèrent et prirent la Bastille afin de se défendre contre les excès de la populace :

LETTRE A M. LEJOLIVET

18 juillet 1789.

L'alarme que nous venons d'essuyer, Monsieur, m'avait fait conduire ma famille à la campagne...

D'après les brigandages que la populace a commis le 13 courant, la bourgeoisie s'est portée vers le Roi, pour qu'il lui soit permis de prendre les armes et de se garder elle-même ce qui lui a été refusé.

La bourgeoisie est allée aussitôt forcer les Invalides à lui donner des armes, qu'ils lui ont livrées, ensuite à la Bastille où elle a été si mal accueillie que la bourgeoisie s'est décidée de s'en emparer de force. Après quelques carnages la Bastille a été forcée et prise le 15. M. de Launay, Gouverneur, a eu la tête tranchée le même jour ainsi que M. Flesselles, Prévôt des Marchands, convaincu de trahison...

Presqu'immédiatement, d'ailleurs, Tubeuf se désintéressa du mouvement politique et sa correspondance ne contient que peu ou pas d'allusion à la crise formidable qui se déroulait sous ses yeux. En revanche, il avait trop souffert sinon des privilèges, du moins des privilégiés pour qu'il ne se réjouît pas du crépuscule de leur règne. Lorsqu'éclate la Révolution, la situation de Tubeuf est désespérée, il ne peut qu'accueillir avec espoir un mouvement qui — son optimisme n'en doute pas — lui sera favorable.

Les premiers actes des nouveaux pouvoirs lui ouvraient en effet les plus larges espérances. Ils semblaient créés spécialement pour soutenir sa cause. Le 18 août 1790, par exemple, Bailly, maire de Paris, adressait la lettre suivante à M. de la Millière, intendant général des mines de France(1):

(1) Mines de Luzarches, Cransac... déjà cit.

Vous ne doutez pas, Monsieur, qu'une mine de charbon de terre située à Villeneuve, pour ainsi dire aux portes de la capitale, ne fût infiniment précieuse pour son approvisionnement ; il s'agit donc de savoir si cette mine existe réellement et présente l'espoir d'être abondante : voici les renseignements que je puis vous donner à ce sujet :

Les entrepreneurs de cette mine s'étant adressés aussi au département des Approvisionnements, pour solliciter des secours, produisirent pour les déterminer un procès-verbal de M. de Laumont, Ingénieur des mines du Royaume, qui constate positivement l'existence de la mine de charbon de terre de Villeneuve et de Luzarches, et contredit formellement les opérations des minéralogistes qui ont prétendu jusqu'à présent qu'il n'est pas possible de trouver des mines de charbon de terre dans les environs de Paris ; cette demande fut ensuite envoyée au département des Domaines, et M. Santerre, l'un de ses administrateurs qui a des connaissances en minéralogie, fit la visite de cette mine de Villeneuve et de Luzarches et son rapport fut avantageux...

Signé : BAILLY.

Tubeuf, ainsi encouragé, s'était vite ressaisi et songeait déjà à tirer des ressources du nouvel état de choses.

Le 22 septembre 1790 il envoyait une lettre-mémoire « à MM. les Administrateurs de la municipalité de Paris (1) ». Il allait droit au but et ne cachait pas sa pensée :

Messieurs,

Ce qui peut le plus satisfaire et honorer tout à la fois une municipalité, c'est d'employer les fonds qui sont à sa disposition de manière qu'il en résulte un accroissement de première nécessité et de revenus pour la chose publique.

Ces fonds, il proposait trois moyens de les employer pour la plus grande utilité de la capitale qui avait besoin d'être assurée de son approvisionnement de combustible, et pour le plus grand avantage de lui, Tubeuf, et de ses actionnaires :

Dans ces circonstances, les actionnaires et le concessionnaire se sont réunis pour solliciter auprès de la Municipalité le secours

(1) Copies de lettres... 1786-1791, déjà cit.

dont ils ont besoin, et ils ont fait réciproquement des sacrifices pour offrir au Corps Municipal un gage des avances qu'il est nécessaire de faire pour le développement de ces travaux.

Ils proposent à cet effet trois moyens :

Le premier de rembourser à la Municipalité, les sommes dont elle les aiderait des premiers produits de l'entreprise.

Le second de laisser à sa disposition, cent des mille actions qui sont sur le fond de l'entreprise à raison de 1.000 livres chacune de manière que pour 50.000 livres dont ils estiment avoir besoin pour la mettre en produit, la Municipalité serait propriétaire de ces cent actions, c'est-à-dire d'un dixième de l'entreprise.

Le troisième que si la Municipalité dédaignait ces cent actions, les actionnaires consentiraient, plutôt que de voir périr entre leurs mains cette précieuse entreprise, de la remettre en entier au Corps Municipal, en leur remboursant leurs avances, ou en leur en payant l'intérêt ainsi que mieux lui semblerait.

Lorsqu'il fut certain que la question des mines serait portée devant l'Assemblée, Tubeuf, dont l'ardeur sollicitieuse n'était pas lassée, commença des démarches innombrables et pressantes auprès de Regnauld d'Epercy et des membres du Comité d'Agriculture et de Commerce, le seul Comité saisi, à ce moment, de la question des mines :

J'ai vu M. Renault d'Epercy qui m'a communiqué la lettre relative aux concessions de mines adressée aujourd'hui aux différents départements, où il s'en trouve, et dont il m'a fait donner la copie ci-après au Comité d'Agriculture et de Commerce (1).

Le 21 octobre, il se faisait communiquer les délibérations du Comité des mines. Le même jour, il adressait une lettre au rapporteur du Comité d'Agriculture et de Commerce.

Des mines de Paris, il n'est presque plus question au copie de lettres, sinon pour la mention de quelques petits détails : Ainsi le 22 octobre (1790) Tubeuf est assigné au Conseil (?) par deux manœuvres de la fosse de Villeneuve, en payement de ce que la compagnie leur devait.

Le dossier des mines de Luzarches se termine par quelques réclamations de fournisseurs parisiens non payés (1790)

(1) Octobre 1790.

et par quelques démarches d'hommes d'affaires qui cherchent de l'argent pour l'entrepreneur (1791). Tubeuf songeait à ce moment à faire une nouvelle émission d'actions.

Nous ne connaissons pas la conclusion de l'affaire utopique des mines de Paris. Quelques dossiers épars, postérieurs à 1791, contiennent de vagues allusions à cette entreprise dont le nom reparut quand les nécessités de la défense nationale imposèrent la recherche à outrance du combustible. Mais le nom seulement de ces mines fut évoqué. On savait bien que les rêves, les illusions, les besoins de Tubeuf avaient seuls pu découvrir une mine aux environs de la capitale. L'aventure se perdit dans la tourmente révolutionnaire. Le départ de Tubeuf, l'émigration sans doute d'un certain nombre d'actionnaires, dispersa la société, et l'entreprise des mines de Paris entra dans l'oubli.

CHAPITRE V

Les mines de Normandie.

Les exploitations que les dossiers de Tubeuf désignent sous le nom de « Mines de Normandie » forment plusieurs groupes dont la plupart porteraient plus justement le titre de « Mines du Cotentin ». Les centres de ces mines sont : Le Plessis, Saussey, Auville, Coutances (1). Tubeuf attacha à ces mines qui, en cas de réussite, étaient destinées à alimenter une région industrielle, de raffineries, de tissages, de teintureries, etc., cliente, pour de grosses quantités, d'exploitations anglaises, une grande importance. Pourtant, personnellement, il s'occupa peu de ces entreprises.

Les origines de ces concessions sont incertaines, les dates de leurs débuts en sont même contradictoires, selon Tubeuf.

Le 6 décembre 1788, il écrivait : « En parcourant le diocèse de Coutances, il y a huit ans, j'y vis des indices de charbon... j'en rendis compte au ministre qui m'obtint du Roi la concession pour l'exploitation de ces mines dans l'étendue du diocèse de Coutances par un arrêt du Conseil du 4 septembre 1781 (2). Or un mémoire résumant l'histoire financière de ces mines de Normandie, fournit une date toute différente (3).

Mines de Normandie, 20 août 1776.

Je soussigné François-Pierre Tubeuf, concessionnaire du Roy, reconnais qu'en vertu de l'ordonnance de M. Esmangart, Intendant de la généralité de Caen en date du... 1777 sur laquelle inter-

(1) Tubeuf fut également intéressé aux mines importantes de Littry.

(2) Copies de lettres... 1786-1791, déjà cit.

(3) Papiers particuliers. Dossier : Mines de Normandie, mines du Plessis, 1780-1784.

viendra l'arrêt définitif du Conseil d'Etat du Roi pour l'exploitation des mines de charbon de terre dont j'ai fait la découverte dans la presqu'île du Cottentin...

Dès 1781, le directeur Cautionnat, qui est établi au Plessis, commence avec Tubeuf une longue correspondance technique. Nous ne possédons pas les lettres du concessionnaire, mais celles de son subordonné forment un ensemble important, à la vérité un peu monotone : jour par jour ou à peu près, elles rendent compte des travaux de l'exploitation, des incidents, des menus faits, du nombre de pieds déblayés, de l'état de l'atmosphère dans les galeries, etc...

Les travaux avaient probablement commencé sur d'anciennes mines abandonnées, car Cautionnat fait constamment allusion à une galerie « des anciens » dont il trouve les boisages encore en bon état. La difficulté n'était donc pas de trouver le charbon lui-même, qui apparaissait par places, mais d'atteindre la veine principale. Cette mine était au surplus extrêmement humide et la lutte contre l'eau s'y présentait particulièrement difficile. De plus Cautionnat, le directeur, ne s'entendait que médiocrement avec M. Le Coq, qui était probablement l'ingénieur de l'entreprise.

Peut-être à cause de ces conditions douteuses, peut-être aussi en raison de ses autres entreprises, Tubeuf ne manifestait pas un empressement extrême à se rendre sur les travaux.

Pour que la concession encore provisoire devînt définitive, il fallait faire à Paris l'envoi réglementaire de charbon extrait en présence du subdélégué à fin d'analyses et d'expériences à l'Ecole des Mines pour que le Conseil se prononçât en connaissance de cause. Les recherches traînaient en longueur et sans beaucoup de fruit malgré l'assurance des représentants de Tubeuf et les nouvelles favorables qu'ils lui adressaient ; ils avaient subi sans doute la contagion de l'optimisme de leur patron puisque Cautionnat avoue lui-même, le 31 janvier (1781), qu'il est obligé de fournir au forgeron de l'exploitation du « charbon de bois ».

Le 24 février (1781) l'ingénieur Le Coq annonce qu'ils ont eu l'agréable surprise de rencontrer les travaux et la veine

des anciens propriétaires beaucoup plus vite qu'ils ne s'y attendaient (1).

C'est à ce moment, plutôt favorable, que la querelle latente entre le directeur Cautionnat et Le Coq, éclate enfin. Elle donne lieu à une longue correspondance qui constitue un document pittoresque de l'histoire de la vie du personnel des mines sur les concessions, mais que les difficultés d'édition nous obligent à négliger pour le moment.

Tubeuf mit tout le monde d'accord en acceptant la démission de Le Coq et en renvoyant Cautionnat. Désormais, à partir de mai 1781, la correspondance du directeur du Plessis est signée : Sibille.

Nous ne connaissons ni les antécédents de ce personnage ni sa formation intellectuelle, mais il est surprenant que Tubeuf ait envoyé sur une concession importante, abandonnée complètement — faute de sa présence — à l'initiative, à la science et à l'autorité d'un directeur, un homme aussi inexpérimenté que celui qui dans une lettre du 9 mai (2) écrivait ces phrases qui indiquent plutôt un maître mineur ou un comptable qu'un chef :

LETTRE DE M. SIBILLE A M. TUBEUF

Au Plessis, le 9 mai 1781.

Vous avez dû vous appercevoir par la première lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire que je n'avais pas encore fait de grands progrès dans l'art des mines ; celle-ci n'en fera pas paraître beaucoup plus, il était nécessaire que je commençasse par me rendre familiers tous les noms des ouvriers afin de ne pas les leur demander à chaque fois qu'on a besoin d'eux. Je suis avec beaucoup de facilité leurs journées que j'inscris avec grand soin, et comme à la fin de chaque quinzaine il n'était pas aisé quelquefois de les faire convenir du nombre de jours qu'ils avaient travaillé, je les appelle toutes les semaines, et je leur mets sous les yeux le détail de ces journées pour éviter la confusion.

(1) Papiers particuliers. Dossier : Mines de Normandie, mines du Plessis, 1780-1784.

(2) *Ibid.*

Tubeuf eût dû voir immédiatement que l'homme qu'il avait envoyé comme directeur du Plessis n'avait même pas l'envergure nécessaire pour faire un employé supérieur.

Cautionnat avait probablement escompté la maladresse, la timidité et la gaucherie de son successeur. Mais on comprend moins que Tubeuf ait persisté dans son intention de lui remettre ses affaires. Bien mieux, il lui fit confier une mission fort délicate : la visite clandestine de la mine concurrente de Litry dans laquelle le concessionnaire n'avait pas encore d'intérêt.

LETTRE DE M. SIBILLE A M. TUBEUF

Au Plessis, le 9 août 1781.

Je sens bien qu'il ne serait pas prudent de m'annoncer à Litry comme mineur et que je pourrais en revenir sans avoir rien vu, M. Cautionnat m'a communiqué là-dessus son avis, il en pense comme vous et moi ; mon dessein est de ne point dire ce que je suis, mais de me promener sur les travaux comme un étranger curieux, sans marquer aucun intérêt, mais plutôt un grand étonnement de voir tant de travail ; j'affecterai d'être peu courageux, de descendre si on me le permet, enfin je jouerai de mon mieux le rôle de fourbe, l'hypocrisie me sera bien permise puisque je n'ai aucune mauvaise intention. M. Cautionnat m'a presque promis de m'y laisser aller au retour de son voyage... (1).

Tubeuf à ce moment a des velléités de se rendre en Normandie, du moins il le laisse espérer à ses directeurs, car Cautionnat est toujours sur l'exploitation. Rusé comme il devait l'être, il avait abandonné à Sibille tout le soin de la correspondance, espérant que plus il écrirait, plus il affirmerait une infériorité qui devait le rendre, lui Cautionnat, indispensable. Mais, il arriva qu'en dépit de ses débuts misérables, Sibille se forma peu à peu : sa correspondance s'affermir, se précise, s'éclaircit, devient plus pleine, plus avisée. Elle commence à fournir des détails techniques, des renseignements intéressants. Mais, en même temps qu'il se

(1) Mines de Normandie... 1780-1784, *déj. cit.*

réveille, le directeur comprend la situation et ses lettres, ce qui ne devait guère convenir à Tubeuf, se teintent d'une nuance de doute sur la réussite :

.
Un particulier d'ici me disait ces jours derniers qu'un monsieur de Valognes lui avait assuré qu'une nouvelle Compagnie se tenait toute prête pour travailler sur nos pas en cas que nous vinssons à quitter, il serait bien fâcheux de laisser à d'autres les richesses que nous aurions cherchées en vain... (1).

Le fléau de l'eau contre lequel on luttait depuis les débuts, n'était pas encore vaincu sur l'exploitation. On avait essayé de la machine à molettes qui se trouva insuffisante, on fit l'expérience de la machine hydraulique, inspirée des moulins à eau.

La machine à molettes ne suffit pas pour extraire toutes nos eaux, par conséquent en supposant que nous ayons le même résultat avec la machine que l'on va poser, il nous faut au moins deux machines, pour faire le service des chevaux, et une troisième pour suppléer aux hommes sur le petit puits.

Expérience faite pendant le service de la machine hydraulique de la première construction : il nous fallait douze minutes pour extraire 240 pintes d'eau mesure de Paris ; observez Monsieur que la perte d'eau mentionnée dans les précédentes correspondances par les défauts connus de la machine égale environ $1/4$ de la quantité qu'on a pu calculer (2).

Les terrains humides qui formaient souterrainement de véritables marécages étaient fort probablement l'origine de l'épidémie qui sévissait parmi les ouvriers et sur le pays.

Une lettre collective du 2 mai qu'ils adressèrent au concessionnaire dénotait un état de découragement très compréhensible en face de l'inutilité des efforts accomplis et des réels dangers qui menaçaient maintenant le personnel.

Tubeuf, malgré les difficultés énormes que rencontraient ses collaborateurs, malgré la nécessité évidente de prendre des mesures énergiques soit pour doubler les machines,

(1) Mines de Normandie... 1780-1784, déj. cit. Lettre du 28 août 1781.

(2) Mine de Ménil-Aubert, près de Coutances... Mines de Normandie... 1780-1784, déj. cit. Lettre du 14 mars 1782.

soit pour assurer un rendement supérieur de celles qui fonctionnaient, ne se décidait pas à entreprendre le court voyage de Normandie. Déjà son esprit mobile, entreprenant et habitué à s'éprendre toujours mieux de sa dernière chimère, était accaparé par ses projets de Paris où il apercevait d'ailleurs de plus immédiats bénéfices soit industriels, soit de spéculation.

Le 29 août une lettre de Sibille annonçait la fin de l'entreprise du Plessis, vaincue en réalité par l'abondance des eaux, par la négligence de Tubeuf et par la qualité de ses représentants.

Tubeuf, dont l'orgueil acceptait malaisément la défaite, prétendit plus tard qu'il n'avait abandonné les travaux du Plessis que pour consacrer toute son activité à l'entreprise de Paris, et, comme on aurait pu lui objecter que les mines de Normandie où il ne se rendait jamais ne l'accaparaient pas beaucoup, il prétendit alternativement que c'était à la prière de Bertin ou pour déférer aux désirs de sa société qu'il avait donné tous ses soins aux exploitations de la banlieue parisienne :

Mines de Coutances.

.
Celle-ci m'est d'autant plus précieuse que je la tiens de vos bontés ; vous voulûtes bien Monsieur, me l'accorder le 4 septembre 1781. La Compagnie qui en faisait les fonds, après y avoir dépensé 60.000 livres et que j'y fus parvenu à la découverte d'une veine de charbon d'excellente qualité, me proposa de me la remettre pour la somme qui y avait été employée. Si je voulais porter son intérêt dans l'entreprise de Paris pour laquelle elle m'offrait 400.000 francs de fonds. J'y consentis, et je suspendis celle de Coutances, que je me proposais de reprendre aussitôt que celle de Paris serait en valeur... (1).

*
* *

(1) Papiers particuliers. Dossier : Mines de Normandie (Cotentin) Saussey, Auville, Coutances, fours à chaux, 1782-1785. Tubeuf hésita avant d'abandonner définitivement ses mines de Normandie. Il fut plusieurs fois sur le point d'en reprendre l'exploitation, probablement au moment où les mines de Paris ne lui apportaient que désillusion.

Il semble — les documents sont peu explicites — que Tubeuf, après un voyage qu'il fit dans le Cotentin en septembre 1782, immédiatement après l'abandon du Plessis, pour vérifier des indices de charbon et organiser les travaux, constitua une nouvelle société pour l'exploitation des mines de Saussey, Auville, Coutances (1).

Sur cette nouvelle entreprise, Tubeuf installa deux directeurs que nous connaissons déjà : Sibille et Cautionnat. Ils ne paraissent pas avoir eu d'attributions séparées. Il est probable qu'ils voyageaient tour à tour sur les différents chantiers. La correspondance est signée indistinctement par l'un ou par l'autre.

Les premiers travaux annonçaient des opérations difficiles et laissaient craindre encore une fois la présence redoutable des eaux. Tubeuf, à cette époque, avait atténué la générosité de ses salaires. Ses ouvriers étaient payés à la tâche et supportaient en plus les frais d'éclairage et de poudre :

En cinq jours consécutifs quatre ouvriers ont fait environ deux toises, et occupé continuellement deux manœuvres. Les ouvriers demandent 18 francs de la toise sans se charger des manœuvres ; à ce prix, s'ils font deux pieds en vingt-quatre heures ils gagneront six livres à quatre, sur quoi ils payeront toujours la chandelle et la poudre si comme je m'y attends bien ils en ont besoin... (2).

(1) A la date du 19 octobre 1782, nous trouvons le procès-verbal de la vente d'une action qui nous renseigne sur la société et sur la date de la concession :

Vente d'une action à dame veuve Guilliet, 19 octobre 1782.

« Je soussigné François-Pierre Tubeuf, concessionnaire du Roy pour l'exploitation des mines de charbon de terre du diocèse de Coutances en Normandie par arrêt du Conseil du quatre septembre mil sept cent quatre-vingt-un dont ci-joint copie, reconnais que des cent actions ou sols d'intérêt dans lesquels ladite entreprise est divisée, j'ai cejourd'hui vendu, cédé et transporté une desdites cent actions à Madame Elisabeth-Nicole-Leny Guilliet veuve de Messire Augustin Guilliet Conseiller du Roy à sa cour des Aides de Paris, paroisse Saint-Paul, moyennant le prix et somme de huit mille livres que j'ai cejourd'hui reçu comptant de madite dame... »

Signé : TUBEUF-GUILLIET.

Papiers particuliers ; dossier : Mines de Normandie (Cotentin) Saussey. Auville, Coutances, fours à chaux, 1782-1785.

(2) Mines de Normandie... 1782-1785, déjà cité. Lettre du 12 octobre 1782,

Les prévisions de Tubeuf furent-elles déçues et les premiers charbons extraits ne trouvèrent-ils pas un débouché aussi facile qu'il l'avait prévu ? Voulut-il attirer la clientèle habituée aux charbons d'Angleterre en démontrant que ses produits étaient bons pour la fabrication de la chaux, industrie importante de la région ? Eut-il peut-être l'intention réelle d'adjoindre à son exploitation minière une fabrique de ciment, comme de Solages avait adjoint une verrerie à son entreprise de Carmaux ? Il est difficile de démêler l'idée qui inspira Tubeuf. Toujours est-il qu'il donna des ordres pour qu'on construisit un four à chaux d'essai à Saussey et qu'on y fit des expériences avec son charbon. Les fours, mal exécutés, ne donnèrent que des résultats douteux. L'expérience, dont le procès-verbal fut transmis à Tubeuf, eut lieu le 28 mars 1783.

Depuis cette époque, les fours à chaux tiennent une grande place dans la correspondance de Cautionnat. Les essais sont peu heureux à la vérité et conduits par des hommes sans connaissance en cette matière qui tâtonnent et se trompent.

A dater du 17 août, cette correspondance de Cautionnat, qui a abandonné les fours à chaux, expose en termes clairs les difficultés auxquelles jusque-là il n'était fait que des allusions : la présence des eaux intérieures. Dès lors on peut redouter de rencontrer à Coutances et à Saussey les mêmes insurmontables obstacles qui ont déterminé l'abandon du Plessis.

C'est peut-être la perspective d'une semblable aventure qui suggéra à l'inlassable Tubeuf la pensée de faire rechercher d'autres gisements dans la même région. Toujours est-il que les 9, 10 et 11 septembre, Cautionnat parcourait la côte orientale du Cotentin en quête d'indices de houille (1) et de nouvelles entreprises. Il s'agissait en effet d'agir avec énergie, car la concession était guettée par des industriels en quête d'établissements. Même le Plessis, abandonné après une lutte sans espoir, et où l'on entretenait toujours des anciens travaux, attirait les convoitises.

(1) Mines de Normandie... 1782-1785, déjà cité. Lettre du 14 septembre 1783.

Des fouilles avaient entre temps été commencées à Auville. Elles ne s'annonçaient que sous les plus navrants auspices. La compagnie découragée par ses inutiles efforts et ses insuccès répétés se montrait peu pressée à payer les appointements de son personnel et les salaires de ses ouvriers. Cautionnat qui — à l'en croire — recevait des offres brillantes pour passer sur d'autres entreprises (1), réclamait énergiquement ce qui lui était dû.

Durant toute l'année 1784, les travaux continuèrent sans résultats sur ces différentes exploitations et les fouilles se poursuivirent de droite et de gauche, partout où on croyait remarquer un affleurement. Au début de 1785, la situation de la compagnie était loin d'être rassurante. Louis Hervieu, son principal ouvrier, contremaître employé sur ses chantiers depuis de longues années, auxiliaire dévoué de tous les directeurs et ingénieurs de la concession, avait été obligé de prendre des gages. Chargé de la garde « des effets des mines », il se les était adjugés en garantie de ses appointements non payés. Le différend fut porté devant l'intendant de la généralité de Caen. Le 21 mars 1785, une convention intervint entre Hervieu et Cautionnat, représentant Tubeuf. La compagnie prit l'engagement de payer à l'ouvrier dans le délai d'un mois la somme de 250 livres.

Malgré cette situation précaire, l'optimisme de Tubeuf ne désarmait pas et il le communiquait à tout son personnel.

La correspondance des mines de Normandie se termine sur une lettre de Cautionnat du 26 novembre 1785, pleine de vigueur et d'entrain. Il annonce son arrivée.

Tout ce que nous savons des suites de cette entreprise, c'est qu'en 1788, Tubeuf n'avait pas abandonné l'espoir de créer en Normandie et dans le Cotentin une exploitation importante. Dans une lettre adressée le 4 mars à Joly de Fleury (2), il faisait en quelques mots un historique de ses exploitations normandes :

(1) Mines de Normandie... 1782-1785, déjà cité. Lettre du 13 novembre 1783.

(2) Copie de lettres... 1786-1791... déj. cit.

.
Je tiens de vos bontés, Monsieur, la concession des mines de charbon du diocèse contenu en Normandie, j'y ai fait la découverte d'une veine de charbon de bonne qualité ainsi qu'il en a été constaté par l'envoi qui en a été fait d'une caisse à M. Eman-guard, intendant à Caen, lequel charbon avait été extrait en présence de son subdélégué, ainsi il ne reste aucun doute sur cette première découverte.

Sur ces entrefaites je découvris, aux environs de Paris, des indications de charbon, j'en parlai à la Compagnie que j'avais formée pour l'entreprise en Normandie, elle me proposa de transporter notre nouvelle société, et commencer par la nouvelle entreprise de Paris, comme étant plus sous ses yeux, et promettant de plus grands avantages, aux conditions qu'elle laissât à mon entière disposition celle de Normandie, en lui remboursant seulement les dépenses qu'elle y avait faites se montant environ à 80.000 francs.

Des premiers bénéfices que j'en tirerai, et que je m'en occuperai que lorsque j'aurai mis en valeur celle de Paris.

J'acceptai cette proposition dans l'espoir d'en faire une affaire particulière qui ne peut être qu'infiniment bonne. Aujourd'hui je crois que celle de Paris est de nature à exiger tous mes soins et qu'il ne me sera guère possible de faire valoir par moi-même l'entreprise de Normandie. Je me déciderai donc à la vendre soit en totalité, soit en m'y réservant seulement un intérêt afin de ne pas perdre celle de Paris.

Les circonstances actuelles me paraissent avantageuses pour cela, d'abord la création du port de Cherbourg qui tire tout son charbon d'Angleterre, et en fait une consommation immense, et en second lieu l'intérêt de M. de Laumay, intendant de Caen, qui a en mains toutes les facilités pour cette négociation qui serait infiniment avantageuse puisqu'il serait question de mettre en activité la plus belle entreprise du département, laquelle s'étend de Granville à Cherbourg, et comprend plus de quarante lieues des côtes de la mer...

Malgré tant de déboires, Tubeuf ne s'avouait pas vaincu.

CHAPITRE VI

La fin de Tubeuf.

En 1790, la situation de Tubœuf est désespérée. Deux de ses entreprises, les mines de Paris et les mines de Normandie, épuisées par dix ans de vaines recherches, n'ont plus que les lueurs de vie que leur insuffle la ténacité — inutile — de leur directeur général ; quant à sa grande pensée, les mines du Languedoc, indéniablement riches et abondantes, il est maintenant hors de doute que la Révolution ne leur apportera ni la confirmation absolue de concession, comme il l'a espéré, ni la sécurité sociale qui peut être encore leur salut, ni la sympathie agissante de la région dont elles ont besoin. Aucune des entreprises de Tubeuf ne peut plus rien attendre de ses efforts ni des circonstances. Il ne reste rien debout des espoirs au nom desquels il a, sans compter, engagé ses ressources personnelles et accumulé un énorme passif, qu'il ne peut plus songer à éteindre désormais. Sa situation financière, comme sa situation industrielle, est inextricable.

C'est dans cette lutte désespérée que Tubeuf donne le mieux la mesure de son énergie. Ruiné, abattu, terrassé, il ne se déclare pas encore vaincu ; inlassable, il proclame partout qu'il est sur le point de fournir à la capitale d'énormes quantités de combustible, qu'il va triompher en Languedoc, que ses mines de Normandie vont alimenter abondamment la province. Il stimule ses directeurs, il dirige ses ingénieurs, il sollicite les comités, il visite le rapporteur de la loi qui se prépare, il adresse des mémoires à l'Assemblée, il expose ses vastes vues sur le problème général des mines, il défend avec toute son âme l'œuvre si compromise,

fruit de longues années de lutttes et d'efforts, et, comme s'il croyait lui-même à la possibilité de sauver des entreprises où il mit toute sa vie, jamais son activité ne fut plus ardente ni plus passionnée (1). Cette énergie était dans la logique de son optimisme. Mais en dépit de lui-même, ses yeux s'ouvraient peu à peu, il comprenait malgré lui. Toutes les rancoeurs, toutes les injustices, tout le résidu des longues et vaines batailles, toute l'amertume des haines, toutes les blessures qu'il avait reçues dans la lutte, tous ses échecs enfin avaient accumulé derrière son entrain, son courage et sa volonté, comme un abcès invisible de doute et de découragement. En 1790, l'abcès creva, ruinant la robustesse de la constitution. Tubeuf décide de s'expatrier.

Il tourne tout naturellement les yeux vers l'Amérique. C'était la mode alors de s'exiler au Nouveau Monde. Au reste, à cet homme qui n'avait pas renoncé à se constituer une nouvelle vie et une grande fortune, il fallait des terres neuves où, loin des formes étouffantes des vieilles civilisations, il pût développer en liberté les indomptables ressources de son caractère. Et peut-être son vieil atavisme normand le poussait-il à fixer ses regards à l'Ouest, vers l'horizon de la mer.

Tubeuf, sa résolution prise, entra en relation avec un grand propriétaire et vendeur de terrains de Virginie du nom de Richard Smith, qui lui proposa l'acquisition d'une vingtaine de lots. L'acheteur prit ses renseignements sur chacun de ces lots auprès d'un M. Stevens, arpenteur des terres de Richard Smith et il confia à ce dernier la traduction des réponses qu'il recevait. La naïveté était peut-être grande de se documenter sur la valeur des terres auprès du vendeur lui-même ou de son personnel. Mais outre que cette naïveté était assez bien dans le caractère de Tubeuf, il n'avait guère le choix sur les

(1) Au moment où Tubeuf abandonnait l'Europe, sans espoir de retour, forcé à cet exil par sa situation industrielle, il n'avait pas encore perdu tout espoir en l'avenir de ses différentes concessions. C'est en vue de poursuivre leur exploitation et de conserver à sa famille un accès dans les sociétés qu'il avait formées qu'il laissa à sa femme une procuration générale et des procurations particulières, entre autres pour les mines de Paris.

sources à consulter. Il reçut naturellement les meilleures nouvelles : les courants d'eau (Indiancreek et autres) étaient favorables au transport, aux moulins, aux machines hydrauliques. Le terrain, doucement vallonné, était riche et propre, semblait-il, aussi bien aux arbres fruitiers qu'au blé indien ou qu'à la canne à sucre ; il contenait des apparences intéressantes de mines de charbon, de plomb et de cuivre... c'était prendre Tubeuf par son côté faible (1).

Tubeuf consulta aussi les notes de M. Jettenson, ambassadeur des Etats-Unis à la Cour de France, lui-même propriétaire dans ces contrées. Il y trouva une description idyllique des pays pour lesquels il allait s'embarquer.

Il dicte aussitôt à M^{re} Tubeuf un tableau enthousiaste et magnifique, célébrant sans se lasser les fleurs, les routes, la terre, l'arbre à sucre et jusqu'aux moindres arbustes, qui fournissent des « drogues d'un grand produit ».

C'était bien la manière de l'invincible et incroyable optimisme des Tubeuf. En s'exaltant sur ces notes, ils n'avaient oublié qu'une chose : c'est qu'elles ne pouvaient s'appliquer indifféremment à toutes les régions de l'immense pays appelé « Virginie » et que, vraies peut-être pour la partie où M. Jettenson possédait son domaine, elles pouvaient réserver bien des déboires à ceux qui voudraient y voir les caractères de toute la contrée (2).

Le 17 août 1790, par devant les conseillers du Roi, notaires du Châtelet, Gibé et Martin, un acte de vente fut passé entre « Richard Smith, ancien négociant anglais, demeurant ordinairement à Londres, Postlane Place... étant ce jour à

(1) Papiers particuliers. Dossier : Notes diverses. Virginie.

(2) Après son départ, M^{re} Tubeuf, inquiète, continua à recueillir des renseignements. Peut-être comprit elle — trop tard — les dangers de l'optimisme à outrance. Ainsi, dans le dossier : Notes diverses, Virginie, on trouve ce document sans date, mais qui peut être certainement situé à la fin de 1791 :

NOTE

Pays des derrières de la Virginie.

Les nouvelles qu'on reçoit journellement des derrières de la Virginie annoncent qu'il est on ne peut plus dangereux d'aller s'y établir.

En octobre 1790 les sauvages ont attaqué et battu les Américains dans le Kentucky, ceux-ci y ont eu un corps de 400 hommes de milieu massacrés...

Paris, rue Sainte-Avoye, n° 7, paroisse Saint-Nicolas des Champs » et « M. François de Tubeuf, citoyen français, demeurant à Paris, rue Neuve Saint-Gilles, hôtel de Venise, paroisse Saint-Paul ». Le contrat portait : 1° sur le fonds et superficie de 3.000 acres ou arpents anglais (1), dans le comté de Russell en Virginie ; 2° sur 3.000 autres acres contigus. En Tubeuf l'ancien concessionnaire, l'industriel passionné survivait à la ruine de ses espérances : Il avait fait stipuler que la vente portait à la fois sur la *superficie* et sur le *fonds*. Souvenir d'Alais et de Pigères ! Tubeuf, en même temps que la terre, achetait les arbres de toutes espèces, le droit de transport sur les rivières à travers les autres propriétés de Smith. La vente était faite au prix de neuf livres tournoi l'acre, soit 54.000 mille livres tournoi pour la totalité des terrains que l'acheteur payait comptant. Smith lui abandonnait, à titre gracieux, dix carrés d'un demi-arpent chacun, à choisir à son gré sur l'emplacement désigné pour la construction de la ville projetée, et dix autres carrés de même dimension en dehors des limites de cette ville (2).

Tubeuf, probablement toujours à court d'argent, ayant peut-être emprunté pour acquérir ces terrains, chercha de suite à en vendre une partie. Il céda deux cents acres à Julien, l'aide de camp de La Fayette et à Hardi son commis. A trois livres de bénéfice par acre, il réalisait immédiatement une somme de six cents livres. Il vendit également à M. Grandidier père, juge au tribunal de Château-Thierry, et à ses trois fils,

(1) L'acre ou arpent anglais valait 4.050 mètres carrés.

(2) Affaires de Virginie... 1790..., déj. cit. Il est toujours très difficile de démêler la vérité dans les affaires de Tubeuf. Sa situation, et celle de sa famille après son départ, étaient si embrouillées qu'il fut parfois impossible à lui-même et aux siens de l'exposer au vrai. Ainsi, dans une requête au Président du Directoire exécutif, du 27 nivôse an V, la veuve de Tubeuf écrit : « Mon mari... passa aux Etats-Unis de l'Amérique... autant pour se soustraire aux plaintes de ses créanciers que pour y chercher une existence en défrichant des terres qu'il avait eues en échange et sans bourse délier... » (Procès épurement et Castries. Notes diverses... déj. cit.) Cette requête était destinée à faire rayer Tubeuf de la liste des émigrés. Peut-être est-ce pour cette raison qu'elle dissimulait l'achat effectué. De plus, il était urgent pour M^{me} Tubeuf de faire croire qu'à l'époque de son départ son mari était ruiné. Mais il faut bien qu'ici l'héritière de Tubeuf ait fait erreur puisque l'acte de vente existe et enregistre le paiement comptant.

deux cents acres pour la somme de trois cents livres, soit à quinze livres l'acre, ce qui lui assura un nouveau bénéfice de six livres par acre (1).

Les projets de colonisation de Tubeuf prenaient des allures de spéculations sur les terrains du Nouveau Monde, d'autant que Tubeuf parti, sa femme, avec ses pleins pouvoirs, continua les opérations : à la date du 13 septembre 1792, nous trouvons dans les papiers particuliers de Tubeuf, un acte de vente signé de M^{me} de Tubeuf, par lequel elle cède — sous la réserve de désignation par son mari — deux cents acres de terres de Virginie à la demoiselle Louise-Henriette Potier, épouse du sieur Duhamel, pour la somme de douze cents livres (2).

En novembre (1790), Tubeuf se mit en rapport avec John Harvie, greffier général du bureau des terres à Richmond. Il lui annonçait son acquisition, son départ au printemps prochain avec une partie de sa famille et plusieurs « familles particulières, connues et honnêtes », et il lui adressait un certain nombre de questions pratiques (3). Le 13 février 1791, Harvie répond à Tubeuf et détruit d'un coup toutes ses illusions et toutes ses espérances. Sa lettre est si pessimiste, si désespérante qu'on en arrive à se demander si ces lignes qui semblent la description d'un enfer, n'ont pas été dictées au greffier des terres par un sentiment d'intérêt. Il répond une par une aux questions de Tubeuf avec une apparence d'impartialité mais dans un sens qui contredit absolument les renseignements recueillis d'autre part par l'émigrant. C'est dans ses réflexions personnelles surtout que ce singulier fonctionnaire fait passer toute son amertume contre le pays et contre les hommes, contre les Américains, contre les Anglais et autres colons. Harvie se rendit si bien compte de l'étrangeté et de l'incorrection de cette attitude, qu'il n'osa

(1) Prix du contrat de vente. Un peu plus tard, dans une lettre du 9 mars 1791 (copie de lettres... 1786-1791... *déj. cit.*), Tubeuf affirmera avoir vendu aux Grandidier l'acre neuf livres, c'est-à-dire sans bénéfice, ce qui est invraisemblable...

(2) Notes diverses... Virginie..., *déj. cit.*

(3) Copies de lettres 1786-1791, *déj. cit.*

signer cette lettre de son nom. Il emprunta un pseudonyme à une tribu voisine de sauvages.

Ses sinistres prédictions devaient se réaliser. Ses renseignements n'étaient que trop exacts !

Tubeuf règle ses affaires, signe des billets, et, chemin faisant, place à un de ses créanciers, M. de Cinery, deux cents acres de ses terrains. Il s'occupe d'entraîner son fils à la vie qui l'attend aux colonies, il lui fait donner des leçons d'équitation. Et, comme un souvenir de sa vie industrielle, comme un regret de l'abandon de l'œuvre, à cette heure où il doit être détaché de tout ce qui fut son orgueil et son espoir, il envoie encore à Renaux, son directeur du Languedoc, quelques ordres et quelques conseils, il lui indique quelques démarches en faveur des exploitations et toute l'étendue de son désastre intime se découvre soudain dans ces échos affaiblis des grandes batailles de jadis.

LETTRE A M. RENAUX

14 février 1791.

Je reçois Monsieur votre lettre du 6 n° 5.

Ne vous laissez pas surprendre par les poursuites du sieur Benezet, elles doivent être arrêtées par la décision de votre département, par la lettre qui lui a été adressée par le comité.

Ne négligez pas l'affaire du meunier afin qu'elle soit terminée sans délai.

Envoyez-moi le plus tôt possible le plan bien détaillé de vos travaux sous une très petite échelle (1).

Suit un résumé de la loi que va voter l'Assemblée nationale qu'il adresse à son chef d'exploitation.

Jusqu'au dernier moment, Tubeuf espère on ne sait quel coup favorable du sort, jusqu'au dernier moment, en tous cas, il reste le concessionnaire-directeur des mines royales du Bas-Languedoc.

Cependant, dès février, il se préoccupe de trouver en France un correspondant et d'assurer son passage et celui

(1) Copie de lettres 1786-1791, déj. cit.

de ses compagnons. Il se met en rapport avec M. Louis le Grand, négociant au Havre.

Tubeuf ne part pas seul en effet. Il emmène avec lui toute une petite colonie :

« Je pars demain matin avec mon fils, une nièce M^{lle} de Laporte, M. de Spada et les MM. Grandidier, avec la femme de l'ainé, avec M. l'abbé Dubois, M. Peschet et M. Hardy et 30 domestiques. » L'ascendant et le prestige de Tubeuf entraînent ces hommes vers des mirages de fortune.

Tubeuf s'embarqua le 30 mai 1791 sur la *Petite Néande*, capitaine Pitalugi.

Que fut la vie de Tubeuf et de ses compagnons sur cette terre encore inconnue vers laquelle ils avaient navigué comme vers un Eldorado ? Il est impossible de le dire. Nous savons seulement qu'en mars 1792, quelques-uns des exilés contractèrent solidairement un emprunt de « six cents pounds » ou livres anglaises à l'Etat de Virginie ou plutôt, que ce fut Tubeuf qui réalisa l'opération et qu'il répartit les fonds entre ses compagnons (1).

Puis c'est le silence presque absolu, la nuit presque complète. L'acte de décès, dressé par le Consulat général des Etats-Unis, nous apprend que Tubeuf s'enfonça dans l'intérieur des terres, au delà des « Montagnes Apaches », dans la partie la plus reculée et la plus sauvage de la Virginie. La route postale n'atteignait pas son établissement qui n'avait d'autre part que très peu de communications avec les autres parties des Etats-Unis. Sa résidence était à cinq ou six cents milles de la mer et de tout agent diplomatique français. Dans les pièces qui furent dressées à l'occasion des démarches effectuées par M^{me} Tubeuf pour faire rayer le nom de son mari de la liste des émigrés, nous trouvons cette seule indication sur la vie du colon :

Un certificat en langue anglaise, en date du 18 avril 1792, avec la traduction en français constatant que ledit Tubeuf était arrivé en 1791 sur les terres qu'il avait acquises dans le comté de Russells,

(1) Copies de lettres... 1786-1791, *déj. cit.*, deux reconnaissances du 19 mars 1792 à Tubeuf, une de Louise Duchesne, une autre de César Lefebvre.

et qu'il y résidait avec ses deux fils, savoir : Pierre-François qui arriva avec son père, et Pierre-Jean-Alexandre qui s'y est rendu depuis, âgé d'environ douze ans à l'époque dudit certificat.

Autre certificat en date du 18 messidor an III du Chancelier du Consulat des États-Unis de l'Amérique attestant qu'au mois de mai 1793 étant dans le comté de Russells, il avait trouvé ledit Tubeuf avec ses deux fils occupés au défrichement de ses terres : qu'il était arrivé en Virginie en 1791, qu'il n'en était pas sorti depuis ce temps et qu'il y jouissait d'une bonne réputation.

Autre certificat du même jour donné par le consul des États-Unis de l'Amérique attestant les mêmes faits à la même résidence (1).

Tubeuf, en mai 1793, semble avoir été abandonné par les compagnons d'exil qui ont suivi sa fortune. Peut-être s'est-il séparé volontairement d'eux. A cette date, il doit encore être plein de confiance dans la réussite puisqu'il appelle auprès de lui son second fils (2).

Tubeuf fut tué, en mai 1795, en repoussant une attaque de Peaux-Rouges (3).

(1) Dossier : Procès épurement..., déj. cit. Extrait des registres des délibérations du directoire exécutif, Paris, le 18 brumaire, an V de la République.

(2) Le 25 nivôse, an XI, le vice-commissaire français de Virginie, délivra un passeport à Alexandre Tubeuf, négociant à Norfolk, âgé de vingt-cinq ans, qui se rendait à Bordeaux sur le bâtiment américain *La Jeanne*. Quant à Pierre-François, l'autre fils de Tubeuf, il était en fructidor, an III, âgé de vingt et un ans, il résidait en Virginie avec le titre de secrétaire traducteur du consulat général de Paris. Il était citoyen américain. Quant aux autres compagnons de Tubeuf, on ne retrouve pas leurs traces ; sa nièce rentra, croyons-nous, en France.

(3) CONSULAT GÉNÉRAL DES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE
Décès de François-Pierre Tubeuf, mai 1795.

Je soussigné James Cote Montflorencia, chancelier du Consulat Général des États-Unis de l'Amérique à Paris, certifie à qui il appartiendra, que dans l'Etat de Virginie et plusieurs autres des États-Unis, il n'est pas tenu de registres mortuaires, et que le décès des personnes y est constaté sur la déclaration assermentée des personnes qui en ont connaissance ; qu'il est constant d'après les lettres que le citoyen Monro, le ministre plénipotentiaire des États-Unis près la République Française, a reçues dans l'hiver de l'année 1795, et d'après une gazette de la ville de Knexville, et plusieurs lettres que j'ai reçues moi-même du voisinage de l'endroit qu'habitait François-Pierre Tubeuf que ledit Tubeuf est décédé au mois de mai mil sept cent quatre-vingt-quinze sur son habitation dans le comté de Russells Etat de Virginie ; que ledit comté est au delà des montagnes Apa(la)ches et le plus reculé, avoisinant une grande étendue de territoire inculte et non habité ; qu'il est de ma connaissance que ladite habitation dudit citoyen Tubeuf était

Telle fut la destinée de Tubeuf : une des plus batailleuses, une des plus mouvementées, une des plus difficiles qu'il soit possible de rencontrer dans l'histoire industrielle du XVIII^e siècle ; une des plus instructives aussi. Rien ne manque à cette passionnante figure de lutteur utopiste, pas même le romanesque d'une fin lointaine et mystérieuse dans une embuscade de sauvages.

Trois caractères dominant cette curieuse figure : la passion des affaires, une ténacité indomptable, un optimisme sans bornes. Il ne faut pas aux grands conquérants économiques modernes d'autres qualités pour fonder leurs empires et ces fécondes dispositions de son esprit compensent les tares réelles de sa nature, parfois trop habile et pas assez sincère, quémandeuse, brouillonne, mais au fond généreuse quand même, quoique déformée par l'âpreté de la lutte.

à l'extrême frontière dudit comté de Russells ; qu'il n'y avait pas de route de poste jusqu'à ce comté, et presque pas de communications aux autres parties des Etats-Unis ; que ladite habitation est éloignée d'environ cinq à six cents milles du bord de la mer, et conséquemment d'à peu près la même distance de la résidence d'aucun consul de la République Française ; qu'en 1793 ledit citoyen Tubeuf ne savait pas un mot de la langue anglaise, et conséquemment ne pouvait lire les seuls papiers en cette langue, et qui n'y arrivaient que très rarement apportés par des voyageurs qui s'écartaient des grandes routes pour explorer le pays ; qu'aucun Français à ma connaissance n'avait formé d'établissements dans ce comté qui renferme suivant l'opinion générale beaucoup de minéraux et surtout dans la montagne du Clinch, et sur les terres dudit citoyen Tubeuf ; et enfin que je crois fermement qu'il était de toute improbabilité audit citoyen Tubeuf d'entretenir de ce pays aucune correspondance avec les ennemis de la République, et qu'il lui était même de la plus grande difficulté d'y recevoir des nouvelles de sa famille, et de ses parents en France.

En foi de quoi j'ai signé les présentes et y ai apposé le sceau du Consulat à Paris ce trois brumaire de l'an V de la République Française et le vingt-unième de l'Indépendance Américaine.

(Sceau)

Signé : MONTFLORENCE.

Enregistré à Paris le 11 fructidor an IX. Reçu un franc, un décime.

Signé : LANNENOTTE.

Le Ministre des relations extérieures certifie que la signature de l'autre part est celle de M. Montflorenc, Chancelier du Consulat général des Etats-Unis de l'Amérique auprès de la République Française.

A Paris le vingt-cinq nivôse an V de la République Française.

Signé : CH. DELACROIX.

(Sceau)

Par le Ministre.

Signé : F. GUIAUDET.

Secrétaire Général.

Dossier : copies de lettres... 1786, déj. cit.

Tubeuf parut à une époque où tout était à créer ou à modifier : la mentalité et le milieu industriels, les méthodes, le machinisme, et même l'esprit de l'administration qu'il fallait entraîner contre la routine, l'ignorance, l'intérêt, l'inexpérience.

Tout le prodigieux effort de Tubeuf, qui, en d'autres temps, eût été un magnifique facteur de production, s'employa à renverser la solide barrière qui s'élevait devant la jeune et impatiente industrie. Il ne put réaliser.

Il n'en est pas moins vrai que son audace, son ardeur à brasser les affaires, son habitude de voir grand, sa puissance d'activité, ouvrirent pour l'avenir les larges routes et les grandes conceptions à l'industrie naissante.

Il y a du prophète industriel dans ses intuitions, même les plus malheureuses pour lui-même : on découvre aujourd'hui l'immense bassin minier de Normandie que Tubeuf avait entrevu en un éclair de génie et où il usa en vain tant de ressources et tant d'énergie.

Mais c'est le bassin du Gard surtout qui lui doit une profonde reconnaissance. Il est son œuvre, c'est lui qui l'a découvert, qui a commencé à l'exploiter méthodiquement, qui a attiré sur lui l'attention générale et jusqu'aux entreprises utiles de ses adversaires. C'est lui qui a appliqué à ce puissant gisement les premiers efforts organisés d'où sa prospérité a pris son essor. Il a fait la richesse de cette région misérable et si l'ingratitude des hommes n'était pas le salaire coutumier des novateurs, sa statue devrait s'élever sur une des places publiques d'Alais.

BIBLIOGRAPHIE

Les papiers de Tubeuf.

La source principale, de beaucoup la plus importante, de notre étude sur Tubeuf, est constituée par les papiers personnels du concessionnaire. M. Bardon, pour le livre que nous avons cité et dont nous nous sommes servi (1), a eu ces papiers entre les mains. C'est du moins ce qu'affirme M^{me} de Tubeuf, la dernière descendante (par alliance), encore vivante du grand industriel. Assurément, M. Bardon ne doit pas avoir lu tous les papiers qui, par une exceptionnelle aubaine, lui tombaient entre les mains. S'il les avait complètement dépouillés, il eût sans doute parlé moins négligemment de cette trouvaille. Constatons qu'il a passé sous silence maintes indications de premier ordre, des documents de haute importance et que d'ailleurs tous les textes qu'il cite sont empruntés exclusivement à trois ou quatre dossiers de ce fonds qui est considérable, comme on va le voir.

Ces raisons, jointes à celles exposées dans notre introduction, nous ont décidé à entreprendre, pour notre compte, un examen complet et attentif des papiers conservés à Alais. Gardés dans la famille de Tubeuf jusqu'au début de notre siècle, ils ont été remis par le dernier descendant de Tubeuf, M. Louis de Tubeuf, mort il y a quelques années, à l'administration de la mine de Rochebelle, en janvier 1907 (2). Pieuse et touchante pensée puisque cette mine, ouverte par le concessionnaire du xviii^e siècle, fut sa grande espérance,

(1) *L'exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime*, par Achille BARDON. IV, Nîmes, 1898.

(2) Il est à peu près certain que M. Louis de Tubeuf conserva par devers lui quelques papiers très confidentiels qui furent, par la suite, détruits.

son constant souci et la justification par la suite de son invincible optimisme.

Nous avons décrit d'autre part l'état matériel de ces papiers. Ils se présentent en liasses, en registres, et aussi en deux petits cahiers, peu volumineux, qui n'ont sans doute jamais eu de couvertures. Nous les classons pour notre usage comme suit :

I. — Papiers de Tubeuf.

II. — Papiers de la succession de Tubeuf.

I

Les registres sont au nombre de sept :

I. — *Journal des Mines Royales du Bas Languedoc* (mars 1770 à mai 1791) ;

2. — *Journal des opérations des Mines Royales du Bas Languedoc* (1774-1779) ;

3. — *Journal du détail et menues dépenses de mes affaires domestiques et particulières* 1776 à 1796) ;

4. — *Livre de correspondance* (novembre 1779 à octobre 1785) ;

5. — *Copies de lettres, entrées, notes, opérations* (1786-1791) ;

6. — *Copies de lettres* (4 décembre 1782-1784) ;

7. — *Recettes et dépenses des travaux de Luzarches et dépenses particulières à Luzarches* (1784-1786).

Les numéros 6 et 7 sont les deux petits cahiers que nous mentionnons plus haut et qui ne méritent guère le nom de registres.

La série de ces registres comprend l'ensemble des affaires de Tubeuf : Languedoc. Paris. Normandie. Divers (1). *Les copies de lettres et le livre de correspondance*, qui présentent un puissant intérêt, renferment la plus grande partie de la correspondance de Tubeuf, relative à ses affaires industrielles, financières et judiciaires avec quelques lettres privées.

Le journal des mines royales et le journal des opérations des mines royales sont une manière d'histoire au jour le

(1) Bardou s'est surtout servi des n^{os} 1, 2, 3, 4, 5, et des n^{os} 1, 2, 3, de la série des liasses.

jour des recherches, des fouilles, des découvertes de charbon, de l'état des travaux, des luttes judiciaires ou autres pour établir la concession, des démarches de Tubeuf auprès des pouvoirs locaux du pouvoir central et aussi de ses démarches financières, etc...

Le journal du détail et menues dépenses... est un livre de compte personnel, minutieusement tenu et qui, précieux pour l'histoire de Tubeuf lui-même, et, plus généralement, pour l'histoire de l'existence des entrepreneurs de mines, serait encore d'un prix infini à qui étudierait la vie et les mœurs au XVIII^e siècle. On y trouve des détails et des chiffres qu'on doit rencontrer rarement ailleurs.

Les liasses doivent être divisées en deux catégories :

1^o Les liasses qui contiennent les papiers relatifs aux affaires languedociennes :

I. — Procès contre l'abbé de Bréard (1783-1789).

II. — Procès contre Faure et autres (1784).

III. — Procès contre la compagnie d'épurement et le maréchal de Castries (1784-1812).

La première liasse a trait aux affaires qui suivirent la vente de la concession d'Alais à un abbé insolvable.

La seconde liasse est constituée par les poursuites qui furent la conséquence de la plus grave des attaques à main armée qu'eut à subir Tubeuf.

La troisième liasse est formée par le procès engagé à propos de la mine de la Grand'Combe ; un certain nombre de documents sont postérieurs à la mort de Tubeuf (1795).

2^o Les liasses IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI intéressent les diverses autres exploitations de Tubeuf et ont été complètement négligées par M. Bardon.

IV. — Mines des environs de Paris (1780-1791) ;

V. — Mines de Villeneuve (1778-1791) ;

VI. — Mines de Luzarches (1778-1791) ;

VII. — Mines de Saint-Sauveur-le-Vicomte en Basse Normandie (1778-1784) ;

VIII. — Mines d'Argentac (1778-1784) ;

IX. — Mines de Cransac (1764-1769) ;

X. — Mines de Saussey (1782-1784) ;

XI. — Mines du Plessis (1780-1785).

Un certain nombre de ces liasses, spécialement les liasses VII, X et XI ne contiennent pas ou presque pas de lettres de Tubeuf, mais la correspondance de ses directeurs de mines.

Les autres liasses — et surtout IV, V, VI — renferment un mélange des détails divers d'une concession depuis les fouilles en vue de trouver du charbon jusqu'aux opérations financières.

Les liasses VIII et IX sont les moins importantes. Dans le dossier de la mine de Cransac, il y a pourtant des renseignements, les plus lointains que nous possédions, sur la vie de Tubeuf. A ces registres et à ces liasses il faut ajouter :

1° Des *Notes sur François-Pierre de Tubeuf*, renseignements biographiques, héraldiques et généalogiques réunis par M. Louis de Tubeuf, ainsi qu'une table générale des correspondants de ce dernier ;

2° Un dossier sur les affaires de Virginie : achats de terrains, renseignements sur le pays, procuration à M^{me} Tubeuf. Il y a aussi des documents concernant la Virginie et l'émigration de Tubeuf dans le registre n° 5 (lettres, reconnaissances de prêts, enquêtes sur le pays), dans la liasse n° III (passeport, procès-verbal de décès de Tubeuf, requêtes de sa veuve). Ces pièces ont été rattachées à ces dossiers quand elles se rapportaient à des procès commencés par le concessionnaire et poursuivis après sa mort, elles font alors partie d'un ensemble, ou quand elles sont comprises dans la correspondance générale. On trouve encore des ventes et achats de terres en Virginie par M. et M^{me} Tubeuf, une procuration générale laissée par Tubeuf à sa femme avant son départ dans : 3° Notes diverses (comptes de directeurs de mines, lettres au sujet de la vente du château de Rochebelle, correspondance Lejolvivet, etc...).

II

Papiers postérieurs à la mort de Tubeuf (1795) :

1° Quatre registres de copies de lettres presque toutes en anglais. Ces documents concernent surtout le fils aîné de Tubeuf, Alexandre :

- I. — Un registre de décembre 1801 à août 1803.
- II. — Un registre du 14 janvier 1804 au 5 août 1807.
- III. — Un registre de mai 1818 à janvier 1824.
- IV. — Un registre de janvier 1824 à juillet 1828.

Il y a encore pour cette période de nombreuses liasses, sans ordre, sans classement, qui comprennent divers travaux, de la correspondance, des comptes de diverses exploitations de l'arrondissement d'Alais. Tous ces papiers peuvent *à peu près*, d'après le coup d'œil que nous y avons jeté, être réunis, pensons-nous, en quinze liasses qui i raient de 1802 à 1832.

On conçoit, d'après cet inventaire sommaire, l'importance du fonds retrouvé aux mines de Rochebelle. Il contient l'histoire complète d'un industriel et de plusieurs industries. Toute la série des registres surtout nous a conservé, minutieusement notées et commentées, la vie du concessionnaire et l'existence, au jour le jour, de ses entreprises.

Nous n'avons pas songé un instant à faire une édition pure et simple de la totalité de ces documents : les papiers d'un particulier ou d'une industrie spéciale comportent beaucoup de pièces personnelles ou relatives à des événements sans importance, dont l'intérêt s'est évanoui avec les circonstances passagères. Même parmi les papiers importants, les répétitions nombreuses imposent un choix. Il est donc impossible d'éditer utilement — sauf exceptions — un fonds particulier dans son ensemble.

Dans le cas spécial de Tubeuf, il nous a paru évident — après étude — que ces papiers devaient non faire l'objet d'une publication spéciale mais servir à documenter une

histoire de l'homme et de son œuvre en les complétant avec ce que nous avons trouvé dans les dépôts publics. Nous avons donc résolu d'utiliser les papiers retrouvés uniquement sous forme de citations.

Mais l'abondance des papiers de l'industriel est telle, que même après avoir fait un premier choix, notre travail demeurait encore très difficile. La conception même de notre ouvrage nous a inspiré la méthode à adopter pour le classement des documents et leur emploi.

Obligé, après coup, étant données les conditions exceptionnellement onéreuses de l'imprimerie, de restreindre notre travail, nous en avons éliminé tout ce qui concernait l'homme privé.

Nous eûmes de longues hésitations devant la masse et l'intérêt des papiers plus spécialement industriels et financiers : le premier travail a consisté, sur place, en face de la totalité des papiers, à choisir, bien entendu, ce qu'ils contenaient d'essentiel. L'opération était moins simple que l'on ne peut penser, car presque tout ce que nous lisions présentait un intérêt certain. Nous avons essayé de mettre à part les documents qui renfermaient le plus de détails de premier ordre, le plus d'idées ou de faits importants, les indications les plus précises. Les documents ainsi retenus étaient encore trop nombreux pour pouvoir être cités dans leur totalité et leur intégralité. Ils eussent d'ailleurs offert trop de répétitions et par suite, de la monotonie. Notre dernier choix a été guidé par trois idées : 1° Retenir les documents ou les passages de documents les plus complets, les plus pleins, ceux qui, entre plusieurs autres de même nature, réunissaient le mieux un ensemble de faits ou d'indications complètes ; 2° Utiliser les documents ou les fragments de documents qui nous semblaient être dans l'histoire d'une concession ou dans le développement d'une affaire le point central, le pivot, l'instant essentiel ou qui représentaient le mieux le caractère dominant ou l'effort décisif ou la raison de la chute ou du succès ; 3° Autant qu'il nous a été possible, nous avons essayé de concilier ces divers points de vue avec l'intérêt que les papiers de Tubeuf pouvaient présenter pour l'histoire

générale des mines au xviii^e siècle que nous avons étudiée d'autre part. Dans notre pensée, l'histoire de Tubeuf, qui se suffit pourtant à elle-même, en est une manière d'illustration.

Archives de province.

Dès la fin de nos recherches aux Archives nationales, nous avons acquis la conviction que les fonds de province ne pouvaient rien nous offrir de nouveau à propos de Tubeuf : les concessionnaires de mines relevaient administrativement et judiciairement des intendants et du Conseil, c'est-à-dire uniquement du pouvoir central et de ses représentants. Dans ces conditions tout ce qui les concernait fut centralisé à Paris, soit qu'ils eussent été en rapport direct avec la direction générale des mines, soit que l'intendant eût transmis à son administration ce qui touchait à cette industrie. Les archives de province ne pouvaient donc nous offrir pour Tubeuf que des copies de documents déjà vus à Paris ou au contraire les minutes des réponses et des papiers dont les expéditions font partie des Archives nationales.

Nous avons pourtant, par acquit de conscience, visité les dépôts de l'Hérault et du Gard qui devaient être, en cas d'erreur de notre part, les dépôts les plus riches en ce qui concerne Tubeuf. Ces dépôts et l'inventaire des archives du Calvados ont absolument confirmé notre conviction.

Dans ces dépôts, la seule série qui pût nous offrir quelque intérêt était la série C, administrations provinciales.

Archives de l'Hérault. — C. 2716. Lettre du marquis de Montferrier à propos des réclamations de Tubeuf sur la capitation. Montpellier, 9 mars 1784.

C. 2717. Lettres de La Barberie, 18 et 26 août 1776. Demande d'avis de Bertin, 29 octobre 1776.

C. 2734. Projet de lettre à propos des concessions Tubeuf, 29 mai 1771. 4 mai 1771. Une lettre sans date.

Lettre de Bertin à Saint-Priest, 7 décembre 1771.

Un rapport d'un subdélégué, 5 septembre 1784.

Etc..., etc...

Archives du Gard. — C. 194. Lettre de Tubeuf à l'intendant sur l'emploi de son charbon dans les distilleries, 23 février 1774, etc., etc... Lettre (signature illisible) sur la proposition de Tubeuf de rendre navigable une rivière, 1^{er} mars 1779.

Lettre de Montferrier à propos de l'opposition des États au privilège de Tubeuf, 6 mai 1780.

C. 274. Extrait des registres des délibérations des États du Languedoc.

C. 1839. Extrait des registres...

Bibliothèque municipale de Nîmes.

Nous avons trouvé à la Bibliothèque municipale de la ville de Nîmes, sous la cote *Mss. 496*, une série de lettres concernant la Compagnie d'épurement de charbon Ling, établie en Languedoc. Tubeuf ayant traité avec cette compagnie pour la fourniture de la houille et d'autre part, son ancien directeur Allès ayant passé au service de la compagnie et étant devenu, dans ces nouvelles fonctions, son plus violent ennemi, le concessionnaire se trouve nécessairement mêlé à cette correspondance. Les lettres les plus importantes sont de la main d'Allès. Voir les n^{os} 68, 75, etc., de mars et mai 1780.

C'est d'après M. Bardon — qui les a dépouillés avec grande conscience — que nous avons utilisé les fonds de l'Hôtel-de-Ville et des notaires d'Alais.

Archives nationales.

Dans la série T (papiers séquestrés), dans le dossier T 522-1-2 (n^o 7) une pièce, sous le titre « État des mines connues dans la généralité de Paris » mentionne la concession de Tubeuf aux environs de la capitale.

Dans la série H (administrations locales et fonds de comptabilité) H1 pays d'États ; H 931 contient : protestations des États contre les concessions de Tubeuf, mémoires sur les mines du diocèse d'Uzès, mémoire pour le syndic du diocèse d'Alais, extrait du registre du bureau de police de la ville

d'Alais, protestation des habitants de Saint-Ambroix, réunion d'habitants, protestations d'habitants, protestations de communes, délibération du Conseil de Saint-Jean-de-Valeriscle, protestation de l'assiette du diocèse d'Uzès, etc...

H 1103 contient : Lettre de Tubeuf à propos de la capitulation et du vingtième industriel, extrait des délibérations des Etats. Lettres de Saint-Priest à propos des affaires Tubeuf.

F 14 *bis* 7682. — La série F 14 *bis* comprend les papiers versés aux Archives nationales en 1909 par le ministère des Travaux publics.

Ces papiers proviennent de sources diverses : contrôle général des finances, intendance générale des mines, intendance des ponts et chaussées, intendants du commerce, extraits des assemblées et administrations provinciales.

Le carton 7682, qui nous intéresse spécialement puisqu'il est presque entièrement formé par des papiers concernant Tubeuf, contient à peu près 400 pièces. Les affaires Tubeuf y occupent la place la plus importante. Mais il ne s'agit dans ce carton que de ses exploitations du Languedoc. Les lettres de Tubeuf, les documents judiciaires, les consultations et mémoires d'avocat y sont fort nombreux. On y trouve aussi des copies des délibérations des Etats du Languedoc, des extraits des séances de l'administration centrale du département du Gard, etc... On y rencontre enfin des lettres de Renau, le directeur-ingénieur d'Alais, de l'abbé de Bréard, et diverses autres pièces qui se rapportent à l'histoire des mines de Rochebelle plus indirectement. Mentionnons ici quelques-unes des pièces principales :

F 14 *bis* 7682, n° 06. — Lettre signée Tubeuf, adressée à M. de La Boullaye, intendant général de toutes les mines du royaume ou des domaines du Roi, en son hôtel à Paris.

N° 2. — Mémoire pour le sieur François-Pierre Tubeuf, concessionnaire du Roy des mines de charbon de terre des environs d'Alais en Languedoc contre le Maréchal de Castries, Ministre et Secrétaire d'Etat.

N° 4. — Précis de l'affaire Tubeuf, concessionnaire des mines de charbon des environs d'Alais en Languedoc.

N° 5. — 8 octobre 1782. — Copie de l'expédition du jugement rendu par M. l'intendant remis le 11 courant à 5 heures du soir. Jean-Emmanuel de Guignard, chevalier, vicomte de Saint-Priest, conseiller d'Etat ordinaire intendant de justice, police et finance de la province de Languedoc. Fait à Montpellier le 12 septembre 1782. Collationnée.

Signé : SOIFFURE, greffier.

N° 6. — *Imprimé*. — Le Conseil soussigné. Lecture faite des pétitions et mémoires, ensemble des différens arrêts du Conseil d'Etat des 17 avril 1773, 24 mars 1774, 19 mars 1782, 9 mars 1784, et 29 décembre 1788. (Consultation.)

N° 8. — *Imprimé*. — Mémoire à consulter et consultation pour le sieur Tubeuf, concessionnaire du Roi, contre M. le Maréchal de Castries ministre d'Etat.

Signé : DE LA CROIX.

Délibéré à Paris, le 2 décembre 1785. Imprimerie de Demonville, rue Christine, 1786.

N° 9. — Requête de Tubeuf et défenses contradictoires.

N° 11. — Demande des Etats de Languedoc et révocation de la concession du sieur Tubeuf. M. de La Boullaye 3 juin 1784 à Montpellier le 22 avril 1784.

Signé : DE SAINT-PIEST.

N° 12. — Instance entre M. le Maréchal de Castries et le sieur Tubeuf. Conclusions de M. de Castries (Mines M. de Launai pour rapporter au comité contentieux).

N° 23. — Lettre de Tubeuf du 23 décembre 1872, datée d'Alais.

N° 15. — Observations sur les nouveaux arrangements proposés dans l'affaire du sieur Tubeuf.

Ces observations sont de M. Trinquelaque sieur du diocèse d'Uzès.

N° 16 A. — A Monseigneur le vicomte de Saint-Priest, conseiller du Roi en ses Conseils, maître des requêtes ordinaires de son hôtel, intendant de justice, police et finances en la province de Languedoc. Lettre de Laporte de Saint-Cels, procureur-fondé de Tubeuf.

N° 25. — Copie de l'article 8 du Cahier des Etats de Languedoc présenté en 1783.

N° 26. — Observations sur les nouveaux arrangements proposés dans l'affaire du sieur Tubeuf.

N° 28. — Arrêt de surséance demandé à M. le baron de Breteuil par le sieur Tubeuf.

N° 28A. — Lettre de Renau (le Jeune) à M. l'intendant du Languedoc, 15 octobre 1784.

N° 29. — Lettre de Bréard, probablement au subdélégué, datée de Rochebelle, 18 décembre 1783.

N° 30. — Lettre de Tubeuf du 20 octobre 1783.

N° 30 A. — 25 brumaire. — Conseil des Mines — à la fin de la pièce — de Saint-Florent le 12 brumaire an X républicain.

Autre pièce 30 A. — Résumé du sieur Tubeuf sur son instance avec M. le marquis de Castries au sujet des mines de charbon de terre du comté d'Alais et avec les scindics de la province de Languedoc.

N° 31. — Lettre de de Tubeuf à un haut fonctionnaire des bureaux de La Boullaye, datée de Luzarche, 3 août 1783.

N° 33. — Lettre de Renau, 7 janvier 1788.

N° 36. — Protestation du maréchal de Castries contre une proposition de de Tubeuf (vente de ses travaux au Roi).

N° 37. — Lettre de Renau (le Jeune) à de La Boullaye, Rochebelle 1786.

N° 38. — Lettre de Renau, 9 juillet 1788.

N° 40. — *Section A.* — 23 messidor, an VIII. N° 4084-25. Extrait des registres de l'administration centrale du département du Gard. Séance du 17 pluviôse, l'an IV de la République une et indivisible, présents les citoyens : Gide, président, Troupel, Lagarde, Boyer Devillas, Jean Pieyre fils, administrateurs, et Rabaut, commissaire du Directoire exécutif. (C'est une pétition.)

N° 45. — Copie d'une lettre circulaire écrite à MM. les curés, maires et consuls des paroisses de Saint-Jean-de-Valeriscle, Meiranne, Roubiac et Baune, par Tubeuf, concessionnaire du Roi des mines de charbon de terre des environs d'Alais, à Alais, 9 mai 1784.

N° 46. — Copie des trois actes passés entre le sieur Tubeuf et la compagnie du sieur Ling.

N° 47. — Copie du privilège obtenu par le sieur Tubeuf et de plusieurs ordonnances de M. l'intendant, obtenues en conséquence.

N° 470. — Procès-verbal de visite de la mine de charbon de la Grand' Combe appartenant à M. le Maréchal de Castries.

N° 525. — Département du Gard. Arrondissement d'Alais.

Instance entre M. Tubeuf et M. le Maréchal de Castries. (Arrêts et Arrêtés du Département du Conseil).

Mines de houille.

Pièces tirées des archives :

17 avril 1773. Arrêt du Conseil d'Etat.

4 mars 1774. Arrêt du Conseil d'Etat.

8 août 1780. Arrêt du Conseil d'Etat.

19 mars 1782. Arrêt du Conseil.

9 mars 1784. Arrêt du Conseil d'Etat.

29 décembre 1788. Arrêt du Conseil.

17 pluviôse, an IV. Arrêt de l'administration centrale du département du Gard.

Imprimés.

Le plus important des imprimés concernant Tubeuf est le livre de M. Bardon, dont nous avons déjà parlé : *L'exploitation du bassin houiller d'Alais sous l'ancien régime*, par ACHILLE BARDON, receveur de l'enregistrement à Nîmes, correspondant du ministère de l'Instruction publique. Nîmes, imprimerie Clavel et Chastanier, A. Chastanier successeur, 1898. C'est un volume de 384 pages, divisé en huit chapitres, dont voici les titres :

Chap. I. — Les mines de houille et de fer du XIII^e siècle au XVIII^e siècle.

II. — L'édit de 1744.

III. — Tubeuf, son titre de concession.

IV. — Les adversaires de Tubeuf.

V. — La compagnie d'épurement.

VI. — Les bureaux du ministre et le conseil de commerce.

VII. — La Grand'Combe.

VIII. — Les mines au moment de la Révolution.

Il y a un avant-propos, 3 pièces justificatives :

I. — Procès-verbal de visite de l'exploitation de Barbut, du Pont-Saint-Esprit (18 septembre 1776).

II. — Lettre de de Lafage à de Montferrier (mai 1780).

III. — Lettre de Cabane de Caumont à de Joubert (août 1777).

Le livre se termine par une table des noms et un index géographique.

Nous avons été amené dans notre introduction et dans notre étude sur les papiers personnels de Tubeuf à parler de l'ouvrage de M. Bardon. Le premier chapitre est un historique clair et utile des mines de la région. Le chapitre II — l'Edit de 1744 — est insuffisant. L'auteur a mal vu l'importance considérable de cet édit qui constitue la première grande loi minière et d'où vont procéder la loi de 1791 et celle de 1810. Il a trop réduit l'étude de cet édit à de petits faits régionaux ; pour exposer son application dans le bassin d'Alais, il fallait d'abord considérer sa portée générale. La partie concernant Tubeuf commence plus spécialement à la page 64 et se termine à la page 316. Le dernier chapitre contient encore des renseignements intéressants sur l'industriel. On ne conserve de ces pages qu'une impression obscure, confuse, on ne peut en saisir ni les grandes lignes ni les idées générales. Il ne demeure dans la mémoire qu'un chaos, Tubeuf et son œuvre n'apparaissent nullement dans leur unité. Cette impression est, à notre avis, l'effet de plusieurs causes :

Défauts de conception : M. Bardon a commis l'erreur de croire que, ne voulant étudier que les mines du bassin houiller d'Alais, il pouvait distinguer en Tubeuf le concessionnaire languedocien de l'industriel parisien ou normand. Tubeuf forme un tout, toutes les parties de sa vie et de ses travaux s'éclairent l'une par l'autre et le réduire à être l'homme d'Alais, c'est diminuer singulièrement son ampleur et sa portée.

Il y a, à notre sens, un autre défaut de conception dans l'ouvrage en question : l'auteur s'est efforcé d'écrire l'histoire des concessions de Tubeuf dans le bassin d'Alais pour ainsi dire *au jour le jour*. C'était se vouer d'avance à la monotonie et aux répétitions sans fin. Il n'y a, pensons-nous, que deux méthodes utiles pour se servir des papiers complets

d'une grande industrie : ou les laisser parler et en donner la publication totale ou y rechercher les grandes lignes, les instants essentiels de cette industrie, les caractères psychologiques de son ou de ses chefs et n'en publier que des extraits, les parties qui peuvent éclairer l'étude abrégée que l'on a entreprise, tout en donnant une idée des documents laissés de côté. M. Bardon n'a adopté ni l'une ni l'autre de ces méthodes ; il a écrit l'histoire presque quotidienne de Tubeuf et de sa concession et, aveuglé par la poursuite du détail, il a souvent négligé les documents les plus importants. De son ouvrage, il ne reste aucune conception claire et nette de ce que furent les mines du bassin d'Alais.

En résumé, le livre de M. Bardon, intéressant par bien des côtés, laisse une impression confuse et dégage mal la personnalité de Tubeuf et l'importance de son œuvre.

BARDON. — *Histoire de la ville d'Alais*, 1250 à 1340. Chastanier, Nîmes, 1894-1896.

Histoire de la ville d'Alais, 1341 à 1461. Chastanier, Nîmes, 1894-1896.

GENSANNE. — *Histoire naturelle de la province du Languedoc*. Montpellier, 1776-1779, 5 vol. in-8°. Bibl. nat., S 19984-19988.

L'ouvrage de Gensanne, intéressant surtout pour les détails techniques et scientifiques qu'il fournit à propos de l'exploitation des mines, contient le récit d'un entretien avec Tubeuf et relate les quelques conseils que l'auteur donna à l'industriel. Gensanne avait été chargé par les Etats du Languedoc de rechercher les gisements inconnus de la province. Il avait aussi été envoyé en mission officielle auprès de Tubeuf.

Périodiques.

Annales de la société impériale d'agriculture, Histoire naturelle et Arts utiles de Lyon. Lyon-Paris, 1868-1869, 4^e série, t. I^{er}. (Communication. Séance du 13 mai 1868.) Article : *Essai historique sur l'origine et le développement progressif de l'exploitation dans le bassin houiller du Gard*, par M. MALINOWSKI, professeur d'histoire naturelle à Alais.

Cet essai n'est qu'un résumé succinct de l'établissement de Tubeuf et de ses luttes en Languedoc. Les papiers inédits ont été connus par M. Malinowski, mais utilisés d'une façon qui ne vaut pas qu'on s'y arrête.

Mémoires.

Mémoires de Ballainvilliers, intendant du Languedoc, 1788.

Ces mémoires, encore inédits, contiennent des renseignements extrêmement intéressants sur l'Etat industriel du Languedoc. Pour ce qui concerne Tubeuf, on n'y trouve que trois brefs passages, dont le second est une accusation contre l'industriel d'avoir fait monter le prix du charbon (1). Nous avons consulté ces mémoires d'après une copie que M. Camille Bloch en a prise à la bibliothèque municipale de Carcassonne et qu'il a bien voulu nous communiquer. Nous lui en exprimons ici nos remerciements.

Vu le 12 mai 1914 :

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*
A. CROSET.

Vu et permis d'imprimer
*Le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,*
L. LJARD.

(1) Nous n'avons parlé dans cette bibliographie que des livres utilement consultés. Nous avons été conduit au cours de nos recherches à parcourir quelques livres qui ne se rapportent que de façon tout à fait indirecte à notre industriel et que nous n'avons pas utilisés. Entre autres : *La Normandie monumentale* (département de l'Orne, arrondissement de Mortagne), *Le château de Tubeuf*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
CHAP. I. — État de la propriété industrielle et de l'industrie minière du Languedoc à l'arrivée de Tubeuf dans la province.	8
CHAP. II. — Les débuts de Tubeuf. Son journal	12
CHAP. III. — Les mines du Languedoc	38
CHAP. IV. — Les mines de Paris	81
CHAP. V. — Les mines de Normandie	92
CHAP. VI. — La fin de Tubeuf	102
BIBLIOGRAPHIE	112

